

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

| | | |
|-----------------------|---|-----------------------------|
| Matahiti 160 N° 39 | TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI | Mahana 29 no Tetepa 2011 |
|-----------------------|---|-----------------------------|

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 160253 DIR/DGR du 14 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° 160018 DIR/DGR du 24 janvier 2011 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française..... | 5154 |
| Arrêté n° HC 36 IDV du 16 septembre 2011 réglant le budget principal 2011, le budget annexe Eau 2011, le budget annexe Déchets 2011 et le budget annexe Assainissement 2011 de la commune de Faa'a | 5154 |
| Arrêté n° HC 1376 DIPAC du 15 septembre 2011 portant versement par l'Etat d'une dotation territoriale pour l'investissement des communes d'un montant de 9 055 200 euros, soit 1 080 572 792 F CFP au Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de la Polynésie française au titre de l'exercice 2011, ministère 209 Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration, mission OA outre-mer, programme 123 Conditions de vie outre-mer, action 06 Collectivités territoriales, sous-action 12 Dotations de rattrapage et d'aide au développement aide à la reconversion de l'économie polynésienne | 5159 |

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° HC 1326 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de Mlle Maeva Teurafaatiarau dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5159 |
| Arrêté n° HC 1327 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de Mme Micheline Auraa épouse Rangimakea dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5159 |
| Arrêté n° HC 1328 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Chris Terihaunui Tinorua dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5160 |
| Arrêté n° HC 1329 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de Mlle Tania Nuu dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5160 |
| Arrêté n° HC 1330 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de Mlle Vahinerii Henriette Hanere dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5160 |
| Arrêté n° HC 1331 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. John Tamatea Suhas dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5160 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° HC 1332 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Amosa Fernand Tapea dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5161 |
| Arrêté n° HC 1333 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Reiatua Tinorua dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5161 |
| Arrêté n° HC 1334 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Ariinui Jonathan Tinorua dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5161 |
| Arrêté n° HC 1335 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Teriimana Arthur Tetuanui-Tinorua dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5161 |
| Arrêté n° HC 1336 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Maruiti Arnaud Terorotua dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5161 |
| Arrêté n° HC 1337 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Emmanuel Bruno Gossart dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5162 |
| Arrêté n° HC 1338 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de Mme Nani Faarii épouse Tuahiva dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5162 |
| Arrêté n° HC 1339 DAE/BAIPC du 5 septembre 2011 portant attribution d'une subvention au profit de M. Tauhere Steaven Richmond dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installations jeunes agriculteurs" de Tahiti pour l'opération "Aide au démarrage", action 1b | 5162 |
| Arrêté n° HC 35 SAIA du 14 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° HC 162 SAIA du 7 août 2009 relatif au financement par l'Etat du projet d'acquisition d'un véhicule radio médicalisé à Rapa au titre du programme 119 Concours financiers aux communes et groupements de communes, action 01, sous-action 01, catégorie 63 du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration | 5162 |
| Arrêté n° HC 36 SAIA du 16 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° HC 170 SAIA du 18 novembre 2009 relatif au financement par l'Etat du projet de construction d'un musée de l'artisanat à Raivavae au titre du programme 123 Conditions de vie outre-mer du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration | 5163 |
| Arrêté n° HC 37 SAIA du 16 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° HC 174 SAIA du 29 décembre 2009 relatif au financement par l'Etat du projet de construction d'un musée de l'artisanat à Raivavae au titre du programme 119 Concours financiers aux communes et groupements de communes, action 01, sous-action 01, catégorie 63 du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration | 5163 |
| Arrêté n° HC 38 SAIA du 16 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° HC 164 SAIA du 29 décembre 2009 relatif au financement par l'Etat du projet de construction d'un marché municipal à Rurutu au titre du programme 119 Concours financiers aux communes et groupements de communes, action 01, sous-action 01, catégorie 63 du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration | 5164 |

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNÉSIE FRANÇAISE)

| | |
|--|------|
| Avenant au contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013. | 5164 |
| Avenant du 14 septembre 2011 à la convention n° 289-07 du 12 décembre 2007 relative à l'opération RHI Timiona 2 .. | 5164 |
| Avenant n° 270-11 du 14 septembre 2011 à la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013 entre l'Etat et la Polynésie française concernant le volet "Santé". | 5167 |
| Avenant n° 277-11 du 19 septembre 2011 à la convention d'application n° 200-10 du 22 juin 2010 finançant les études préalables et les travaux de l'opération "Construction de l'abri paracyclonique de Tatakoto" inscrite à la programmation 2010 dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "abris de survie" | 5169 |

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1397 CM du 20 septembre 2011 portant nomination de Mme Patricia Putoa épouse Grand en qualité de directrice par intérim de l'établissement public administratif dénommé Fare Tama Hau | 5170 |
| Arrêté n° 1404 CM du 21 septembre 2011 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Ranipoehere. | 5170 |
| Arrêté n° 1405 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1225 CM du 18 août 2011 portant création et organisation du service administratif dénommé direction générale des finances publiques | 5171 |
| Arrêté n° 1406 CM du 21 septembre 2011 portant ouverture de quotas spécifiques d'importations de fleurs coupées pour les fêtes de la Toussaint, de Noël, du nouvel An 2012 et de la Saint-Valentin 2012 | 5171 |
| Arrêté n° 1407 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 770 CM du 13 septembre 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française | 5172 |
| Arrêté n° 1408 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 612 CM du 11 mai 2011 portant nomination des représentants de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer | 5173 |
| Arrêté n° 1409 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 relatif à l'octroi d'une indemnité de sujétions spéciales au bénéfice des agents exerçant les fonctions d'adjoint au chef des service | 5173 |
| Arrêté n° 1413 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1399 CM du 27 août 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits agricoles des îles autres que Tahiti. | 5174 |
| Arrêté n° 1414 CM du 21 septembre 2011 portant modification de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix des prestations de services en Polynésie française. | 5175 |
| Arrêté n° 1415 CM du 21 septembre 2011 complétant l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits fabriqués ou transformés dans les îles autres que Tahiti. ... | 5176 |
| Arrêté n° 1416 CM du 21 septembre 2011 constatant l'état de calamité naturelle des sinistres occasionnés par la forte houle sur les îles des Australes, de la Société, des Tuamotu-Gambier et des Marquises du 26 au 28 août 2011 . | 5176 |
| Arrêté n° 1417 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'article 8 de l'arrêté n° 85 CM du 19 janvier 2000 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 relative à l'habitat social en Polynésie française | 5177 |
| Arrêté n° 1418 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'article 2 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat | 5177 |
| Arrêté n° 1419 CM du 21 septembre 2011 portant fixation des tarifs et des modalités de cession des plants fruitiers et autres matériel végétal produits par les pépinières du service du développement rural | 5178 |
| Arrêté n° 1424 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Manihi pour l'acquisition d'un broyeur pour Manihi | 5178 |
| Arrêté n° 1440 CM du 21 septembre 2011 portant déclaration d'utilité publique la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaaurumai dit 3 cascades, sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra et de cessibilité des parcelles de terres nécessaires à cette opération | 5180 |
| EXTRAITS | |
| Arrêté n° 1394 CM du 20 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération polynésienne de pétanque dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011 . | 5180 |
| Arrêté n° 1395 CM du 20 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de voile dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011. | 5181 |
| Arrêté n° 1401 CM du 21 septembre 2011 complétant l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits fabriqués ou transformés dans les îles autres que Tahiti. ... | 5181 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1402 CM du 21 septembre 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 6-2011 CSPC du 16 août 2011 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 2011 | 5181 |
| Arrêté n° 1403 CM du 21 septembre 2011 portant virement de crédits au sein du chapitre 961 Moyens internes | 5181 |
| Arrêté n° 1410 CM du 21 septembre 2011 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois d'août 2011 | 5181 |
| Arrêté n° 1411 CM du 21 septembre 2011 relatif à l'indice des prix de détails à la consommation familiale du mois d'août 2011 | 5182 |
| Arrêté n° 1412 CM du 21 septembre 2011 portant virements de crédits au sein du chapitre 966 Economie générale ... | 5182 |
| Arrêté n° 1420 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution de la 1re tranche de la subvention de fonctionnement en faveur de l'association dite Union du sport scolaire polynésien (USSP) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011 | 5182 |
| Arrêté n° 1421 CM du 21 septembre 2011 complétant les dispositions de l'arrêté n° 797 CM du 16 juin 2011 approuvant l'attribution d'une subvention forfaitaire de fonctionnement en faveur des directions de l'enseignement privé | 5182 |
| Arrêté n° 1422 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération polynésienne de judo dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011 | 5182 |
| Arrêté n° 1423 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Manihi pour l'acquisition d'un camion citerne | 5182 |
| Arrêté n° 1425 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Anaa pour l'acquisition d'une navette de transport maritime. | 5182 |
| Arrêté n° 1426 CM du 21 septembre 2011 portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié et approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Reao pour la mise en oeuvre de son schéma de distribution d'eau potable (contrat de projets) | 5182 |
| Arrêté n° 1427 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un chargeur excavateur | 5183 |
| Arrêté n° 1428 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un groupe électrogène | 5183 |
| Arrêté n° 1429 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) | 5183 |
| Arrêté n° 1430 CM du 21 septembre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaipahi sis à Mataiea au profit de l'entreprise Artisan Pro aux fins d'exploitation et approuvant la convention y annexée | 5183 |
| Arrêté n° 1431 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association PGEM de Moorea dans le cadre du financement de l'activité générale de l'association pour l'année 2011 | 5183 |
| Arrêté n° 1432 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL Mékathon pour la compensation de la perte de change en dollar américain | 5183 |
| Arrêté n° 1433 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL Pacific Tuna pour la compensation de la perte de change en dollar américain | 5183 |
| Arrêté n° 1434 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL Mékathon pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche | 5184 |
| Arrêté n° 1435 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL Pacific Tuna pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche | 5184 |
| Arrêté n° 1436 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL Tahiti Island Seafood pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche | 5184 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1437 CM du 21 septembre 2011 portant cession à titre de dation en paiement au profit de M. René Tetuanui Haretahi de la parcelle de terre cadastrée section T, n° 271, sise dans la commune de Mahina | 5184 |
| Arrêté n° 1438 CM du 21 septembre 2011 portant cession à titre de dation en paiement au profit des ayants droit de M. Titiaua Teuira de la parcelle de terre cadastrée section T, n° 278, sise dans la commune de Mahina | 5184 |
| Arrêté n° 1439 CM du 21 septembre 2011 portant cession à titre de dation en paiement au profit des ayants droit de Mme Tiniehu Taioho des parcelles de terre cadastrées section T, n° 265 et n° 266, sises dans la commune de Mahina | 5184 |
| Arrêté n° 1441 CM du 22 septembre 2011 portant affectation de la parcelle dépendant de la zone des 50 pas, cadastrée commune de Nuku Hiva, section AB, n° 169, au profit de la commune de Nuku Hiva | 5185 |
| Arrêté n° 1442 CM du 22 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1439 CM du 19 août 2010 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Blue Moon Investissements à l'usage de son exploitation pericole sise à Aratika, commune de Fakarava (exploitant n° 161) | 5185 |
| Arrêté n° 1443 CM du 22 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1328 CM du 13 août 2009 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Araumu Perles à l'usage de son exploitation pericole sise à Marutea Sud, commune des Gambier (exploitant n° 4) | 5185 |
| Arrêté n° 1444 CM du 22 septembre 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 9-2011 CRDP du 23 juin 2011 du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française accordant les indemnités de frais de mission au directeur du CRDP | 5185 |
| Arrêté n° 1445 CM du 22 septembre 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 10-2011 CRDP du 23 juin 2011 du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française portant adoption du budget modificatif n° 1-2011 du CRDP de la Polynésie française | 5185 |
| Arrêté n° 1446 CM du 22 septembre 2011 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 11-2011 CRDP du 23 juin 2011 du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française portant adoption des tarifications des produits et prestations du CRDP | 5185 |

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 2665 PR du 16 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes. | 5198 |
| Arrêté n° 2666 PR du 16 septembre 2011 portant commissionnement de Mme Juanita Vanque épouse Muller affectée à la direction générale des affaires économiques pour constater les infractions dont l'application relève de ce service. | 5198 |
| Arrêté n° 2667 PR du 16 septembre 2011 portant habilitation de M. Guy Lallour en qualité d'agent spécial de la société XL Insurance company limited. | 5199 |
| Arrêté n° 2671 PR du 16 septembre 2011 portant commissionnement de M. Gérald Adams technicien affecté au service de la periculture pour constater les infractions à la réglementation applicable aux activités pericoles et aux professions concernées par l'activité pericole | 5199 |
| Arrêté n° 2672 PR du 19 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie | 5200 |
| Arrêté n° 2676 du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Alexandre Vodicka en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies | 5200 |
| Arrêté n° 2677 PR du 20 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies | 5201 |

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 2670 PR du 16 septembre 2011 portant attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance à la SARL Spiip pour le navire à voile Spiip | 5201 |
|--|------|

Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 6338 MEF/PEL du 16 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011 | 5201 |
| Arrêté n° 6339 MEF/PEL du 16 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 | 5202 |
| Arrêté n° 6369 MEF/PEL du 19 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 | 5203 |
| Arrêté n° 6505 MEF/PEL du 20 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent technique principal du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 | 5204 |
| Arrêté n° 6506 MEF/PEL du 20 septembre 2011 modifiant les dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté n° 4189 MEF/PEL du 2 août 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 | 5205 |
| Arrêté n° 6513 MEF du 21 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay directeur de la direction générale des affaires économiques par intérim | 5206 |
| Arrêté n° 6593 MEF du 22 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2008 | 5208 |

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6327 MEF du 16 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 | 5208 |
| Arrêté n° 6328 MEF du 16 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 | 5208 |
| Arrêté n° 6329 MEF du 16 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent technique principal du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 | 5208 |

Ministère de l'équipement et des transports terrestres**EXTRAITS**

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 6355 MET du 16 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara n° 4 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Vahitahi | 5208 |
| Arrêté n° 6356 MET du 16 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara (plan n° 39) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi | 5208 |
| Arrêté n° 6357 MET du 16 septembre 2011 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tufaraagiagi (plan n° 7) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi | 5209 |
| Arrêté n° 6358 MET du 16 septembre 2011 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara (plan n° 38) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi | 5209 |
| Arrêté n° 6455 MET du 20 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5209 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6456 MET du 20 septembre 2011 portant annulation de l'arrêté n° 6026 MET du 8 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5209 |
| Arrêté n° 6457 MET du 20 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5209 |
| Arrêté n° 6458 MET du 20 septembre 2011 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tekerikameri (plan 23) nécessaire à la réalisation d'extension de l'aérodrome de Anaa | 5209 |
| Arrêté n° 6459 MET du 20 septembre 2011 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus dans la commune de Mahina | 5209 |
| Arrêté n° 6460 MET du 20 septembre 2011 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Anoha ou Anoa (plan 58) nécessaire aux travaux de canalisation de la rivière et de reconstruction du pont Vaiatu dans la commune de Paea | 5209 |
| Arrêté n° 6578 MET du 21 septembre 2011 portant radiation de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti de la SARL Fenua Tours | 5209 |
| Arrêté n° 6579 MET du 21 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5210 |
| Arrêté n° 6580 MET du 21 septembre 2011 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teheo repérée sous le plan n° 11 nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa | 5210 |
| Arrêté n° 6581 MET du 21 septembre 2011 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Vaiava 1 partie cadastrées sous les références AK 25 et AK 135 nécessaire au projet d'aménagement d'un espace public au PK 18 dans la commune de Punaauia | 5210 |
| Arrêté n° 6582 MET du 21 septembre 2011 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus dans la commune de Mahina | 5210 |
| Arrêté n° 6583 MET du 21 septembre 2011 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 329 (plan 19) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes | 5210 |
| Arrêté n° 6584 MET du 21 septembre 2011 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 306 (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes | 5210 |
| Arrêté n° 6585 MET du 21 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5210 |
| Arrêté n° 6586 MET du 21 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5210 |
| Arrêté n° 6587 MET du 21 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua | 5211 |

Ministère des ressources marines

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6310 MRM du 15 septembre 2011 accordant une aide individuelle dans le cadre du développement des activités de la pêche (FIM) | 5211 |
|--|------|

- Arrêté n° 6352 MRM du 16 septembre 2011 fixant la liste des stagiaires de la 19e et de la 20e promotion ayant suivi avec succès les formations à la periculture et/ou à la greffe dispensées par le Centre des métiers de la nacre et de la periculture 5211

Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports

- Arrêté n° 6568 MEJ du 21 septembre 2011 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) organisées par l'organisme de formation Niyati plongée 5211

EXTRAITS

- Arrêté n° 6441 MEJ du 19 septembre 2011 portant attribution des logements du centre d'hébergement pour étudiants de Outumaoro pour l'année universitaire 2011-2012 5212

Ministère de l'aménagement et du logement

EXTRAITS

- Arrêté n° 6453 MAA du 20 septembre 2011 portant transfert de l'autorisation de la location du lot n° 2 dépendant de la terre domaniale Moai-Faretai-Ofaimataamo-Mahutoa- Pouau, référencé PV n° 16 et n° 20, sise à Vaiaai commune de Tumaraa à Raiatea au profit de Mme Emma Florence Chin Hen Wan épouse Tupuaiooro 5212

Ministère de la santé et de la solidarité

- Arrêté n° 6594 MSS du 22 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Maurice Yune, directeur de la santé par intérim et à certains agents de la direction de la santé. 5212

Ministère de la culture, de l'artisanat et de la famille

- Arrêté n° 6595 MCA du 22 septembre 2011 autorisant Belona Mou et Tamara Maric à effectuer une opération archéologique préventive au Marae Ta'ata, sis au PK 19 de la commune de Paea, sur l'île de Tahiti, archipel de la Société 5218

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt

- Arrêté n° 6567 MAE du 21 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies 5219

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

- Décision n° 2011-05 CESC du 12 septembre 2011 portant modification n° 2 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2011. 5220

ACTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

- Décision n° 27-11 CHPF/D portant délégation de signature à Mme Claude Colliot-Fanaura directrice des soins 5221

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Rimatara

- Délibération n° 35 RIM 2009 du 6 novembre 2009 fixant les taux des centimes additionnels communaux à percevoir au profit de la commune de Rimatara sur les licences et les patentes 5222

- Délibération n° 14 RIM 2011 du 28 juin 2011 portant modification de la délibération n° 35 RIM 2009 du 6 novembre 2009 fixant les taux des centimes additionnels communaux à percevoir au profit de la commune de Rimatara sur les licences et les patentes 5222

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Avenant n° 268-11 du 13 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 197-07 DAC/FIP du 8 octobre 2007 relative au financement de l'opération CSP de Hakahau, réaménagement et transfert de l'école maternelle dans l'enceinte du CSP (maîtrise d'œuvre) par la commune de Ua Pou | 5224 |
| Avenant n° 272-11 du 15 septembre 2011 à la convention n° HC 25-10 DIPAC/FIP du 25 janvier 2010 relative à l'opération Grosses réparations sur les cuves de stockage d'eau douce | 5225 |
| Avenant n° 273-11 du 15 septembre 2011 à la convention n° HC 248-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l'opération Construction de deux logements type OPH à Napuka primaire | 5225 |
| Avenant n° 274-11 du 15 septembre 2011 à la convention n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l'opération Construction d'un bloc sanitaire à Napuka primaire | 5225 |
| Avenant n° 275-11 du 15 septembre 2011 à la convention n° HC 82-10 DIPAC/FIP du 16 avril 2010 relative à l'alimentation en eau potable de la vallée de Terua par la commune de Arue | 5226 |
| Avenant n° 276-11 du 15 septembre 2011 à la convention n° HC 83-10 DIPAC/FIP du 16 avril 2010 relative à l'alimentation en eau potable des hauteurs de Erima, côte 420 par la commune de Arue | 5226 |

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

| | |
|---|------|
| Direction des affaires foncières. — Avis n° 4185 MAA/DAF/CAD du 23 septembre 2011 annulant et remplaçant l'avis n° 4817 du 28 octobre 2010 portant à la connaissance du public les sections soumises à la conservation cadastrale | 5226 |
| Direction générale des finances publique. — Barème des contractuels ANFA applicable à compter du 1er août 2011 ... | 5227 |
| Barème des contractuels ANFA applicable à compter du 1er septembre 2011 | 5229 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|---------------------------------------|------|
| Annonces judiciaires et légales | 5231 |
| Annonces diverses | 5233 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 160253 DIR/DGR du 14 septembre 2011 modifiant l'arrêté n° 160018 DIR/DGR du 24 janvier 2011 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Richard Didier haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté 5985 du 23 septembre 2008 nommant M. Thierry Reviron directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 112 AC/DIR du 24 mars 2009 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 41 DRHME/BRHT/ET du 24 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Thierry Reviron directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 160018 DIR/DGR du 24 janvier 2011 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 18552 du 7 février 2011 portant affectation de Mme Isabelle Regnier au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française en qualité d'adjoint au chef de la division Opérations aériennes,

Arrête :

Article unique. — Dans l'arrêté n° 160018 DIR/DGR du 24 janvier 2011 :

Au lieu de : "M. Salathiel Loncle, adjoint au chef de la division Opérations aériennes ;

Lire : Mme Isabelle Regnier, adjoint au chef de la division Opérations aériennes."

Le reste sans changement.

Le chef du département gestion des ressources du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2011.
Thierry REVIRON.

ARRETE n° HC 36 IDV du 16 septembre 2011 réglant le budget principal 2011, le budget annexe Eau 2011, le budget annexe Déchets 2011 et le budget annexe Assainissement 2011 de la commune de Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics rendue applicable le 1er mars 2008 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1872-1 et L. 1612-2 ;

Vu la délibération n° 18-2008 du 3 juin 2008 par laquelle la commune de Faa'a a opté, comme le prévoit l'article 7 de l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007, pour l'entrée en vigueur dès 2009 des dispositions relatives au contrôle budgétaire ;

Vu l'arrêté n° 659 DAC du 3 novembre 2008 constatant l'entrée en vigueur anticipée de ces dispositions à compter de l'exercice 2009 pour la commune de Faa'a ;

Vu la lettre du 10 août 2011, enregistrée au greffe le 11 août 2011, par laquelle le haut-commissaire de la République en Polynésie française a saisi la chambre territoriale des comptes en application de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales, au motif que les modifications du budget principal 2011 et les budgets annexes de l'eau, des déchets et de l'assainissement 2011 de la commune de Faa'a n'ont pas été adoptés à la majorité des membres présents lors de la réunion du conseil municipal du 28 juin 2011 ;

Vu le compte administratif 2010, le budget principal 2011, le projet de modification du budget principal et les projets de budgets annexes eau, déchets et assainissement 2011 de la commune de Faa'a ;

Vu l'avis n° 2011-0005 rendu le 9 septembre 2011 par la chambre territoriale des comptes ;

Considérant qu'il ressort de l'organisation communale que les services de l'eau, des déchets et de l'assainissement ne sont pas délégués par la commune ;

Considérant que la commune de Faa'a exploite ainsi directement les services publics de distribution de l'eau, d'assainissement et, de collecte et traitement des déchets qui ont un caractère industriel et commercial, étant financés par

une redevance prélevée sur les usagers, ou qui doivent être financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial, ainsi que le prévoit expressément l'article L. 2224-11 du CGCT ;

Considérant les propositions de budget primitif principal, de budget annexe de l'eau, de budget annexe des déchets et de budget annexe de l'assainissement,

Arrête :

Article 1er. — Le budget principal, le budget annexe de l'eau, le budget annexe des déchets et le budget annexe de l'assainissement 2011 de la commune de Faa'a sont réglés selon les tableaux, ci-annexés, pour la section de fonctionnement en dépenses et en recettes, et pour la section d'investissement en dépenses et en recettes.

Art. 2. — Le mode de gestion des services de l'eau, des déchets et de l'assainissement est celui de la régie dotée de la seule autonomie financière.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois (3) mois à compter de sa date de notification.

Art. 4. — Le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, le maire de la commune de Faa'a, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie conforme sera adressée au président de la chambre territoriale des comptes, au maire de la commune de Faa'a et au comptable public de la commune, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.

Richard DIDIER

Annexe 1 : Budgets annexes 2011 de la commune de FAAA - section de fonctionnement

| Commune de FAAA | | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 |
|---|--|---------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|---|---|
| Dépenses de fonctionnement | | Projet commune | Propositions CTC | Projet commune | Propositions CTC | Projet commune | Propositions CTC |
| OPERATIONS REELLES | | 318 460 000 | 417 137 000 | 193 340 000 | 193 080 000 | 32 600 000 | 7 627 000 |
| Arl | | | | | | | |
| 11 | Charges à caractère général | 170 862 000 | 260 767 000 | 13 320 000 | 26 620 000 | 25 597 000 | 7 627 000 |
| 6042 | Prestations de service | - | - | - | - | 25 300 000 | - |
| 60612 | Energie - électricité | 125 000 000 | 192 500 000 | - | - | - | - |
| 60622 | Carburants | 1 660 000 | 2 500 000 | 5 830 000 | 8 300 000 | - | - |
| 60632 | Fourniture de petit équipement | 8 550 000 | 8 550 000 | 830 000 | 830 000 | - | - |
| 60633 | Fourniture de voirie | - | - | - | - | - | - |
| 60636 | Vêtements de travail | 412 000 | 412 000 | 830 000 | 830 000 | - | - |
| 6064 | Fournitures administratives | - | 100 000 | - | - | - | - |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 80 000 | 80 000 | - | - | - | - |
| 611 | Contrat de prestations avec entreprises | - | - | - | - | - | - |
| 6132 | Locations immobilières | - | - | - | - | - | 5 500 000 |
| 61521 | Entretien Terrains | 4 160 000 | 3 850 000 | - | - | - | - |
| 61522 | Entretien Bâtiments | - | - | - | - | - | - |
| 61523 | Entretien voies et réseaux | 29 160 000 | 31 000 000 | - | - | - | - |
| 61551 | Entretien Matériel roulant | 405 000 | 405 000 | 2 330 000 | 2 330 000 | - | - |
| 6156 | Maintenance | 700 000 | 900 000 | 500 000 | 500 000 | 297 000 | 97 000 |
| 616 | Primes d'assurances | 450 000 | 450 000 | 2 910 000 | 2 910 000 | - | - |
| 6225 | Indemnité aux comptables et aux régisseurs | 120 000 | 120 000 | 60 000 | 60 000 | - | - |
| 6227 | Frais d'acte et de contentieux | - | 500 000 | - | - | - | - |
| 6261 | Frais d'affranchissement | - | - | - | - | - | - |
| 6262 | Frais de télécommunications | 165 000 | 3 300 000 | - | - | - | - |
| 6287 | Remboursement de frais de personnel | - | 16 100 000 | - | 10 830 000 | - | 2 030 000 |
| 6354 | Frais de timbre | - | - | 30 000 | 30 000 | - | - |
| 12 | Charges de personnel et frais assimilés | 104 775 000 | 122 770 000 | 168 200 000 | 166 360 000 | 6 480 000 | - |
| 6218 | Autre personnel extérieur | - | - | - | - | - | - |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 52 660 000 | 59 970 000 | 88 785 000 | 83 500 000 | - | - |
| 64118 | Autres indemnités | 29 035 000 | 38 100 000 | 41 225 000 | 45 300 000 | - | - |
| 64131 | Rémunération personnels non titulaires | - | - | 3 410 000 | 3 410 000 | - | - |
| 6451 | Cotisation à la CPS | 22 880 000 | 24 500 000 | 34 330 000 | 33 700 000 | - | - |
| 6475 | Médecine du travail Pharmacie | 200 000 | 200 000 | 450 000 | 450 000 | - | - |
| 6488 | Autres charges | - | - | - | - | - | - |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 40 523 000 | 33 500 000 | 520 000 | - | 523 000 | - |
| 6531 | Indemnité des élus | 523 000 | - | 490 000 | - | 523 000 | - |
| 6533 | Cotisations de retraite des élus | - | - | 30 000 | - | - | - |
| 654 | Pertes sur créances irrécouvrables | - | - | - | - | - | - |
| 6554 | Cotisation aux organismes de regroupement | 40 000 000 | 33 500 000 | - | - | - | - |
| 66 | Charges financières | 2 200 000 | - | - | - | - | - |
| 66111 | Intérêts des emprunts et dettes | 2 200 000 | - | - | - | - | - |
| 67 | Charges exceptionnelles | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | - | - |
| 673 | Titres annulés | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | - | - |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | - | - | - | - | - | - |
| 22 | Dépenses imprévues | - | - | - | - | - | - |
| OPERATIONS D'ORDRE | | 13 900 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 6 670 000 | 32 490 000 |
| 68 | Dotations aux amortissements et aux provisions | 5 400 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 6 670 000 | 4 650 000 |
| 6811 | Dot. Ammort. Immo. Incorpor. Corp. | 5 400 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 6 670 000 | 4 650 000 |
| 6815 | | - | - | - | - | - | - |
| 023 | virement à la section d'investissement | 8 500 000 | - | - | - | - | 27 840 000 |
| TOTAL dépenses de fonctionnement | | 332 360 000 | 420 937 000 | 193 340 000 | 204 280 000 | 39 270 000 | 40 117 000 |
| Commune de FAAA | | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 |
| Recettes de fonctionnement | | Projet commune | Propositions CTC | Projet commune | Propositions CTC | Projet commune | Propositions CTC |
| OPERATIONS REELLES | | 332 360 000 | 420 937 000 | 193 340 000 | 204 280 000 | 39 270 000 | 40 117 000 |
| Art. | Libellé | | | | | | |
| 7012 | Redevance Eau | 140 000 000 | 148 800 000 | - | - | - | - |
| 704 | Travaux de branchement | 1 080 000 | 1 800 000 | - | - | - | - |
| 70611 | Redevance enlèvement des OM | - | - | 102 250 000 | 102 250 000 | - | - |
| 70681 | Redevance assainissement collectif | - | - | - | - | 30 200 000 | - |
| 70688 | Autres prestations | - | - | - | 38 000 000 | - | - |
| 774 | Subventions exceptionnelles | 191 280 000 | 270 337 000 | 91 090 000 | 64 030 000 | 9 070 000 | 40 117 000 |
| OPERATIONS D'ORDRE | | | | | | | |
| TOTAL recettes de fonctionnement | | 332 360 000 | 420 937 000 | 193 340 000 | 204 280 000 | 39 270 000 | 40 117 000 |

Annexe 2 : Budgets annexes 2011 de la commune de FA'A - section d'investissement

| Commune de FA'A | | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 |
|---|---|---------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|---|---|
| | | Projet commune | Propositions CTC | Projet commune | Propositions CTC | Projet commune | Propositions CTC |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | |
| OPERATIONS REELLES | | 188 833 105 | 100 900 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 22 330 000 | 48 150 000 |
| Art. | Libellé | | | | | | |
| 16 | emprunts et dettes assimilées | 8 500 000 | - | - | - | - | - |
| 16421 | CDC | - | - | - | - | - | - |
| 16422 | AFD | 8 500 000 | - | - | - | - | - |
| 16423 | SOCREDO | - | - | - | - | - | - |
| 16428 | autres | - | - | - | - | - | - |
| 165 | dépôts et cautionnements reçus | - | - | - | - | - | - |
| 20 | immobilisations incorporelles | - | - | 4 650 000 | 4 650 000 | - | - |
| 2031 | frais d'étude | - | - | 4 650 000 | 4 650 000 | - | - |
| 205 | conc.dr.sim.brevets, licences | - | - | - | - | - | - |
| 21 | immobilisations corporelles | 138 333 105 | 58 900 000 | 6 550 000 | 6 550 000 | 2 330 000 | 2 330 000 |
| 2111 | Terrains nus | 138 333 105 | - | - | - | - | - |
| 2128 | Autre agencement et aménagement terrains | - | - | - | - | - | - |
| 21316 | Equipements de cimetière | - | - | - | - | - | - |
| 2135 | Inst.Gen.ag.am.des const. | - | - | - | - | - | - |
| 2152 | Installations de voirie | - | - | - | - | - | - |
| 21531 | Réseaux d'adduction d'eau | - | 40 000 000 | - | - | - | - |
| 21532 | Réseaux d'assainissement | - | - | - | - | - | - |
| 21533 | Réseaux câblés | - | - | - | - | - | - |
| 21534 | Réseaux d'électrification | - | - | - | - | - | - |
| 21561 | Matériel roulant incendie | - | - | - | - | - | - |
| 21568 | Autre matériel de défense civile | - | - | - | - | - | - |
| 2181 | Installation générale, agencement | - | - | - | - | 2 330 000 | 2 330 000 |
| 2182 | Matériel de transport | - | - | - | - | - | - |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | - | - | - | - | - | - |
| 2184 | Mobilier | - | - | - | - | - | - |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | - | 18 900 000 | 6 550 000 | 6 550 000 | - | - |
| 23 | Immobilisations en cours | - | - | - | - | - | - |
| 2312 | Terrains | - | - | - | - | - | - |
| 2313 | constructions | - | - | - | - | - | - |
| 2318 | instal.mat.outil techniques | - | - | - | - | - | - |
| 2319 | autres immo.corporelles | - | - | - | - | - | - |
| 5 | opérations d'équipement | 42 000 000 | 42 000 000 | - | - | 20 000 000 | 45 820 000 |
| 5 | Rénovation "réseau d'adduction d'eau" | - | - | - | - | - | - |
| 2005-003 | Rénovation adduction Eau potable 2ème tranche | - | - | - | - | - | - |
| 2009-011 | AEP Tranche 3 | 42 000 000 | 42 000 000 | - | - | - | - |
| 2009-015 | Assainissement des eaux usées Phase 1 | - | - | - | - | 20 000 000 | 20 000 000 |
| 2010-002 | réseau refoulement EU RHI Hotuarea | - | - | - | - | - | 25 820 000 |
| 020 | dépenses imprévues | - | - | - | - | - | - |
| OPERATIONS D'ORDRE | | | | | | | |
| Art. | Libellé | | | | | | |
| 192 | différence sur cession d'immo. | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT REPORTE | | | | | | | |
| 001 | déficit | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL dépenses Investissement | | 188 833 105 | 100 900 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 22 330 000 | 48 150 000 |
| RAR dépenses | | | | | | | |
| Résultat cumulé dépenses d'invest. | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Commune de FA'A | | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe EAU 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe O.M. 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 |
| Recettes d'investissement | | | | | | | |
| OPERATIONS REELLES | | 174 933 105 | 174 933 105 | - | - | 15 660 000 | 15 660 000 |
| Art. | Libellé | | | | | | |
| 10 | dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | - | - | - | - | - | - |
| 10221 | FIP D'NAI | - | - | - | - | - | - |
| 10226 | DGE | - | - | - | - | - | - |
| 13 | subventions d'investissement | 174 933 105 | 174 933 105 | - | - | 15 660 000 | 15 660 000 |
| 1321 | état - fides | 62 796 499 | 62 796 499 | - | - | 7 830 000 | 7 830 000 |
| 1322 | territoire | 62 796 499 | 62 796 499 | - | - | 7 830 000 | 7 830 000 |
| 1325 | Groupeement de collectivités | - | - | - | - | - | - |
| 1331 | D.G.E | - | - | - | - | - | - |
| 1346 | FIP Dotation affectée | - | - | - | - | - | - |
| 1347 | FIP | 49 340 107 | 49 340 107 | - | - | - | - |
| 15 | Provision pour risques et charges | - | - | - | - | - | - |
| 16 | Emprunts et dettes diverses | - | - | - | - | - | - |
| opérations d'équipement | | - | - | - | - | - | - |
| OPERATIONS D'ORDRES | | 13 990 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 6 670 000 | 32 450 000 |
| Art. | Libellé | | | | | | |
| 28 | Amortissements | 5 400 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 11 200 000 | 6 670 000 | 4 650 000 |
| 2805 | Concession Droits Brevets Licence | - | - | - | - | - | - |
| 281311 | Batiments publics | - | - | - | - | - | - |
| 28135 | Instal.Gén., Ag., Am. Des Constr | - | - | - | - | - | - |
| 28152 | Installations de voirie | - | - | - | - | - | - |
| 281531 | Réseaux d'adduction d'eau | - | - | - | - | - | - |
| 281532 | Réseaux d'assainissement | - | - | - | - | 6 670 000 | 4 650 000 |
| 281533 | Réseaux câblés | - | - | - | - | - | - |
| 281538 | Autres réseaux | - | - | - | - | - | - |
| 28156 | Matériel et outils d'incendie et de défense civil | - | - | - | - | - | - |
| 281568 | Matériel et outils d'incendie et de défense civil | - | - | - | - | - | - |
| 28182 | Matériel de transport | - | - | 11 200 000 | 11 200 000 | - | - |
| 28183 | Matériel de bureau et informatique | - | - | - | - | - | - |
| 28184 | Mobilier | - | - | - | - | - | - |
| 28188 | Autres | 5 400 000 | 3 800 000 | - | - | - | - |
| 021 | virement de la section | 3 500 000 | - | - | - | - | 27 840 000 |
| 192 | différence sur cession d'immo. | - | - | - | - | - | - |
| 024 | produits de cessions des immobilisations | - | - | - | - | - | - |
| RESULTAT REPORTE | | | | | | | |
| 001 | excédent | - | - | - | - | - | - |
| 1068 | affectation de résultat à section d'invest | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL recettes d'investissement | | 188 833 105 | 178 733 105 | 11 200 000 | 11 200 000 | 22 330 000 | 48 150 000 |
| RAR recettes | | | | | | | |
| Résultat cumulé recettes d'investissement | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| SOLDE SECTION INVESTISSEMENT | | | 77 833 105 | | | | |
| SOLDE SECTION INVESTISSEMENT RAR compris | | | | | | | |

ANNEXE 3 : PROJET DE BUDGET PRINCIPAL APRÈS AFFECTATION AUX PROJETS DE BUDGETS ANNEXES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Commune de FAAG | Projet de budget Primitif 2011 | Délibérations modificatives | BP après délibérations modificatives | projet de budget Annexe EAU 2011 | projet de budget Annexe O.M. 2011 | Projet de budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Projet de budget principal (après affectation aux budgets annexes) 2011 | Présentation indicative du budget consolidé |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------------------|---|--|--|---|
| | voté le 14 décembre 2010 | du 10 mai 2011 et 28 juin 2011 | du 10 mai 2011 et 28 juin 2011 | Propositions CTC | Propositions CTC | Propositions CTC | Propositions CTC | |
| Dépenses de fonctionnement | 2 835 000 000 | 1 084 936 500 | 9 919 936 500 | 420 937 000 | 204 280 000 | 40 117 000 | 3 629 086 500 | 4 294 420 500 |
| OPERATIONS REELLES | 2 727 930 000 | 802 936 500 | 3 530 866 500 | 417 137 000 | 193 060 000 | 7 627 000 | 3 209 673 645 | 3 827 517 645 |
| Art. Libellé | | | | | | | | |
| 11 Charges à caractère général | 584 255 000 | 119 800 000 | 704 055 000 | 260 767 000 | 26 620 000 | 7 627 000 | 409 041 000 | 704 055 000 |
| 12 Charges de personnel et frais assimilés | 1 866 770 000 | - | 1 866 770 000 | 122 770 000 | 166 360 000 | - | 1 577 640 000 | 1 866 770 000 |
| 65 Autres charges de gestion courante | 269 600 000 | 247 072 255 | 516 672 255 | 39 500 000 | - | - | 483 172 255 | 516 672 255 |
| 66 Charges financières | 7 005 000 | - | 7 005 000 | - | - | - | 7 005 000 | 7 005 000 |
| 67 Charges exceptionnelles | 900 000 | 150 000 000 | 150 900 000 | 100 000 | 100 000 | - | 524 584 000 | 524 784 000 |
| 674441 subventions aux Budgets Annexes | - | - | - | - | - | - | 374 484 000 | 374 484 000 |
| 22 Dépenses imprévues | - | 286 064 245 | 286 064 245 | - | - | - | 208 231 390 | 208 231 390 |
| OPERATIONS D'ORDRE | 107 070 000 | 282 000 000 | 389 070 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 32 490 000 | 419 412 855 | 466 902 855 |
| 68 Dotations aux amortissements et aux prov. | 68 170 000 | - | 68 170 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 4 650 000 | 48 520 000 | 68 170 000 |
| 023 virement à la section d'investissement | 38 900 000 | 282 000 000 | 320 900 000 | - | - | 27 840 000 | 370 892 855 | 398 732 855 |

| Commune de FAAG | Budget Primitif 2011 | Délibérations modificatives | BP après délibérations modificatives | projet de budget Annexe EAU 2011 | projet de budget Annexe O.M. 2011 | Projet de budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Projet de budget principal (après affectation aux budgets annexes) 2011 | Présentation indicative du budget consolidé |
|--|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------------|---|--|--|---|
| Recettes de fonctionnement | 2 835 000 000 | 1 084 936 500 | 9 919 936 500 | 420 937 000 | 204 280 000 | 40 117 000 | 3 629 086 500 | 4 294 420 500 |
| Art. Libellé | | | | | | | | |
| 70 Produits des services | 353 400 000 | - | 353 400 000 | 150 600 000 | 140 250 000 | - | 62 550 000 | 353 400 000 |
| 73 Impôts et Taxes | 645 100 000 | - | 645 100 000 | - | - | - | 645 100 000 | 645 100 000 |
| 74 Dotations et participations | 1 810 000 000 | 217 112 686 | 2 027 112 686 | - | - | - | 2 027 112 686 | 2 027 112 686 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 100 000 | - | 100 000 | - | - | - | 100 000 | 100 000 |
| 758 | 100 000 | - | 100 000 | - | - | - | 100 000 | 100 000 |
| 13 Atténuation de charges | 26 200 000 | - | 26 200 000 | - | - | - | 26 200 000 | 26 200 000 |
| 77 Produits exceptionnelles | 200 000 | - | 200 000 | 270 337 000 | 64 090 000 | 40 117 000 | 200 000 | 374 684 000 |
| 774 Subventions exceptionnelles | - | - | - | 270 337 000 | 64 090 000 | 40 117 000 | - | - |
| 778 Autres produits exceptionnelles | 200 000 | - | 200 000 | - | - | - | - | - |
| 022 Excédent de fonctionnement | - | 867 823 814 | 867 823 814 | - | - | - | 867 823 814 | 867 823 814 |
| SOLDE SECTION FONCTIONNEMENT | - | - | - | - | - | - | - | - |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| Commune de FAAG | Budget Primitif 2011 | Délibérations modificatives | BP après délibérations modificatives | projet de budget Annexe EAU 2011 | projet de budget Annexe O.M. 2011 | Projet de budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Projet de budget principal (après affectation aux budgets annexes) 2011 | Présentation indicative du budget consolidé |
|----------------------------------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------------|---|--|--|---|
| Dépenses d'investissement | 549 663 105 | 825 106 408 | 1 374 769 513 | 100 900 000 | 11 200 000 | 48 150 000 | 1 214 519 513 | 1 374 769 513 |
| Art. Libellé | | | | | | | | |
| 16 emprunts et dettes assimilées | 38 900 000 | - | 38 900 000 | - | - | - | 38 900 000 | 38 900 000 |
| 20 immobilisations incorporelles | 34 200 000 | 9 310 000 | 43 510 000 | - | 4 650 000 | - | 38 860 000 | 43 510 000 |
| 21 immobilisations corporelles | 314 563 105 | 593 904 236 | 908 467 341 | 58 900 000 | 6 550 000 | 2 330 000 | 840 687 341 | 908 467 341 |
| 23 Immobilisations en cours | 100 000 000 | 98 056 237 | 198 056 237 | - | - | - | 198 056 237 | 198 056 237 |
| opérations d'équipement | 62 000 000 | 80 528 802 | 142 528 802 | 42 000 000 | - | 45 820 000 | 21 553 000 | 109 373 000 |
| 020 dépenses imprévues | - | 43 307 133 | 43 307 133 | - | - | - | 43 307 133 | 43 307 133 |
| RESULTAT REPORTE | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 001 déficit | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RAR dépenses | - | 373 816 275 | 373 816 275 | - | - | - | 373 816 275 | 373 816 275 |

| Commune de FAAG | Budget Primitif 2011 | Délibérations modificatives | BP après délibérations modificatives | projet de budget Annexe EAU 2011 | projet de budget Annexe O.M. 2011 | Projet de budget Annexe ASSAINISSEMENT 2011 | Projet de budget principal (après affectation aux budgets annexes) 2011 | Présentation indicative du budget consolidé |
|--|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------------|---|--|--|---|
| TOTAL Recettes d'investissement | 549 663 105 | 825 106 658 | 1 374 769 763 | 178 733 105 | 11 200 000 | 48 150 000 | 1 214 519 513 | 1 452 602 618 |
| OPERATIONS REELLES | 442 593 105 | 236 602 846 | 679 195 951 | 174 933 105 | - | 15 660 000 | 488 602 846 | 679 195 951 |
| Art. Libellé | | | | | | | | |
| 10 dotations, fonds divers et réserves (hors 10) | 252 000 000 | 97 352 941 | 154 647 059 | - | - | - | 154 647 059 | 154 647 059 |
| 13 subventions d'investissement | 190 593 105 | 70 025 565 | 260 618 670 | 174 933 105 | - | 15 660 000 | 70 025 565 | 260 618 670 |
| 15 Provision pour risques et charges | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 16 Emprunts et dettes diverses | - | - | - | - | - | - | - | - |
| opérations d'équipement | - | 263 930 222 | 263 930 222 | - | - | - | 263 930 222 | 263 930 222 |
| OPERATIONS D'ORDRES | 107 070 000 | 282 000 000 | 389 070 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 32 490 000 | 419 412 855 | 466 902 855 |
| Art. Libellé | | | | | | | | |
| 021 virement de la section | 38 900 000 | 282 000 000 | 320 900 000 | - | - | 27 840 000 | 370 892 855 | 398 732 855 |
| 024 produits de cessions des immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 28 ou 040 Amortissements | 68 170 000 | - | 68 170 000 | 3 800 000 | 11 200 000 | 4 650 000 | 48 520 000 | 68 170 000 |
| RESULTAT REPORTE | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 001 excédent | - | 306 503 812 | 306 503 812 | - | - | - | 306 503 812 | 306 503 812 |
| 1068 affectation de résultat à section d'invest | - | - | - | - | - | - | - | - |
| RAR recettes | - | 329 794 608 | 329 794 608 | - | - | - | 329 794 608 | 329 794 608 |
| SOLDE SECTION INVESTISSEMENT | - | 250 | 250 | 77 833 105 | - | - | - | 77 833 105 |

ARRETE n° HC 1376 DIPAC du 15 septembre 2011 portant versement par l'Etat d'une dotation territoriale pour l'investissement des communes d'un montant de 9 055 200 euros, soit 1 080 572 792 F CFP au Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de la Polynésie française au titre de l'exercice 2011, ministère 209 Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration, mission OA outre-mer, programme 123 Conditions de vie outre-mer, action 06 Collectivités territoriales, sous-action 12 Dotations de rattrapage et d'aide au développement aide à la reconversion de l'économie polynésienne.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 168 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2011-959 du 10 août 2011 relatif aux modalités de répartition et de gestion de la dotation territoriale pour l'investissement des communes de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2573-54-1 et R. 2573-34 et suivants ;

Vu l'arrêté n° HC 16 DRHME/BRHT/RT du 24 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Alexandre Rochatte secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la mise à disposition d'autorisations d'engagement sur le BOP 123 PF (MADI 0123-D987-D987 n° 2000007822) du 28 janvier 2011 d'un montant de 145 570 388 euros ;

Vu la mise à disposition d'autorisations d'engagement sur le BOP 123 PF (MADI 0123-D987-D987 n° 2000051949) du 1er août 2011 d'un montant de 16 359 728 euros ;

Vu la mise à disposition de crédits de paiement sur le BOP 123 PF (MADI 0123-D987-D987 n° 2000007821) du 28 janvier 2011 d'un montant de 114 010 420 euros ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — L'Etat verse une dotation territoriale pour l'investissement des communes au Fonds intercommunal de péréquation de la Polynésie française pour un montant de 9 055 200 euros, soit 1 080 572 792 F CFP au titre de l'exercice 2011, par imputation sur les crédits du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration au ministère 209, programme 123, action 06, sous-action 12.

Art. 2. — Cette dotation est versée au Fonds intercommunal de péréquation, compte 442-55 dans les écritures de la Trésorerie générale de la Polynésie française.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2011.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Alexandre ROCHATTE.

Par arrêté n° HC 1326 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à Mlle Maeva Teurafaatiarau pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1327 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à Mme Micheline Auraa épouse Rangimakea pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1328 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Chris Teriihaunui Tinorua pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1329 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à Mlle Tania Nu'u pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1330 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à Mlle Vahinerii Henriette Hanere pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1331 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. John Tamatea Suhas pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1332 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Amosa Fernand Tapea pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1333 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Reiatua Tinorua pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1334 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention

d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Ariinui Jonathan Tinorua pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1335 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Teriimana Arthur Tetuanui-Tinorua pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1336 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011. — *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 432,13 euros, soit 290 230 F CFP, affectée à M. Maruiti Arnaud Terorotua pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 432,13 euros, soit 290 230 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 432,13 euros, soit 290 230 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1337 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Emmanuel Bruno Gossart pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1338 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 513,46 euros, soit 299 936 F CFP, affectée à Mme Nani Faarii épouse Tuahiva pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 513,46 euros, soit 299 936 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 513,46 euros, soit 299 936 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 1339 DAE/BAIPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 septembre 2011.— *Objet et description de l'opération*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation d'une subvention d'un montant de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, affectée à M. Tauhere Steaven Richmond pour la réalisation de l'opération intitulée "Aide au démarrage", dans le cadre de l'opération groupée d'aménagement foncier "Installation jeunes agriculteurs" de Tahiti.

Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 2 514 euros, soit 300 000 F CFP. La réalisation de l'opération devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier transmis pour l'engagement du dossier.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat : 2 514 euros, soit 300 000 F CFP, soit 100 %.

Par arrêté n° HC 35 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2011.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 162 SAIA du 7 août 2009 relatif au financement de l'opération "Acquisition d'un véhicule radio médicalisé", en ce qui concerne les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

Le 4^e tiret de l'article 5 de l'arrêté n° HC 162 SAIA du 7 août 2009 relatif au délai d'exécution de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : " - exécuter cette opération dans un délai maximum de 24 mois à partir de la date de signature de l'arrêté, " ;

Lire : " - exécuter cette opération au plus tard le 6 janvier 2012. "

L'article 8 de l'arrêté n° HC 162 SAIA du 7 août 2009 relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention est modifié comme suit :

Au lieu de : "....., dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement prévue à l'article 5, faute de quoi..." ;

Lire : "....., dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 6 juin 2012, faute de quoi..."

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 162 SAIA du 7 août 2009 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Par arrêté n° HC 36 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 septembre 2011.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 170 SAIA du 18 novembre 2009 relatif au financement de l'opération "Construction d'un musée de l'artisanat dans la commune de Raivavae", en ce qui concerne le plan de financement, les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

L'article 2 de l'arrêté n° HC 170 SAIA du 18 novembre 2009 relatif au plan de financement de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "Le plan de financement de l'opération mentionnée à l'article 1er ci-dessus est défini comme suit :

- Etat (programmation 123) (6,285 %) 1 241 000 F CFP, soit 10 399,58 euros
- Etat (programmation 119) (26,637 %) 5 259 000 F CFP, soit 44 070,42 euros
- Commune (67,078 %) 13 243 520 F CFP, soit 110 980,70 euros
- Coût total (100 %) 19 743 520 F CFP, soit 165 450,70 euros

Lire : "Le plan de financement de l'opération mentionnée à l'article 1er ci-dessus est défini comme suit :

- Etat (programmation 123) (6,285 %) 1 241 000 F CFP, soit 10 399,58 euros
- Etat (programmation 119) (26,637 %) 5 259 000 F CFP, soit 44 070,42 euros
- Pays (47,08 %) 9 294 816 F CFP, soit 77 890,56 euros
- Commune (20 %) 3 948 704 F CFP, soit 33 090,14 euros
- Coût total (100 %) 19 743 520 F CFP, soit 165 450,70 euros

Le 4e tiret de l'article 5 de l'arrêté n° HC 170 SAIA du 18 novembre 2009 relatif au délai d'exécution de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "- exécuter cette opération dans un délai maximum de 18 mois à partir de la date de signature de l'arrêté," ;

Lire : "- exécuter cette opération au plus tard le 1er avril 2012".

L'article 8 de l'arrêté n° HC 170 SAIA du 18 novembre 2009 relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention est modifié comme suit :

Au lieu de : "....., dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement prévue à l'article 5,..." ;

Lire : "....., dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 1er octobre 2012, faute de quoi..."

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 170 SAIA du 18 novembre 2009 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Par arrêté n° HC 37 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 septembre 2011.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 174 SAIA du 29 décembre 2009 relatif au financement de l'opération "Construction d'un musée de l'artisanat dans la commune de Raivavae", en ce qui concerne le plan de financement, les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

L'article 2 de l'arrêté n° HC 174 SAIA du 29 décembre 2009 relatif au plan de financement de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

| Partenaires financiers | Taux | Montant en F CFP | Montant en euros |
|------------------------------|--|------------------|------------------|
| Etat-Min 209 (programme 119) | 29,62 % du total HT 26,637 % du total TTC | 5 259 000 | 44 070,42 |
| Etat-Min 209 (programme 123) | 6,285 % du total TTC | 1 241 000 | 10 399,58 |
| Commune | 67,078 % du total TTC | 13 243 520 | 110 980,70 |
| Total (TTC) | 100,00 % du total TTC | 19 743 520 | 165 450,70 |

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total de la dépense subventionnable :

- Financements publics (32,92 % du total TTC) 6 500 000 F CFP, soit 54 470 euros." ;

Lire : "Le plan de financement de l'opération est défini comme suit :

| Partenaires financiers | Taux | Montant en F CFP | Montant en euros |
|------------------------------|--|------------------|------------------|
| Etat-Min 209 (programme 119) | 29,62 % du total HT 26,637 % du total TTC | 5 259 000 | 44 070,42 |
| Etat-Min 209 (programme 123) | 6,285 % du total TTC | 1 241 000 | 10 399,58 |
| Pays (DDC) | 47,08 % du total TTC | 9 294 816 | 77 890,56 |
| Commune | 20,00 % du total TTC | 3 948 704 | 33 090,14 |
| Total (TTC) | 100,00 % du total TTC | 19 743 520 | 165 450,70 |

Le montant des aides publiques ainsi évalué ne peut dépasser 80 % du montant total de la dépense subventionnable :

- Financements publics (80 % du total TTC) : 15 794 816 F CFP, soit 132 360,56 euros."

Le 4e tiret de l'article 5 de l'arrêté n° HC 174 SAIA du 29 décembre 2009 relatif au délai d'exécution de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "- exécuter cette opération dans un délai maximum de 18 mois à partir de la date de signature de l'arrêté," ;

Lire : "- exécuter cette opération au plus tard le 1er avril 2012".

L'article 8 de l'arrêté n° HC 174 SAIA du 29 décembre 2009 relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention est modifié comme suit :

Au lieu de : "....., dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération,..." ;

Lire : "....., dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 1er octobre 2012, faute de quoi..."

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 174 SAIA du 29 décembre 2009 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Par arrêté n° HC 38 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 septembre 2011.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 164 SAIA du 29 septembre 2009 relatif au financement de l'opération "Construction d'un marché municipal", en ce qui concerne les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

Le 4e tiret de l'article 5 de l'arrêté n° HC 164 SAIA du 29 septembre 2009 relatif au délai d'exécution de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : " - exécuter cette opération dans un délai maximum de 24 mois à partir de la date de signature de l'arrêté," ;

Lire : " - exécuter cette opération au plus tard le 28 décembre 2011."

L'article 8 de l'arrêté n° HC 164 SAIA du 29 septembre 2009 relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention est modifié comme suit :

Au lieu de : "....., dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date d'achèvement réel de l'opération, faute de quoi..." ;

Lire : "....., dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 28 juin 2012, faute de quoi..."

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 64 SAIA du 29 septembre 2009 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANCAISE)

AVENANT au contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013

Preamble :

Le contrat de projet 2008-2013 "volet santé" prévoit la construction d'un centre de dialyse à Uturoa et un objectif 2 pour développer la prise en charge en santé mentale.

Le centre de dialyse à Uturoa qui comprend une unité de dialyse médicalisée de 8 postes actifs et de 2 postes de replis, de postes de dialyse péritonéale, d'une consultation, sera construite dans l'emprise de l'hôpital sur une parcelle AD2, appartenant au pays et affectée à la direction de la santé. Sur la base de ce programme, l'opération a été estimée à 181,2 M F CFP au lieu de 100 M F CFP par l'Etablissement public d'aménagement et de développement (EAD), maître d'ouvrage délégué.

S'agissant de la déconstruction de Jean-Prince, une première enveloppe budgétaire de l'opération tenant compte d'une ébauche de programme réalisée par la société ICADE - santé a été établie et validée au copil de 2010 pour lancer les études de conception et démolir l'ancien hôpital pour un montant de 136 M F CFP. Ce programme a été amendé en augmentant la capacité d'accueil des services et par la création d'une zone logistique au sous sol. A cela s'ajoutent, les frais de désamiantage des installations et du traitement de ces déchets non pris en compte précédemment.

Le budget de la phase études initiales et déconstruction atteint désormais la somme de 330 M F CFP, soit un surcoût de 193,450 M F CFP.

Ces surcoûts validés par le comité de pilotage réuni le 1er juillet 2011 nécessitent des redéploiements de crédits à l'intérieur du volet santé prenant en compte l'annulation de l'action 1.9 "Construire un lieu de rassemblement pour l'accompagnement des malades et de leurs familles".

1 - Concernant l'objectif spécifique 1 "Compléter l'offre de soins de proximité" :

- l'action 1.2 "Construire un centre de dialyse à Uturoa" est portée de 100 M F CFP (0,84 M euros) à 181,820 M F CFP (1,52 M euros) ;
- l'action 1.4 "Augmenter les missions médicales et dentaires" est ramenée à 233,380 M F CFP (1,96 M euros) au lieu de 250 M F CFP (2,10 M euros) ;
- l'action 1.9 "Construire un lieu de rassemblement pour l'accompagnement des malades et de leurs familles" d'un montant de 65,20 M F CFP (0,6 M euros) est annulée, les crédits sont portés à l'action 1.2 "Construire un centre de dialyse à Uturoa" ;
- l'action 1.10 "Etude d'évaluation des besoins médico-sociaux" sous la nomination 1.10 devient l'action 1.9.

2 - Concernant l'objectif spécifique 2 "Développer la prise en charge en santé mentale" :

- l'action 2.3 "Créer des unités d'hospitalisation pour les enfants et les adolescents" est diminuée de 700 M F CFP (5,87 M euros) à 506,55 M F CFP (4,25 M euros) ;
- l'action 2.6 "Déconstruction de Jean-Prince" est portée de 136,50 M F CFP (1,15 M euros) à 330 M F CFP (2,77 M euros).

Tel est l'objet de cet avenant.

Article 1er.— L'article 2, intitulé "La santé", paragraphe 2 "logique d'intervention" du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013 signé le 27 mai 2008, est modifié comme suit :

| | Logique d'intervention | Indicateurs vérifiables | Total en MC en MFCfp | Est en MC en MFCfp | PT en MC en MFCfp |
|------------------------------|--|--|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| OBJECTIF GLOBAL | Améliorer la couverture sanitaire territoriale conformément au Schéma d'organisation Sanitaire | | | | |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 1 | COMPLETER L'OFFRE DE SOINS DE PROXIMITE | Pop. couverte Nb de personnes traitées | 34,04 4 058,20 | 17,02 2 029,1 | 17,02 2 029,1 |
| Action 1.1 | Construire des centres de santé et des logements | Nb de visites Types de soins effectués | 5,7 678 | 2,85 339 | 2,85 339 |
| Action 1.2 | Construire un centre de dialyse à Uturoa | Centre opérationnel | 1,52 181,82 | 0,76 90,91 | 0,76 90,91 |
| Action 1.3 | Entretenir et maintenir les infrastructures | Population concernée | 4,2 500 | 2,1 250 | 2,1 250 |
| Action 1.4 | Augmenter les missions médicales et dentaires | % d'augmentation /an et en cumul | 1,96 233,38 | 0,98 116,69 | 0,98 116,69 |
| Action 1.5 | Former des professionnels de santé | Nb de personnes formées Nb restant à former | 2,8 338 | 1,4 169 | 1,4 169 |
| Action 1.6 | Créer un centre de soins et d'accompagnement en alcoologie et toxicomanie | Nb de cures Nb de consultations | 5,87 700 | 2,94 350 | 2,94 350 |
| Action 1.7 | Dépister et prendre en charge précocement le handicap chez l'enfant | Nb de cures Nb de consultations | 3,4 400 | 1,7 200 | 1,7 200 |
| Action 1.8 | Mettre aux normes les hôpitaux de proximité : - Centres de naissance (Moorea, Taravao) - Labo-pharma Uturoa, Long séjour Taravao, Centre de consultation Moorea, ... (Equipements de sécurité (groupes électrogènes, station d'épuration, station d'eau potable, SSI) | Structures mises aux normes Nb de naissances Nb de consultations | 8,5 1 017 | 4,27 508,5 | 4,27 508,5 |
| Action 1.9 | Etude d'évaluation des besoins médico-sociaux | | 0,1 10 | 0,05 5 | 0,05 5 |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 2 | DEVELOPPER LA PRISE EN CHARGE EN SANTE MENTALE | Nb de consultations Nb d'hospitalisations (par archipel) | 15,26 1 820 | 7,63 910 | 7,63 910 |
| Action 2.1 | Créer des unités psychiatriques | Nb d'unités opérationnelles | 1 125 | 0,5 62,5 | 0,5 62,5 |
| Action 2.2 | Construire des centres médico-psychologiques à Tahiti et dans les îles | Centre opérationnel | 2,93 350 | 1,47 175 | 1,47 175 |

| | | | | | |
|------------------------------|--|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Action 2.3 | Créer des unités d'hospitalisation pour les enfants et les adolescents | Nb d'unités opérationnelles | 4,24 506,55 | 2,12 253,28 | 2,12 253,28 |
| Action 2.4 | Ouvrir des CATTP pour la psychiatrie adulte et infanto-juvénile. | Nb d'unités opérationnelles | 4 481,5 | 2 240,75 | 2 240,75 |
| Action 2.5 | Programmation hospitalière | | 0,23 27 | 0,11 13,5 | 0,11 13,5 |
| Action 2.6 | Déconstruction de Jean Prince | | 2,76 330,00 | 1,38 165,00 | 1,38 165,00 |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 3 | OPTIMISER LES URGENCES | Nb de personnes secourues % décès | 2,3 280 | 1,15 140 | 1,15 140 |
| Action 3.1 | Renforcer les équipements | Nb de véhicules équipés | 1,34 160 | 0,67 80 | 0,67 80 |
| Action 3.2 | Equiper le Centre d'Enseignement aux Soins d'urgence | Nb de personnes formées | 1 120 | 0,5 60 | 0,5 60 |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 4 | RENFORCER LA VEILLE SANITAIRE ET LA LUTTE ANTI-VECTORIELLE | Nb de personnes secourues % décès | 13,7 1 631 | 6,85 815,5 | 6,85 815,5 |
| Action 4.1 | Renforcer le rôle de l'ILM en matière de veille et de sécurité sanitaire (Système d'information géographique, lutte anti-vectorielle, labo NSB3 lutte contre le Nono...) | Projets de recherche réalisés Résultats de la recherche | 9,2 1 101 | 4,6 550,5 | 4,6 550,5 |
| Action 4.2 | Renforcer les moyens de la Direction de la Santé en matière de veille et de sécurité sanitaires | Protocoles diffusés Nb de personnes formées | 4,4 530 | 2,2 265 | 2,2 265 |
| TOTAL | INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT | | 65,29 7 789,2 | 32,64 3 894,6 | 32,64 3 894,6 |

Les autres articles du contrat de projets 2008-2013 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 sont inchangés.

AVENANT du 14 septembre 2011 à la convention n° 289-07 du 12 décembre 2007 relative à l'opération RHI Timiona 2.

Entre :

L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Le pays, représentée par le Président de la Polynésie française,

Et :

L'Office polynésien de l'habitat (OPH), représenté par son directeur général,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — L'objet du présent avenant est de prolonger le délai de réalisation de l'opération prévu dans la convention n° 289-07 du 12 décembre 2007 relative au financement de l'opération de RHI Timiona 2.

Art. 2. — Les dispositions de l'alinéa 5 de l'article 2 de la convention n° 289-07 du 12 décembre 2007 est modifié comme suit :

Au lieu de : "L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant :

- démarrage des travaux avant le 30 juin 2008 ;
- fin des travaux dans un délai de 36 mois à compter du démarrage."

Il convient de lire : "L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant :

- démarrage des travaux avant le 30 juin 2008 ;
- fin des travaux avant le 30 décembre 2011."

Art. 3. — Les dispositions du paragraphe "versement du solde" de l'article 6 de la convention n° 289-07 du 12 décembre 2007 est modifié comme suit :

Au lieu de : " - le versement du solde, soit 20 %, s'effectuera sur justification de la réalisation physique et financière de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du dossier technique et financier ci-annexé :

- procès-verbal de réception des ouvrages ;
- états de mandatement et bilan financier de clôture HTVA visés par l'agent comptable de l'OPH ;
- certificat de conformité.” ;

Il convient de lire : “- le versement du solde, soit 20 %, s'effectuera sur justification de la réalisation physique et financière de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du dossier technique et financier ci-annexé :

- procès-verbal de réception des ouvrages ;
- états de mandatement et bilan financier de clôture HTVA visés par l'agent comptable de l'OPH ;
- certificat de conformité.

L'ensemble de ces documents devra être transmis par le bénéficiaire avant le 30 juin 2012, faute de quoi la convention sera considérée comme caduque et seront mises en œuvre les dispositions de son article 8.”

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention n° 289-07 du 12 décembre 2007 demeurent inchangées.

AVENANT n° 270-11 du 14 septembre 2011 à la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 du contrat de projets Etat-Polynésie française 2008-2013 entre l'Etat et la Polynésie française concernant le volet “Santé”.

.....
Entre :

L'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

.....
Conviennent de ce qui suit :

Article 1er.— *Objet de la convention*

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3 de la convention d'exécution n°171-08 du 21 juillet 2008.

Art. 2.— *Le programme d'investissement et les dispositions financières*

Le tableau de l'article 3, 3.2 “Les opérations” de la convention d'exécution n°171-08 du 21 juillet 2008 est remplacé par le tableau suivant :

| | Logique d'intervention | Indicateurs vérifiables | Total en MC en Mfesp | Etat en MC en Mfesp | PF en MC en Mfesp |
|------------------------------|---|--|----------------------------|---------------------------|--------------------------|
| OBJECTIF GLOBAL | Améliorer la couverture sanitaire territoriale conformément au Schéma d'organisation Sanitaire | | | | |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 1 | COMPLETER L'OFFRE DE SOINS DE PROXIMITE | Pop. convertie Nb de personnes traitées | 34,04 4 058,20 | 17,02 2 029,1 | 17,02 2 029,1 |
| Action 1.1 | Construire des centres de santé et des logements | Nb de visites Types de soins effectués | 5,7 678 | 2,85 339 | 2,85 339 |
| Action 1.2 | Construire un centre de dialyse à Uturoa | Centre opérationnel | 1,52 181,82 | 0,76 90,91 | 0,76 90,91 |
| Action 1.3 | Entretenir et maintenir les infrastructures | Population concernée | 4,2 500 | 2,1 250 | 2,1 250 |

| | | | | | |
|------------------------------|---|--|------------------------|---------------------|---------------------|
| Action 1.4 | Augmenter les missions médicales et dentaires | % d'augmentation /an et en cumul | 1,96 233,38 | 0,98 116,69 | 0,98 116,69 |
| Action 1.5 | Former des professionnels de santé | Nb de personnes formées Nb restant à former | 2,8 338 | 1,4 169 | 1,4 169 |
| Action 1.6 | Créer un centre de soins et d'accompagnement en alcoologie et toxicomanie | Nb de cures Nb de consultations | 5,87 700 | 2,94 350 | 2,94 350 |
| Action 1.7 | Dépister et prendre en charge précocement le handicap chez l'enfant | Nb de cures Nb de consultations | 3,4 400 | 1,7 200 | 1,7 200 |
| Action 1.8 | Mettre aux normes les hôpitaux de proximité : - Centres de naissance (Moorea, Taravao) - Labo-pharma Uturoa, Long séjour Taravao, Centre de consultation Moorea, ... (Equipements de sécurité (groupes électrogènes, station d'épuration, station d'eau potable, SSI) | Structures mises aux normes Nb de naissances Nb de consultations | 8,5 1 017 | 4,27 508,5 | 4,27 508,5 |
| Action 1.9 | Etude d'évaluation des besoins médico-sociaux | | 0,1 10 | 0,05 5 | 0,05 5 |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 2 | DEVELOPPER LA PRISE EN CHARGE EN SANTE MENTALE | Nb de consultations Nb d'hospitalisations (par archipel) | 15,26 1 820 | 7,63 910 | 7,63 910 |
| Action 2.1 | Créer des unités psychiatriques | Nb d'unités opérationnelles | 1 125 | 0,5 62,5 | 0,5 62,5 |
| Action 2.2 | Construire des centres médico-psychologiques à Tahiti et dans les îles | Centre opérationnel | 2,93 350 | 1,47 175 | 1,47 175 |
| Action 2.3 | Créer des unités d'hospitalisation pour les enfants et les adolescents | Nb d'unités opérationnelles | 4,24 506,53 | 2,12 253,28 | 2,12 253,28 |
| Action 2.4 | Ouvrir des CATTP pour la psychiatrie adulte et infanto-juvénile. | Nb d'unités opérationnelles | 4 481,5 | 2 240,75 | 2 240,75 |
| Action 2.5 | Programmation hospitalière | | 0,23 27 | 0,11 13,5 | 0,11 13,5 |
| Action 2.6 | Déconstruction de Jean Prince | | 2,76 330,00 | 1,38 165,00 | 1,38 165,00 |
| OBJECTIF SPECIFIQUE 3 | OPTIMISER LES URGENCES | Nb de personnes secourues % décès | 2,3 280 | 1,15 140 | 1,15 140 |
| Action 3.1 | Renforcer les équipements | Nb de véhicules équipés | 1,34 160 | 0,67 80 | 0,67 80 |
| Action 3.2 | Equiper le Centre d'Enseignement aux Soins d'urgence | Nb de personnes formées | 1 120 | 0,5 60 | 0,5 60 |

| OBJECTIF SPECIFIQUE 4 | RENFORCER LA VEILLE SANITAIRE ET LA LUTTE ANTI-VECTORIELLE | Nb de personnes secourues % décès | 13,7 1 631 | 6,85 815,5 | 6,85 815,5 |
|-----------------------------|--|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Action 4.1 | Renforcer le rôle de l'ILM en matière de veille et de sécurité sanitaire (Système d'information géographique, lutte anti-vectorielle, labo NSB3 lutte contre le Nono...) | Projets de recherche réalisés Résultats de la recherche | 9,2 1 101 | 4,6 550,5 | 4,6 550,5 |
| Action 4.2 | Renforcer les moyens de la Direction de la Santé en matière de veille et de sécurité sanitaires | Protocoles diffusés Nb de personnes formées | 4,4 530 | 2,2 265 | 2,2 265 |
| TOTAL | INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT | | 65,29 7 789,2 | 32,64 3 894,6 | 32,64 3 894,6 |

Les autres articles de la convention d'exécution n°171-08 du 21 juillet 2008 restent inchangés.

AVENANT n° 277-11 du 19 septembre 2011 à la convention d'application n° 200-10 du 22 juin 2010 finançant les études préalables et les travaux de l'opération "Construction de l'abri paracyclonique de Tatakoto" inscrite à la programmation 2010, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "abris de survie".

Entre :

L'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, d'une part,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant à la convention n° 200-10 du 22 juin 2010 actualise le montant prévisionnel de l'opération pour intégrer les surcoûts non prévus et modifie le délai de démarrage de l'opération.

Art. 2. — *Coût des travaux*

L'article 2, premier alinéa de la convention est modifié comme suit :

"Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 1 866 454,55 euros HTVA, soit 222 727 273 F CFP HTVA."

Art. 3. — *Exécution de la convention*

L'article 3, paragraphe 2 de la convention est modifié comme suit :

"La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 24 mois à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'engagement."

Art. 4. — *Plan de financement*

Les dispositions de l'article 4 sont modifiées comme suit :

"L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement HTVA suivant :

| Partenaires financiers | Montant de la participation financière | | Taux de participation |
|---------------------------|--|--------------------|--------------------------|
| | en euros | en F CFP | en % |
| Etat | 933 227,27 HT | 111 363 636 HT | 50 |
| Polynésie française | 933 227,27 HT | 111 363 636 HT | 50 |
| <i>Total HT</i> | <i>1 866 454,55</i> | <i>222 727 273</i> | <i>100</i> |
| TVA | 186 645,45 | 22 272 727 | |
| <i>Total (TTC)</i> | <i>2 053 100,00</i> | <i>245 000 000</i> | |

La TVA sera à la charge de la Polynésie française."

Art. 5. — *Engagements financiers*

L'article 5, paragraphe 1, deuxième et troisième alinéas sont modifiés comme suit :

"Le concours financier initial de l'Etat est imputé sur les crédits délégués par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sur le chapitre 123, programme conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 02, catégorie 63, pour la somme de 799 909,09 euros HTVA, soit 95 454 545 F CFP HTVA et le complément est imputé sur les crédits délégués par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-02, groupe de marchandise 10.06.01 pour la somme de 133 318,18 euros HTVA, soit 15 909 091 F CFP HTVA.

Le concours financier de l'Etat est de 933 227,27 euros HTVA, soit 111 363 636 F CFP HTVA."

Le paragraphe 2, troisième et quatrième alinéas sont modifiés comme suit :

"Le concours financier de la Polynésie française est de 933 227,27 euros HTVA, soit 111 363 636 F CFP.

Au titre de la même imputation et selon le même échéancier de versement que celui prévu à l'article 7, la Polynésie française garantit en complément, le paiement de la TVA dont le montant prévisionnel s'élève à 186 645,45 euros, soit 22 272 727 F CFP ; ce montant sera ajusté en fonction du coût total HTVA de l'opération et du taux de TVA qui lui est applicable."

Art. 6. — *Disposition finale*

Toutes les autres dispositions de la convention de référence restent inchangées.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1397 CM du 20 septembre 2011 portant nomination de Mme Patricia Putoa épouse Grand en qualité de directrice par intérim de l'établissement public administratif dénommé Fare Tama Hau.

NOR : FTH1102124AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-28 APF du 12 février 2004 modifiée portant création d'un établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent ;

Vu l'ordre de déplacement n° OD11.05FR.MSF ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— Mme Patricia Putoa épouse Grand est nommée en qualité de directrice par intérim de l'établissement public administratif dénommé Fare Tama Hau durant l'absence du directeur Daniel Dumont du 24 septembre au 9 octobre 2011 inclus.

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2011.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé
et de la solidarité,
Charles TETARIA.

ARRETE n° 1404 CM du 21 septembre 2011 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Ranipoehere.

NOR : DAE1102111AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les établissements français de l'Océanie et les états du protectorat des îles de la Société ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 modifiée portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 modifiée portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande reçue le 1er juillet 2011 présentée par Me Chan, notaire à Punaauia, complétée par un courrier reçu le 31 août 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— La société civile immobilière Ranipoehere à constituer, dont le capital est détenu par M. André Collotte, de nationalité française, Mme Aya Takahashi épouse Collotte, de nationalité japonaise, et Mlle Maeva Collotte, de nationalité française, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant une parcelle de terre d'une superficie de 1 021 mètres carrés, formant le lot n° 127 du lotissement résidence Pamatai Hills, figurant au cadastre section V, n° 959.

Art. 2.— La société Ranipoehere dispose d'un délai de six (6) mois à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française pour procéder à l'acquisition du bien immobilier décrit à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié susvisé.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE 1405 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1225 CM du 18 août 2011 portant création et organisation du service administratif dénommé direction générale des finances publiques.

NOR : DFP1102159AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-37 APF du 27 février 1997 modifiée organisant le contrôle des dépenses engagées de la Polynésie française, de ses établissements publics à caractère administratif et du Conseil économique, social et culturel ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— A l'arrêté n° 1225 CM du 18 août 2011 susvisé, il est inséré un article 14-1 rédigé comme suit :

“Art. 14-1.— Les références spécifiques au chef du service du contrôle des dépenses engagées sont remplacées par les références au contrôleur des dépenses engagées dans les textes désignés ci-après :

- arrêté n° 841 CG du 3 mai 1984 modifié fixant la composition de la commission chargée du dépouillement des offres relatives aux marchés sur appel d'offres ;
- arrêté n° 687 CM du 20 juin 1995 modifié relatif à la procédure applicable devant la commission consultative des marchés ;
- arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 modifié relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, ainsi qu'aux conditions d'instruction des demandes d'aide et aux modalités de leur octroi.”

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1406 CM du 21 septembre 2011 portant ouverture de quotas spécifiques d'importation de fleurs coupées pour les fêtes de la Toussaint, de Noël, du nouvel An 2012 et de la Saint-Valentin 2012.

NOR : DAE1102152AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1995 modifié relatif au régime d'importation des fleurs coupées ;

Vu l'arrêté n° 688 CM du 18 mai 1998 modifié autorisant l'ouverture de quotas périodiques d'importation de fleurs coupées ;

Vu l'avis de la commission des fleurs coupées réunie le 6 septembre 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1995 modifié, des quotas spécifiques d'importation de fleurs coupées sont ouverts au profit exclusif des fleuristes patentés dans les conditions ci-après :

- pour la fête de la Toussaint (1er novembre 2011) : 27 570 tiges de fleurs (dont 10 017 tiges de chrysanthèmes, 16 305 tiges pour les œillets et 1 248 tiges pour les roses) ;
- pour les fêtes de Noël (25 décembre 2011) et du nouvel An (31 décembre 2011) : 13 320 tiges (dont 5 466 tiges pour les chrysanthèmes, 6 150 tiges pour les œillets, 1 704 tiges pour les roses) ;
- pour la Saint-Valentin (14 février 2012) : 15 000 tiges de roses.

Art. 2.— En cas de rupture de leurs approvisionnements en fleurs locales en raison d'éventuels aléas climatiques exceptionnels, les fleuristes patentés seront autorisés, dans cette hypothèse, à importer un quota supplémentaire équivalent à 50 % du contingent spécifique qui leur a été alloué au titre des fêtes citées à l'article 1er.

Art. 3.— Les modalités de répartition seront déterminées par la direction générale des affaires économiques.

Art. 4.— Un quota supplémentaire équivalent à 10 % des quotas ouverts est réservé à l'appréciation de la direction générale des affaires économiques dans le but de procéder éventuellement à des ajustements à caractère exceptionnel.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage, en charge des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*

Pierre FREBAULT.

Pour le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt, absent :

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*

Tauhiti NENA.

ARRETE 1407 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

NOR : ISP1102180AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut territorial de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 805 CM du 17 juin 2011 portant dissolution du service du plan et de la prévision économique ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— Le 9e et le 10e alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 précité est ainsi rédigé :

- “ le directeur des affaires économiques, *membre* ;
- le chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle, *membre* ;”

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*

Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1408 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 612 CM du 11 mai 2011 portant nomination des représentants de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer.

NOR : DAE1102177AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 612 CM du 11 mai 2011 portant nomination des représentants de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 805 CM du 17 juin 2011 portant dissolution du service du plan et de la prévision économique ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 612 CM du 11 mai 2011 portant nomination des représentants de la Polynésie française au conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'outre-mer est ainsi rédigé :

"Le directeur des affaires économiques est nommé en qualité de représentant suppléant."

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la refonte fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

ARRETE n° 1409 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 relatif à l'octroi d'une indemnité de sujétions spéciales au bénéfice des agents exerçant les fonctions d'adjoint au chef de service.

NOR : PEL1102135AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-15 AT du 11 février 1988 modifiée portant création de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 modifiée portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à certains personnels de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 relatif à l'octroi d'une indemnité de sujétions spéciales au bénéfice des agents exerçant les fonctions d'adjoint au chef de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 2 de l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 susvisé, le paragraphe Classe I est ainsi rédigé :

"Classe I :

- inspection générale de l'administration de la Polynésie française ;
- direction générale des finances publiques ;
- direction du budget et de la réglementation fiscale ;
- service de l'informatique ;
- service du personnel et de la fonction publique ;
- service du développement rural ;
- direction de l'enseignement primaire ;
- direction des enseignements secondaires ;
- direction de la santé."

Art. 2. — Le paragraphe Classe II de l'article 2 de l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 précité, est modifié comme suit :

I - Il est rajouté un 14e tiret rédigé ainsi qu'il suit : "direction générale des affaires économiques." ;

II - Au 13e tiret, les termes : "service des contributions" sont remplacés par les termes : "direction des impôts et des contributions publiques".

Art. 3.— Dans le paragraphe Classe III de l'article 2 de l'arrêté n° 1850 CM du 27 décembre 2007 susvisé :

I - Les 5e, 10e et 11e tirets relatifs respectivement au service des affaires administratives, au service des affaires économiques et au service du plan et de la prévision économique, sont supprimés ;

II - Au 12e tiret, les termes : "service du travail" sont remplacés par les termes : "direction du travail".

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1413 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'arrêté n° 1399 CM du 27 août 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits agricoles des îles autres que Tahiti.

NOR : DAE1102097AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique ;

Vu la délibération n° 95-118 AT du 24 août 1995 modifiée relative à la prise en charge par la Polynésie française du fret du coprah, des produits de première nécessité, de l'eau embouteillée et d'autres produits contribuant au développement économique et social des îles autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 436 CM modifié du 31 mars 2011 fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes en Polynésie française hors TVA ;

Vu l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 modifié relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret des produits fabriqués ou transformés dans les îles autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté 1169 MFR du 12 mars 1996 modifié portant institution d'une régie d'avances au service des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1399 CM du 27 août 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits agricoles des îles autres que Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 1399 CM du 27 août 2009 susvisé, il est ajouté *in fine* un alinéa ainsi rédigé :

“ un apiculteur, inscrit au registre de la Chambre d'agriculture, ayant déposé une déclaration de rucher et reçu un numéro d'immatriculation délivré par le service du développement rural dont la liste est établie trimestriellement par la direction générale des affaires économiques sur proposition du service du développement rural.”

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Pour le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt, absent :
*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Tauhiti NENA.

Pour le ministre
du développement des archipels
et des transports interinsulaires, absent :

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

ARRETE n° 1414 CM du 21 septembre 2011 portant modification de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix des prestations de services en Polynésie française.

NOR : DAE1102100AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 modifiée fixant le régime général des prix des prestations de services en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 433 CM du 30 mars 2011 portant institution de sanctions administratives en matière de contrôle des prix en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 1er de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 modifiée susvisée, il est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

“Pour l'application du présent titre, on entend par consommateur final la personne physique qui se procure un service pour un usage non professionnel.”

Art. 2. — L'article 2 de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 modifiée susvisée est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — I - Toute entreprise prestataire de service doit déposer préalablement ses tarifs à la direction générale des affaires économiques qui peut solliciter des éléments comptables justifiant les tarifs projetés. Les tarifs projetés ne peuvent être appliqués qu'après réception du courrier de validation du service instructeur.

Lorsqu'elle est nouvellement créée, l'entreprise doit fournir tout document justifiant de la légalité de l'exercice de cette activité.

II - Annuellement, à la date anniversaire suivant le dépôt, l'entreprise souhaitant bénéficier d'une revalorisation des tarifs visés au I ci-dessus doit au préalable en faire la demande à la direction générale des affaires économiques. D'une année sur l'autre, la variation des prix inscrits ne peut dépasser la hausse moyenne des prix constatée par la variation de l'indice des prix à la consommation. Les tarifs projetés ne peuvent être appliqués qu'après réception du courrier de validation du service instructeur.

III - En cas de demande de revalorisation de tarifs visés au I supérieurs aux limites fixées au II ci-dessus, ou dans un délai inférieur à une année par rapport au précédent dépôt, l'entreprise doit effectuer une demande d'homologation de tarifs à la direction générale des affaires économiques, en

fournissant, outre les tarifs projetés, les comptes sociaux des trois derniers exercices (bilans, comptes de résultats, annexes) ainsi que tout document pouvant justifier sa demande.

Le dossier fait l'objet d'une instruction par la direction générale des affaires économiques, qui transmet son avis au ministre en charge de l'économie. Les tarifs revalorisés ne peuvent être appliqués qu'après homologation par le ministre.

IV - Les tarifs des nouvelles prestations de service rendues sont soumis au dépôt simultanément à l'offre de service.”

Art. 3. — L'article 3 de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 susvisée est abrogé.

Art. 4. — L'article 10 de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 susvisée est rédigé ainsi qu'il suit :

“Art. 10. — Est puni d'une amende administrative de 100 000 F CFP par manquement :

- le fait de proposer ou pratiquer des tarifs de prestations de service sans avoir procédé préalablement à leur dépôt à la direction générale des affaires économiques ;
- le fait de proposer ou pratiquer des tarifs de prestations de service non conformes aux tarifs validés ou homologués ;
- le fait de proposer ou pratiquer des tarifs de prestations de service sans avoir obtenu leur homologation par le ministre en charge de l'économie.

L'amende administrative et son montant sont notifiés par décision motivée de l'autorité compétente au prestataire de service concerné.

Le montant de l'amende, versé au budget de la Polynésie française, est recouvré comme les créances non fiscales de celle-ci.

Sont notamment compétents pour constater ces manquements les agents de la direction générale des affaires économiques.”

Art. 5. — La décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 susvisée est modifiée ainsi qu'il suit :

I - A l'article 5, les termes : “de gouvernement” sont remplacés par les termes : “des ministres”, et les termes : “de prix” sont supprimés ;

II - Dans l'ensemble des articles et titres de la décision n° 764 AE du 13 octobre 1978 modifiée, le terme : “prix” est remplacé par le terme : “tarifs” et les mots : “dans le territoire” sont remplacés par les mots : “en Polynésie française”.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

ARRETE n° 1415 CM du 21 septembre 2011 complétant l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits fabriqués ou transformés dans les îles autres que Tahiti.

NOR : DAE1101737AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 95-118 AT du 24 août 1995 modifiée relative à la prise en charge par la Polynésie française du fret du coprah, des produits de première nécessité, de l'eau embouteillée et d'autres produits contribuant au développement économique et social des îles autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 893 CM du 21 juillet 2008 fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes en Polynésie française hors TVA ;

Vu l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits fabriqués ou transformés dans les îles autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe à l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 susvisé est complétée de la manière suivante :

| | | | |
|------------------------------|-----------------|------------|---|
| Bois de conifère transformés | Bois de Raiatea | Bois séché | Exploitant forestier Claude Brun, patenté n° 720698 |
|------------------------------|-----------------|------------|---|

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Pour le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt, absent :

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Tauhiti NENA.

Pour le ministre
du développement des archipels
et des transports interinsulaires, absent :

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

ARRETE n° 1416 CM du 21 septembre 2011 constatant l'état de calamité naturelle des sinistres occasionnés par la forte houle sur les îles des Australes, de la Société, des Tuamotu-Gambier et des Marquises du 26 au 28 août 2011.

NOR : FDA1102225AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-94 AT du 1er juin 1992 modifié portant création du compte d'aide aux victimes des calamités ;

Vu la circulaire n° 358-11-07 PR du 24 novembre 1997 portant instruction relative à l'organisation et à l'action des services et établissements territoriaux en cas de calamités naturelles en Polynésie française ;

Considérant la nécessité de porter secours, aides et assistance aux personnes concernées, au titre de la solidarité de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Est constaté l'état de calamité naturelle des sinistres occasionnés par la forte houle sur les îles des Australes, de la Société, des Tuamotu-Gambier et des Marquises du 26 au 28 août 2011 :

- au niveau des aérodromes des Tuamotu-Gambier : Apataki, Fakahina, Makemo, Pukarua, Nukutavake, Vahitahi, Napuka, Puka Puka et Tureia ;
- au niveau de la protection du littoral : à Huahine, à Tahiti, à Ua Pou et à Nuku Hiva ;
- au niveau du balisage maritime de Moorea, Tahiti, Huahine, Tahaa, Raiatea et Hikueru ;
- au niveau des infrastructures routières des archipels ;
- au niveau de quelques habitations et hébergements touristiques : à Tikehau, à Huahine et à Tahiti (Paea).

Art. 2. — Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Pour le ministre
du développement des archipels
et des transports interinsulaires, absent :
*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

ARRETE n° 1417 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'article 8 de l'arrêté n° 85 CM du 19 janvier 2000 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 relative à l'habitat social en Polynésie française.

NOR : OPH1102122AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-2005 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et ses établissements publics ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 85 CM du 19 janvier 2000 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Le premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté n° 85 CM du 19 janvier 2000 modifié susvisé est complété ainsi qu'il suit :

"En cas d'opération de construction de logements sociaux en habitat groupé dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat insalubre, le RMM ne peut excéder 3,5 SMIG et la MEJ 5 500."

Art. 2. — Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1418 CM du 21 septembre 2011 portant modification de l'article 2 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat.

NOR : OPH1102163AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'article n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié est modifié comme suit :

“L'office est administré par un conseil d'administration de onze (11) membres qui comprend :

- le ministre en charge du logement, *président* ;
- le ministre en charge des archipels, *vice-président* ;
- le ministre en charge de la solidarité, *membre* ;
- le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ou son représentant, *membre* ;
- le trésorier-payer général ou son représentant, *membre* ;
- le président de la commission législative de l'assemblée de la Polynésie française, chargée du logement ou son représentant en la personne du vice-président de ladite commission, *membre* ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant désigné par l'assemblée de la Polynésie française, *membre* ;
- deux représentants des organisations syndicales, syndicats ou unions de salariés reconnus les plus représentatifs sur le plan territorial, désignés par le conseil des ministres après consultation des organismes intéressés, *membres* ;
- deux représentants des organisations professionnelles et syndicales d'employeurs reconnues les plus représentatives sur le plan territorial, désignés par le conseil des ministres après consultation des organismes intéressés, *membres*.”

Art. 2.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1419 CM du 21 septembre 2011 portant fixation des tarifs et des modalités de cession des plants fruitiers et autre matériel végétal produits par les pépinières du service du développement rural.

NOR : SDR1102200AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 424 CM du 18 mai 1993 modifié relatif aux tarifs des cessions et prestations réalisées par la section des eaux et forêts du service de l'économie rural pour le compte des tiers ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er.— Les tarifs de cession des plants fruitiers et autre matériel végétal produits par les pépinières du service du développement rural sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Les délibérations n° 21 du 23 septembre 1957, n° 61-5 du 24 janvier 1961 modifiée, n° 71-65 du 4 juin 1971, n° 84-67 du 7 juin 1984, les décisions n° 1196 ER du 15 mars 1979 modifiée, n° 1250 ER du 1er septembre 1983, n° 1259 ER du 2 juillet 1984 et l'arrêté n° 2127 MAA du 14 août 1986, sont abrogés.

Art. 3.— L'article 3 alinéa 3 de l'arrêté n° 424 CM du 18 mai 1993 modifié est supprimé.

Art. 4.— Ces tarifs prennent effet à compter du 1er novembre 2011.

Art. 5.— Les commandes de plants des agriculteurs enregistrées avant la date d'officialisation du présent arrêté bénéficieront des anciens tarifs.

Art. 6.— Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre
de l'agriculture, de l'élevage
et de la forêt, absent,
*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 1424 CM du 21 septembre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Manihi pour l'acquisition d'un broyeur pour Manihi.

NOR : DDC1101612AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Manihi pour l'exercice 2011 en date du 18 février 2011, réceptionné le 25 février 2011 ;

Vu la décision de recevabilité n° 310 PR/DDC en date du 7 mars 2011 ;

Vu la lettre n° 4815 PR du 8 août 2011 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 août 2011 ;

Vu l'avis n° 136-2011 CCBF/APF en date du 16 août 2011 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Manihi pour financer l'acquisition d'un broyeur pour Manihi, dont le coût réel est estimé à *six millions cinq cent trente-cinq mille deux cents francs CFP* (6 535 200 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux majoré) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions deux cent vingt-huit mille cent soixante francs CFP* (5 228 160 F CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Manihi de l'équipement subventionné ;
- un mandat de paiement ou un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, des archipels et des Australes, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes au mandat de paiement ou au relevé ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;

- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquels ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 43-2011, AE 219-2011, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement et le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Manihi et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Antony GEROS.

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail
et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1440 CM du 21 septembre 2011 portant déclaration d'utilité publique la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaaaurumai dit 3 cascades sis à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra et de cessibilité des parcelles de terres nécessaires à cette opération.

NOR : DEQ1101243AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 262 CM du 3 mars 2011 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives au site touristique Tefaaaurumai dit 3 cascades sis à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu les rapports du commissaire enquêteur en date du 20 mai 2011 relatifs à l'utilité publique du site touristique Tefaaaurumai dit 3 cascades sis à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra et à la cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Est déclarée d'utilité publique la maîtrise des terrains situés dans l'emprise du site touristique Tefaaaurumai dit 3 cascades sis à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra.

Art. 2. — La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3. — Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à l'opération citée à l'article 1er du présent arrêté et telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-après :

| Références cadastrales de l'emprise | Terres | Emprises en m2 | Propriétaires recensés |
|-------------------------------------|---------------|----------------|---|
| AZ 1 | Farevi | 21 980 | Ayants droit de Teroo a Mairiti a Pua |
| AZ 2 | Farerauaia | 41 732 | Ayants droit de Rai a Tehitimaue a Fua et ayants droit de Moemoe a Tehitimaue a Fua |
| AZ 3 | Tiura | 51 704 | Ayants droit de Rai a Tehitimaue a Fua et ayants droit de Moemoe a Tehitimaue a Fua |
| AZ 4 | Tepufeiraukau | 32 374 | Ayants droit de Pomare a Tu |
| AZ 5 | Vaipohe Rahi | 18 331 | Ayants droit de Fua a Pihaniu a Fua |
| AZ 6 | Vaipohe Iti | 26 058 | Ayants droit de Teriifatau a Horoi a Fua |
| AZ 7 | Teahorohoro | 10 548 | Ayants droit de Hapaitoa a Faatiraha a Uu |
| AZ 8 | Tepue | 23 762 | Ayants droit de Haumani a Maikia a Fua |
| AZ 9 | Vaimahuta | 12 597 | Tahitia Tufanui |

Art. 4. — Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

NOR : SJS1100853AC

Par arrêté n° 1394 CM du 20 septembre 2011. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de trois millions quatre-vingts mille francs CFP (3 080 000 F CFP) en faveur de la fédération polynésienne de pétanque dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 971-06, article 6574, centre de travail 8241-F.

NOR : SJS1100865AC

Par arrêté n° 1395 CM du 20 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux millions neuf cent quarante mille francs CFP* (2 940 000 F CFP) en faveur de la fédération tahitienne de voile dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 971-06, article 6574, centre de travail 8241-F.

NOR : DAE1102109AC

Par arrêté n° 1401 CM du 21 septembre 2011.— L'annexe à l'arrêté n° 2114 CM du 17 novembre 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de produits fabriqués ou transformés dans les îles autres que Tahiti est complétée de la manière suivante :

| | | |
|------------------------------------|---------|--|
| Jus Rotui 100 % ABC Mixagrumes 1 l | Rotui | Jus de fruits de Moorea, BP 23, 98728 Moorea |
| Nectar Rotui Litchi-Goyave 1 l | Rotui | Jus de fruits de Moorea, BP 23, 98728 Moorea |
| Boisson Sunwave Litchi-Fraise 1 l | Sunwave | Jus de fruits de Moorea, BP 23, 98728 Moorea |

NOR : CSP1102136AC

Par arrêté n° 1402 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-2011 CSPC du 16 août 2011 du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah.

Le budget modifié n° 2 est arrêté à la somme d'un milliard quatre-vingt-seize millions six cent trente-cinq mille sept cent six francs CFP (1 096 635 706 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------|
| - Recettes | 600 000 000 | 286 530 000 | 886 530 000 |
| - Dépenses | 809 868 000 | 286 767 706 | 1 096 635 706 |
| Résultats | - 209 868 000 | - 237 706 | - 210 105 706 |

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de 210 105 706 F CFP.

Le fonds de roulement de l'établissement s'établit à la date du conseil d'administration fixée au 16 août 2011 à la somme de 730 614 269 F CFP (date de valeur au 31 décembre 2010).

NOR : DFP1102130AC

Par arrêté n° 1403 CM du 21 septembre 2011.— Il est autorisé le virement de crédits au sein du chapitre 961 Moyens internes, conformément au tableau ci-après :

| Sous-chapitre | Article | Intitulés | En + | En - |
|---------------|---------|--|-----------|-----------|
| 961-02 | 622 | Informatique Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | | 1 210 000 |
| 961-01 | 628 | Finances Divers - Autres services extérieurs | 1 210 000 | |
| Total | | | 1 210 000 | 1 210 000 |

NOR : ISP1102126AC

Par arrêté n° 1410 CM du 21 septembre 2011.— Sont constatés pour le mois d'août 2011 les index du bâtiment suivant en base 100, en décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|--|----------|--------|
| 0 | 0 | Index général du bâtiment et des travaux publics | BTP 00.0 | 103,06 |
| 1 | 1 | Index général du bâtiment | BTG 01.0 | 101,26 |
| 11 | 2 | Index général du gros œuvre | BGO 01.0 | 102,01 |
| 1101 | 3 | Gros œuvre, béton armé sur Tahiti | BGO 02.1 | 100,32 |
| 1102 | 3 | Gros œuvre, béton armé hors Tahiti | BGO 02.2 | 100,31 |
| 1103 | 3 | Charpente métallique | BGO 03.1 | 103,49 |
| 1104 | 3 | Charpente bois | BGO 03.2 | 99,71 |
| 1105 | 3 | Couvertures métalliques | BGO 04.1 | 102,72 |
| 1106 | 3 | Couvertures végétales | BGO 04.2 | 105,95 |
| 1107 | 3 | Etanchéité multicouche bitume | BGO 05.1 | 101,92 |
| 1108 | 3 | Etanchéité multicouche résine | BGO 05.2 | 101,38 |
| 1109 | 3 | Photovoltaïque - Installation en toiture sans stockage | BGO 06.1 | 103,60 |
| 1110 | 3 | Photovoltaïque - Installation en toiture avec stockage | BGO 06.2 | 104,88 |
| 12 | 2 | Index général du second œuvre | BSO 01.0 | 100,26 |
| 1201 | 3 | Revêtement carrelage | BSO 02.1 | 101,13 |
| 1202 | 3 | Revêtement parquet | BSO 02.2 | 97,26 |
| 1203 | 3 | Revêtement souple | BSO 02.3 | 100,00 |
| 1204 | 3 | Menuiseries bois | BSO 03.1 | 100,90 |
| 1205 | 3 | Menuiseries aluminium | BSO 03.2 | 103,60 |
| 1206 | 3 | Plomberie - Installation sanitaire | BSO 04.1 | 99,68 |
| 1207 | 3 | Plomberie - Installation solaire | BSO 04.2 | 96,32 |
| 1208 | 3 | Installation par climatisation individuelle | BSO 05.1 | 95,68 |
| 1209 | 3 | Installation par climatisation centralisée | BSO 05.2 | 97,62 |
| 1210 | 3 | Installation frigorifique | BSO 05.3 | 103,01 |
| 1211 | 3 | Ventilation | BSO 05.4 | 99,75 |
| 1212 | 3 | Installation électrique courant fort | BSO 06.1 | 100,18 |
| 1213 | 3 | Installation électrique courant faible | BSO 06.2 | 100,05 |
| 1214 | 3 | Peinture | BSO 07.0 | 100,17 |
| 1215 | 3 | Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea | BSO 08.1 | 101,42 |
| 1216 | 3 | Travaux d'ingénierie hors Tahiti et Moorea | BSO 08.2 | 101,48 |

Sont constatés pour le mois d'août 2011 les index des travaux publics suivant en base 100, en décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|---|----------|--------|
| 2 | 1 | Index général des travaux publics | TPG 01.0 | 105,36 |
| 21 | 2 | Index général du génie civil | TGC 01.0 | 105,51 |
| 2101 | 3 | Ouvrage d'art | TGC 02.0 | 101,14 |
| 2102 | 3 | Fondations spéciales terrestres béton | TGC 03.1 | 101,58 |
| 2103 | 3 | Fondations spéciales terrestres métallique | TGC 03.2 | 103,11 |
| 2104 | 3 | Fondations spéciales maritimes béton | TGC 03.3 | 101,58 |
| 2105 | 3 | Fondations spéciales maritimes métallique | TGC 03.4 | 103,22 |
| 2106 | 3 | Dragages maritimes | TGC 04.0 | 103,43 |
| 2107 | 3 | Routes et aéroports, voiries et réseaux divers | TGC 05.0 | 104,39 |
| 2108 | 3 | Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats sur Tahiti | TGC 06.1 | 108,03 |
| 2109 | 3 | Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats hors Tahiti | TGC 06.2 | 105,92 |
| 2110 | 3 | Réseaux d'assainissement | TGC 07.1 | 101,94 |
| 2111 | 3 | Station de pompage et de traitement | TGC 07.2 | 101,68 |
| 2112 | 3 | Réseaux sous pression enterrés | TGC 07.3 | 102,26 |
| 2113 | 3 | Travaux d'électrification aériens | TGC 08.1 | 104,33 |
| 2114 | 3 | Travaux d'électrification souterrains | TGC 08.2 | 103,39 |
| 2115 | 3 | Travaux de câblage télécom aériens | TGC 08.3 | 102,91 |
| 2116 | 3 | Travaux de câblage télécom souterrains | TGC 08.4 | 102,85 |
| 22 | 2 | Index général des travaux spécialisés | TTS 01.0 | 104,46 |
| 2201 | 3 | Terrassement | TTS 02.1 | 105,23 |
| 2202 | 3 | Enrochement | TTS 02.2 | 105,13 |
| 2203 | 3 | Concassage | TTS 02.3 | 105,68 |
| 2204 | 3 | Dynamitage | TTS 02.4 | 112,25 |
| 2205 | 3 | Sondages et forages | TTS 03.0 | 102,54 |
| 2206 | 3 | Protection talus - Aménagement par gunitage | TTS 04.1 | 101,26 |
| 2207 | 3 | Protection talus - Aménagement par grillage de protection | TTS 04.2 | 101,30 |
| 2208 | 3 | Protection talus - Aménagement par végétalisation | TTS 04.3 | 101,71 |
| 2209 | 3 | Photovoltaïque - Installation complète avec infrastructure et stockage | TTS 05.0 | 103,23 |

Sont constatés pour le mois d'août 2011 les index fusionnés suivants en base 100, en décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|---|------------|--------|
| 3101 | 3 | Gros œuvre, béton armé | FUSBT 01.0 | 100,32 |
| 3102 | 3 | Étanchéité multicouche | FUSBT 02.0 | 101,70 |
| 3103 | 3 | Plomberie sanitaire | FUSBT 03.0 | 99,34 |
| 3104 | 3 | Ventilation et conditionnement d'air | FUSBT 04.0 | 98,39 |
| 3105 | 3 | Électricité | FUSBT 05.0 | 100,16 |
| 3106 | 3 | Index ingénierie | FUSBT 06.0 | 101,44 |
| 3201 | 3 | Ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales | FUSTP 01.0 | 101,40 |
| 3202 | 3 | Terrassements généraux | FUSTP 02.0 | 105,18 |
| 3203 | 3 | Travaux d'enrobés, fabrication et mise en œuvre (avec fourniture de bitume et de granulats) | FUSTP 03.0 | 107,61 |
| 3204 | 3 | Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture | FUSTP 04.0 | 102,05 |
| 3205 | 3 | Réseaux d'électrification | FUSTP 05.0 | 103,36 |

Est constaté pour le mois d'août 2011, l'index PSD suivant en base 100, en décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|-----------------------------|--------|--------|
| 5101 | 3 | Produits et services divers | PSD HT | 102,34 |

NOR : ISP1102125AC

Par arrêté n° 1411 CM du 21 septembre 2011.— Est constaté au niveau de 105,72 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois d'août 2011 (base 100 en décembre 2007).

NOR : DFP1102189AC

Par arrêté n° 1412 CM du 21 septembre 2011.— Il est autorisé les virements de crédits au sein du chapitre 966 Economie générale, conformément au tableau ci-après :

| Sous-chapitre | Article | Intitulés | En + | En - |
|---------------|---------|--|-----------|-----------|
| 966-03 | 6527 | Développement des entreprises Aides au secteur de logement... | | 5 000 000 |
| 966-01 | 622 | Régulation Rémunérations d'intermédiaires et honoraires | 2 000 000 | |
| | 624 | Transports | 700 000 | |
| | 625 | Déplacements et missions | 2 300 000 | |
| Total | | | 5 000 000 | 5 000 000 |

NOR : DES1101000AC

Par arrêté n° 1420 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution de la 1re tranche de huit millions six cent vingt-cinq mille francs CFP (8 625 000 F CFP) de la subvention de fonctionnement de dix-sept millions deux cent cinquante mille francs CFP (17 250 000 F CFP) en faveur de l'association dite Union du sport scolaire polynésien (USSP) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 6574, centre de travail 8120-F.

NOR : DES1101412AC

Par arrêté n° 1421 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une subvention forfaitaire de fonctionnement pour le second trimestre 2011 d'un montant

global de quatre-vingt-sept millions trois cent cinquante mille francs CFP (87 350 000 F CFP) destinée à financer les compléments de rémunération des personnels de direction et de secrétariat des écoles du premier degré, les personnels affectés aux services pédagogiques, d'aide sociale et de psychologie, et les personnels des internats et des foyers, en faveur des directions de l'enseignement privé suivantes :

- direction de l'enseignement privé catholique pour un montant de soixante-dix millions quatre cent soixante-quinze mille francs CFP (70 475 000 F CFP) ;
- direction de l'enseignement privé protestant pour un montant de seize millions huit cent soixante-quinze mille francs CFP (16 875 000 F CFP).

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 65512, centre de travail 8120-F.

NOR : SJS1100848AC

Par arrêté n° 1422 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de trois millions sept cent quarante-deux mille deux cents francs CFP (3 742 200 F CFP) en faveur de la fédération polynésienne de judo dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 971-06, article 6574, centre de travail 8241-F.

NOR : DDC1101614AC

Par arrêté n° 1423 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Manihi pour financer l'acquisition d'un camion-citerne dont le coût réel est estimé à quinze millions de francs CFP (15 000 000 F CFP).

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 40-2011, AE 218-2011, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1101449AC

Par arrêté n° 1425 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Anaa pour financer l'acquisition d'une navette de transport maritime dont le coût réel est estimé à soixante-dix-sept millions six cent quatre-vingt-deux mille sept cent soixante francs CFP (77 682 760 F CFP).

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 29-2011, AE 214-2011, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1101984AC

Par arrêté n° 1426 CM du 21 septembre 2011.— Il est dérogé au principe d'antériorité des décisions attributives de subvention par rapport au commencement d'exécution des opérations à subventionner posé par l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, concernant l'octroi d'une subvention d'investissement au profit de la commune de Reao pour la mise en œuvre de son schéma de distribution d'eau potable (contrat de projets).

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la commune de Reao pour la mise en œuvre de son schéma de distribution d'eau potable (contrat de projets), dont le coût total prévisionnel est estimé à *cinquante-huit millions cent quatre-vingt-un millions huit cent dix-huit francs CFP HTVA* (58 181 818 F CFP HTVA).

Le montant de la subvention s'élèvera à 50 % du coût total hors TVA de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt-neuf millions quatre-vingt-dix mille neuf cent neuf francs CFP HTVA* (29 090 909 F CFP HTVA).

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 45-2011, AE 96-2011, article 204 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1101257AC

Par arrêté n° 1427 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour financer l'acquisition d'un chargeur excavateur dont le coût réel est estimé à *dix millions quarante-cinq mille quatre cent soixante-seize francs CFP* (10 045 476 F CFP).

Le concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions vingt-deux mille sept cent trente-huit francs CFP* (5 022 738 F CFP).

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 40-2011, AE 218-2011, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1101258AC

Par arrêté n° 1428 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour financer l'acquisition d'un groupe électrogène dont le coût réel est estimé à *cinq millions neuf cent seize mille francs CFP* (5 916 000 F CFP).

Le concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *deux millions neuf cent cinquante-huit mille francs CFP* (2 958 000 F CFP).

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 39-2011, AE 220-2011, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : DDC1101258AC

Par arrêté n° 1429 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour financer l'acquisition d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) dont le coût réel est estimé à *dix-sept millions deux cent mille francs CFP* (17 200 000 F CFP).

Le concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 30 % (taux sollicité) du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions cent soixante mille francs CFP* (5 160 000 F CFP).

La dépense est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 31-2011, AE 217-2011, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

NOR : SDT1101104AC

Par arrêté n° 1430 CM du 21 septembre 2011.— Il est accordé une autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaipahi, sis à Mataiea, d'une superficie totale de 1 880 mètres carrés, au profit de Mme Linda Teihotaata aux fins d'exploitation.

La convention définissant les modalités de l'occupation est approuvée.

La convention est consentie, à titre précaire et révocable, pour une durée de 3 ans commençant à compter du 1er septembre 2011.

Le montant de la redevance mensuelle d'occupation payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette-conservation des hypothèques (direction des affaires foncières), à Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP). A compter de la deuxième année, la redevance mensuelle est portée à *quarante-cinq mille francs CFP* (45 000 F CFP).

Le service du tourisme est chargé du suivi de la convention.

L'arrêté n° 2229 CM du 8 décembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaipahi, sis à Mataiea, au profit de l'entreprise Aihere au fins d'exploitation et approuvant la convention, est abrogé.

NOR : SPE1003013AC

Par arrêté n° 1431 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP) en faveur de l'association PGEM de Moorea dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2011.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 963-03, article 657-458, centre de travail 734-F.

NOR : SPE1101668AC

Par arrêté n° 1432 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de *six cent quarante-sept mille deux cent dix-neuf francs CFP* (647 219 F CFP) en faveur de la SARL Mékathon pour la compensation de la perte de change en dollar américain.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 6523, centre de travail 734-F.

NOR : SPE1101669AC

Par arrêté n° 1433 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de *trois cent soixante-six mille huit cent quarante-deux francs CFP* (366 842 F CFP) en faveur de la SARL Pacific Tuna pour la compensation de la perte de change en dollar américain.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 6523, centre de travail 734-F.

NOR : SPE1101670AC

Par arrêté n° 1434 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de *trois millions quatre cent quatre-vingt-trois mille trois cent quarante-six francs CFP* (3 483 346 F CFP) en faveur de la SARL Mékathon pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 6523, centre de travail 734-F.

NOR : SPE1101671AC

Par arrêté n° 1435 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement d'un *million cent quatre-vingt-quinze mille cent vingt francs CFP* (1 195 120 F CFP) en faveur de la SARL Pacific Tuna pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 6523, centre de travail 734-F.

NOR : SPE1101672AC

Par arrêté n° 1436 CM du 21 septembre 2011.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de *quatre millions quatre cent quatre-vingt-six mille quatre cent vingt-neuf francs CFP* (4 486 429 F CFP) en faveur de la SARL Tahiti Island Seafood pour le remboursement partiel des frais de transport aérien des produits exportés de la pêche.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 6523, centre de travail 734-F.

NOR : DEQ1101841AC

Par arrêté n° 1437 CM du 21 septembre 2011.— La parcelle cadastrée section T n° 271 de 1 257 mètres carrés est cédée à M. René Tetuanui Haretahi, né le 31 août 1951 à Papeete, à titre de dation en paiement des parcelles cadastrées section T n° 253 de 80 mètres carrés et n° 254 de 1 000 mètres carrés sises au même lieu.

La parcelle cédée par la Polynésie française à titre de dation en paiement résulte du remembrement effectué à la suite de l'aménagement de la rivière Ahonu dont les parcelles de terre ont été déclarées expropriées au profit de la Polynésie française suivant ordonnance d'expropriation n° 143 du 12 février 1988 transcrite le 30 novembre 1988, volume 1565 n° 19.

Les parcelles cadastrées section T n° 253 de 80 mètres carrés et n° 254 de 1 000 mètres carrés dont la Polynésie française a été envoyée en possession par ordonnance d'expropriation visée ci-dessus appartenaient à M. René Tetuanui Haretahi né le 31 août 1951 à Papeete.

La cession par dation en paiement est fixée au montant de *deux millions cinq cent quatorze mille francs CFP* (2 514 000 F CFP).

La cession par dation en paiement est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits de taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DEQ1101842AC

Par arrêté n° 1438 CM du 21 septembre 2011.— La parcelle cadastrée section T n° 278 de 487 mètres carrés est cédée à M. Titiaua Teuira, né le 19 octobre 1907 à Mahina et décédé au même lieu le 2 novembre 1975 (conjoint Teuira), à titre de dation en paiement des parcelles cadastrées section T n° 248 de 60 mètres carrés et n° 252 de 760 mètres carrés, sises au même lieu.

La parcelle cédée par la Polynésie française à titre de dation en paiement résulte du remembrement effectué à la suite de l'aménagement de la rivière Ahonu dont les parcelles de terre ont été déclarées expropriées au profit de la Polynésie française suivant ordonnance d'expropriation n° 143 du 12 février 1988 transcrite le 30 novembre 1988, volume 1565 n° 19.

Les parcelles cadastrées section T n° 248 de 60 mètres carrés et n° 252 de 760 mètres carrés dont la Polynésie française a été envoyée en possession par ordonnance d'expropriation visée ci-dessus appartenaient à M. Titiaua Teuira, né le 19 novembre 1907 à Mahina et décédé au même lieu le 2 novembre 1975 (conjoint Teuira).

La cession par dation en paiement est fixée au montant de *neuf cent soixante-quatorze mille francs CFP* (974 000 F CFP).

La cession par dation en paiement est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits de taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DEQ1101843AC

Par arrêté n° 1439 CM du 21 septembre 2011.— Les parcelles cadastrées section T n° 265 de 907 mètres carrés et n° 266 de 984 mètres carrés sont cédées aux ayants droit de Mme Tiniehu Taioho, née le 3 mai 1898 à Mahina et décédée au même lieu le 26 septembre 1935 (conjoint Taioho-Peu), à titre de dation en paiement des parcelles cadastrées section T n° 245 de 598 mètres carrés et n° 246 de 1 010 mètres carrés, sises au même lieu.

Les parcelles cédées par la Polynésie française à titre de dation en paiement résulte du remembrement effectué à la suite de l'aménagement de la rivière Ahonu dont les parcelles de terre ont été déclarées expropriées au profit de la Polynésie française suivant ordonnance d'expropriation n° 143 du 12 février 1988 transcrite le 30 novembre 1988, volume 1565 n° 19.

Les parcelles cadastrées section T n° 245 de 598 mètres carrés et n° 246 de 1 010 mètres carrés dont la Polynésie française a été envoyée en possession par ordonnance d'expropriation visée ci-dessus appartenaient aux ayants droit de Mme Tiniehu Taioho, née le 3 mai 1898 à Mahina et décédée au même lieu le 26 septembre 1935 (conjoint Taioho-Peu).

La cession par dation en paiement est fixée au montant de *trois millions sept cent quatre-vingt-deux mille francs CFP* (3 782 000 F CFP).

La cession par dation en paiement est exonérée des droits d'enregistrement et de transcription, et des droits de taxes sur les formalités hypothécaires.

Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

NOR : DAF1102098AC

Par arrêté n° 1441 CM du 22 septembre 2011.— La parcelle dépendant de la zone des 50 pas, cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Taiohae, section AB, n° 169, d'une superficie de 894 mètres carrés, est affectée au profit de la commune de Nuku Hiva.

Telle que la dite terre figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Cette affectation est destinée à l'implantation d'un bloc sanitaire. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois (3) ans sous peine de caducité de la présente affectation.

La valeur comptable du bien affecté est estimée à *sept millions cent cinquante-deux mille francs CFP* (7 152 000 F CFP), soit 8 000 F CFP le mètre carré.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaire en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

La commune de Nuku Hiva, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la parcelle affectée.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : PRL1102045AC

Par arrêté n° 1442 CM du 22 septembre 2011.— L'article 2 de l'arrêté n° 1439 CM du 19 août 2010 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Blue Moon Investissements à l'usage de son exploitation perlicole sise à Aratika, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 7 800 litres d'essence sans plomb et à 7 800 litres de gazole”.

NOR : PRL1102140AC

Par arrêté n° 1443 CM du 22 septembre 2011.— L'article 2 de l'arrêté n° 1328 CM du 13 août 2009 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Araumu Perles à l'usage de son exploitation perlicole sise à Marutea Sud, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 23 600 litres d'essence sans plomb et à 31 200 litres de gazole”.

NOR : RDP1101464AC

Par arrêté n° 1444 CM du 22 septembre 2011.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 9-2011 CRDP du 23 juin 2011 accordant les indemnités de frais de mission au directeur du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française.

NOR : RDP1101465AC

Par arrêté n° 1445 CM du 22 septembre 2011.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 10-2011 CRDP du 23 juin 2011 portant adoption du budget modificatif n° 1-2011 du CRDP de la Polynésie française du conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française.

Le budget modifié est arrêté à la somme de *deux cent douze millions sept cent treize mille huit cent quatre-vingt-un francs CFP* (212 713 881 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|------------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------|
| - Recettes | 77 078 415 | 119 217 218 | 196 295 633 |
| - Dépenses | 100 443 429 | 112 270 452 | 212 713 881 |
| Résultats | - 23 365 014 | 6 946 766 | - 16 418 248 |

Pour établir l'équilibre budgétaire, le fonds de roulement de l'établissement est diminué de *seize millions quatre cent dix-huit mille deux cent quarante-huit francs CFP* (16 418 248 F CFP). Il s'établit à *dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-dix mille huit cent soixante-treize francs CFP* (19 290 873 F CFP).

NOR : RDP1101466AC

Par arrêté n° 1446 CM du 22 septembre 2011.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 11-2011 CRDP du 23 juin 2011 portant adoption des tarifications des produits et prestations du CRDP de la Polynésie française.

Délibération n° 11-2011 CRDP du Centre de recherche et de documentation pédagogiques du 23 juin 2011.

Article 1er. — Les tarifications des produits et prestations du CRDP de la Polynésie française sont les suivantes. La hausse de 2 % prévue sur les tarifs s'applique à tous les produits du CRDP à l'exception des prestations.

Produits en vente en librairie CRDP

| Référence | Fournisseur et article | Prix unitaire HT | |
|-----------|------------------------|------------------|-------|
| | | Hausse de 2% | |
| | | F CFP | EUROS |

Centre de Recherche et de Documentation Pédagogiques
de la Polynésie française

1- Nouveautés

| Histoire - Géographie | | | |
|-----------------------|---|-------|---------|
| PI2626-1012 | Carte murale A3 - La guerre du Pacifique/La formation des EFO | 625 | 5,24 € |
| PI2626-1013 | Carte murale A1 - La guerre du Pacifique/La formation des EFO | 2 261 | 18,95 € |

| Formation des personnels de l'Éducation | | | |
|---|---|-------|--------|
| PI2626-1019 | Rapport du Jury Concours de recrutement des professeurs des écoles (2010) | 1 155 | 9,68 € |

| Littérature de jeunesse | | | |
|-------------------------|--|-------|---------|
| PI2626-0923 | Te Hoa Mau - TH | 777 | 6,51 € |
| PI2626-0910 | HAKARI - FR | 1 312 | 10,99 € |
| PI2626-0913 | Devine qui joue à cache-cache ? - FR | 1 117 | 9,36 € |
| PI2626-0914 | <i>Tea - Comment Tea devint un très beau poisson-papillon - FR</i> | 1 254 | 10,51 € |
| PI2626-0916 | Le grand Kaléidoscope - FR | 1 254 | 10,51 € |
| PI2626-0917 | La Guerre de Troie - FR | 2 089 | 17,51 € |
| PI2626-0921 | Maui - Te märeira'a i te rä - TH | 1 409 | 11,80 € |
| PI2626-0922 | Dis maman... - FR | 1 020 | 8,55 € |
| PI2626-0926 | Deux fables de Jean de La Fontaine - FR | 1 282 | 10,74 € |
| PI2626-0929 | Petits Papiers - FR | 1 020 | 8,55 € |
| PI2626-0932 | Te henua Enana - MQ | 1 214 | 10,17 € |
| 9782952583527 | Teva me to ia hoa o Hina - MQ | 874 | 7,33 € |
| 9782952583541 | Teva e tona 'oa iti ko Hina - MG | 874 | 7,33 € |
| 9782952583534 | Teva 'e tona hoa iti ko Hina - PM | 874 | 7,33 € |
| 9782952583503 | Teva et son amie Hina - FR | 874 | 7,33 € |
| 9782952583510 | Teva 'e tona hoa iti'o Hina - TH | 874 | 7,33 € |
| 9782952583556 | Teva and his friend Hina - EN | 874 | 7,33 € |

| Maîtrise de la langue - Langues polynésiennes | | | |
|---|---|-----|--------|
| Collection : E te mau tamarii | | | |
| PI2626-1165 | <i>Lexique pour les Sciences de la Vie et de la Terre SVT 2</i> | 770 | 6,45 € |
| Collection : E te tau toiki | | | |
| PI2626-0920 | <i>Lexique pour les Sciences Physiques et la Technologie</i> | 770 | 6,45 € |

| Parascolaire | | | |
|--------------|---|-----|--------|
| PI2626-1016 | <i>Cahier de Vacances CP Noël (2010)</i> | 582 | 4,88 € |
| PI2626-1163 | <i>Cahier de Vacances SG Heiva (2011)</i> | 582 | 4,88 € |
| PI2626-1166 | <i>Cahier de Vacances CP Heiva (2011)</i> | 582 | 4,88 € |
| PI2626-0931 | Myripristis - Kunehu | 340 | 2,85 € |

| Programmes Audiovisuels | | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|-------|---------|
| Reportages (DVD-Vidéo) | | | |
| P2626-1017 | Un regard sur la Polynésie | 2 550 | 21,37 € |
| P2626-0901 | Aimeho Te rara varu de Papa Matarau | 1 836 | 15,39 € |
| Collection Art oratoire (DVD-Vidéo) | | | |
| P2626-0933 | Tapatapa - Ëo tuhi - n°1 (Mai 2009) | 1 458 | 12,21 € |

| | | | |
|---|---|-------|---------|
| P2626-11152 | Korero - n°2 (Avril 2009) | 1 458 | 12,21 € |
| P2626-11153 | Tapatapa - Ëo tuhi - n°3 (Mars 2010) | 1 458 | 12,21 € |
| Reportages Top Classe dématérialisés (MP4) - à la carte | | | |
| P2626-11139 | Faim et alimentation - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1120 | Faufa'a nō te pape i Pōrīnetia farani - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1125 | Hatiheu - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1132 | Hatiheu - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1118 | Histoires d'escargots - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1155 | Îpona - MQ (13') | 816 | 6,84 € |
| P2626-1159 | Îpona - TH (13') | 816 | 6,84 € |
| P2626-1128 | La petite fourmi de feu - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1123 | Le drapeau polynésien - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1151 | Les oiseaux de la Polynésie française - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1130 | Les premiers secours au cycle 3 - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1113 | Les ressources en eau de la Polynésie française - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1135 | Mécanismes, transmission et transformation - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1153 | Sculpter diverses matières - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1140 | Sculpter la terre - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1160 | Sculpter le bois - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1146 | Taputapuata - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1137 | Te 'ahu - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1119 | Te 'aveu - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1149 | Te fa'atautau - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1143 | Te hana peni - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1152 | Te kaveu - PM (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1148 | Te keu a te tau tōiki - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1133 | Te manureva - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1131 | Te ôpeà paka hāmani - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1147 | Te ôviri pūiū kānea hakatu - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1138 | Te pae'ore - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1145 | Te pate tīroaroa - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1136 | Te puhoo hāmani - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1144 | Te tau manu o te fenua - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1156 | Te tītī'a mata - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1126 | Te tumu 'uru - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1122 | Te tumu ere'i 1 - MG (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1141 | Te tumu ere'i 2 - MG (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1161 | Te tumu ere'i 3 - MG (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1158 | Te tumu faa - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1134 | Te tumu fara - TH (7') | 510 | 4,27 € |

| | | | |
|--|---|-------|---------|
| P2626-1112 | Te tumu ha'ari 1 - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1114 | Te tumu ha'ari 2 - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1115 | Te tumu ha'ari 3 - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1124 | Te tumu mei - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1116 | Te turei hakari 1 - PM (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1121 | Te turei hakari 2 - PM (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1129 | Te turei hakari 3 - PM (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1127 | Te ùpe o Maùia - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1157 | Te va'a nō Raivavae - TH (13') | 816 | 6,84 € |
| P2626-1154 | Te vai inu ānani - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1142 | Une réserve de biosphère - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| P2626-1150 | Vanilla tahitensis - FR (7') | 510 | 4,27 € |
| PI 2626-1168 | Te faraoa-inai - MQ (7') | 510 | 4,27 € |
| PI 2626-1169 | Te tautai hī - TH (7') | 510 | 4,27 € |
| Reportages Top Classe dématérialisés (MP4) – abonnement pour 200 reportages | | | |
| P2626-1111 | Abonnement annuel pour le téléchargement de reportages Top Classe | 1 938 | 16,24 € |

2 – Productions imprimées, audiovisuelles et multimédia

| Culture Polynésienne | | | |
|----------------------|--|-------|---------|
| 09000002 | L'art du Fai, jeu de ficelle - Lot (DVD-Vidéo + Guide) | 2 887 | 24,19 € |
| 09000003 | L'art du Fai, jeu de ficelle (DVD-Vidéo) | 1 925 | 16,13 € |
| PI2626-0906 | L'art du Fai, jeu de ficelle (Guide) | 971 | 8,14 € |
| 09000005 | Orara'a api, Vie nouvelle (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 09000006 | Tuatapapara'a rau i te hiro'a ma'ohi | 962 | 8,06 € |

| Maîtrise de la langue - Langue française | | | |
|--|---|--------|----------|
| 01000002 | Les sons du français et leurs graphies - cycles 1 & 2 | 481 | 4,03 € |
| 01000007 | Syllabaire CP - Maître | 6 736 | 56,45 € |
| 01000008 | Syllabaire CP - Élève | 962 | 8,06 € |
| 01000009 | Syllabaire CP - Lot (1 Maître + 15 Élèves) | 19 245 | 161,28 € |
| 01010004 | Des sons plein la tête (Livret n°1) | 481 | 4,03 € |
| 01010005 | Des sons plein la tête (Livret n°2) | 481 | 4,03 € |
| 01010006 | Des sons plein la tête (Livret n°3) | 481 | 4,03 € |
| 01010007 | Des sons plein la tête (CD-Audio n°1) | 962 | 8,06 € |
| 01010008 | Des sons plein la tête (CD-Audio n°2) | 962 | 8,06 € |
| 01010009 | Des sons plein la tête - Lot (2 CD-Audio + 3 Livrets) | 3 368 | 28,22 € |
| PI2626-0907 | Histoire des écritures et des nombres | 1 166 | 9,77 € |
| Collection : Lire une œuvre intégrale | | | |
| Guide pédagogique cycle 1 | | | |
| 01020101 | Le beau ver dodu & Bonjour poussin | 577 | 4,84 € |

| Guide pédagogique cycle 2 | | | |
|---|---|-------|---------|
| 01020202 | Bébés Chouettes | 577 | 4,84 € |
| 01020203 | Chut, chut, Charlotte | 577 | 4,84 € |
| 01020204 | Léon et Albertine | 577 | 4,84 € |
| 01020205 | Noirs et blancs | 577 | 4,84 € |
| 01020301 | Petit Renard perdu | 577 | 4,84 € |
| 01020201 | Peut-on faire confiance à un crocodile affamé ? | 577 | 4,84 € |
| Guide pédagogique cycles 2 et 3 | | | |
| 01020401 | Lire Rascal, Sophie, Isabelle et les autres | 577 | 4,84 € |
| 01020402 | Une histoire à 4 voix | 577 | 4,84 € |
| Guide pédagogique Cycle 3 | | | |
| 01020306 | Des loups et des cochons | 577 | 4,84 € |
| 01020303 | L'assassin de papa | 577 | 4,84 € |
| 01020308 | La comédie des ogres | 577 | 4,84 € |
| 01020302 | La reine des fourmis a disparu | 577 | 4,84 € |
| 01020304 | Le jardin de Max et Gardénia | 577 | 4,84 € |
| 01020305 | Le livre de la Lézarde | 577 | 4,84 € |
| 01020307 | Lire ce lascar de Rascal | 577 | 4,84 € |
| Guide pédagogique cycle 3 et 6 ^{ème} | | | |
| 01020501 | Aventures de lecture aux pays de F. Bernhard et F. Roca | 577 | 4,84 € |
| Collection : Je parlerai | | | |
| 01030011 | J'étudie (DVD-Vidéo) | 962 | 8,06 € |
| 01030009 | J'étudie (Livret) | 481 | 4,03 € |
| 01030015 | <i>J'étudie - Lot (DVD-Vidéo + Livret)</i> | 1 326 | 11,11 € |
| 01030006 | Mes expériences (Livret) | 481 | 4,03 € |
| 01030012 | Mes expériences (DVD-Vidéo) | 962 | 8,06 € |
| 01030014 | <i>Mes expériences - Lot (DVD-Vidéo + Livret)</i> | 1 326 | 11,11 € |
| 01030003 | Parle-moi (Livret) | 481 | 4,03 € |
| 01030010 | Parle-moi (DVD-Vidéo) | 962 | 8,06 € |
| 01030013 | <i>Parle-moi - Lot (DVD-Vidéo + Livret)</i> | 1 326 | 11,11 € |
| Collection : Un album pour mieux écrire | | | |
| 01030016 | Conte de Teikikeuhina | 1 155 | 9,68 € |
| 01030017 | Conte du kumuhei | 1 155 | 9,68 € |
| 01030018 | Conte du tiare | 1 155 | 9,68 € |
| 01030019 | Conte du upe | 1 155 | 9,68 € |
| 01030020 | Série « Un album pour mieux écrire » - Lot (4 Albums) | 3 849 | 32,26 € |

| Littérature de jeunesse – Poésie | | | |
|----------------------------------|---|-------|---------|
| PI2626-0801 | Poésiles | 1 443 | 12,10 € |
| 10000003 | Mes premiers albums interactifs multilingues (CD-Rom) | 2 887 | 24,19 € |

| | | | |
|----------------------------------|------------------------------------|-------|---------|
| 10000005 | Poèmes - Pehepehe pour notre école | 1 155 | 9,68 € |
| 10020010 | POLYNÉSIE | 1 443 | 12,10 € |
| 10000004 | Raconte-moi les arbres | 962 | 8,06 € |
| Collection : Vive l'Écrit | | | |
| 10030001 | La légende du Marara | 289 | 2,42 € |
| 10030002 | Le justicier du lagon | 289 | 2,42 € |
| PI2626-0902 | L'eau c'est... | 1 477 | 12,38 € |
| PI2626-0902L | L'eau c'est... - Lot (5 Albums) | 4 857 | 40,70 € |

| Théâtre | | | |
|----------------|---|-------|---------|
| 13000001 | Enée et Didon or Didon et Enée ? That is the question (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 13000002 | La Fontaine, je boirai de ton eau (2 DVD-Vidéo) | 1 458 | 12,21 € |
| 13000003 | Mona Mona (DVD-Vidéo + Livret) | 971 | 8,14 € |
| 13000004 | Les plaisirs du palais (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |

| Maîtrise de la langue - Langues polynésiennes | | | |
|--|--|--------|----------|
| 02000001 | Apprendre le tahitien à l'école maternelle - Lot (DVD-Vidéo + CD-Audio + Album + Livret) | 9 334 | 78,22 € |
| 02000003 | Approche des problèmes linguistiques spécifiques des enfants marquisiens et objectifs pédagogiques | 241 | 2,02 € |
| 02020004 | L'imagier trilingue | 2 887 | 24,19 € |
| Collection : 'A haroharoa mai i to reo | | | |
| P2626-0803 | Te Hei Parau a Heitapu (CD-Audio) | 1 020 | 8,55 € |
| P2626-0804 | Te hoa mau (CD-Audio) | 1 020 | 8,55 € |
| P2626-0918 | Iore iti (CD-Audio) | 1 020 | 8,55 € |
| Collection : 'Aparau 'ana'e ! | | | |
| 02010003 | Aparau ana'e ! SP - Pata'uta'u, 'aparima, pehepehe (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 02010004 | Aparau ana'e ! SP (Guide) | 962 | 8,06 € |
| 02010014 | Aparau ana'e ! SP - Te mau 'a'amu (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 02010015 | Aparau ana'e ! SP - Lot (4 Puzzles) | 962 | 8,06 € |
| 02010016 | Aparau 'ana'e ! SG - Dossier complet - Lot (DVD-Vidéo + CD-Audio + Guide) | 13 953 | 116,92 € |
| 02010006 | Aparau ana'e ! SG - Maître (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 02010007 | Aparau ana'e ! SG - Élèves (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 02010012 | Aparau 'ana'e ! SG - Document pédagogique (DVD-Vidéo) | 1 925 | 16,13 € |
| 02010013 | Aparau 'ana'e ! SG - Films supports (DVD-Vidéo) | 1 925 | 16,13 € |
| Collection : E te mau tamarii | | | |
| 02020001 | Quelques énoncés pour enseigner en tahitien | 770 | 6,45 € |
| 02020002 | Lexique pour l'Education Physique et Sportive | 770 | 6,45 € |
| 02020003 | Lexique pour les Sciences Physiques et la Technologie | 770 | 6,45 € |
| 02020005 | Lexique pour les Sciences de la Vie et de la Terre SVT 1 | 770 | 6,45 € |

| Collection : E te tau toiki | | | |
|--|--|-------|---------|
| 02030001 | Quelques énoncés pour enseigner en marquisien | 770 | 6,45 € |
| 02030002 | Lexique pour l'Education Physique et Sportive en marquisien | 770 | 6,45 € |
| Collection : E te utu toromiki | | | |
| PI2626-0912 | Quelques énoncés pour enseigner en mangarévien | 770 | 6,45 € |
| Collection : A reo mai i to reo | | | |
| 02040011 | Urariimanu (2007) | 962 | 8,06 € |
| 02040013 | Urariimanu - Lot (CD-Audio + Album) | 1 443 | 12,10 € |
| 02040010 | Urariimanu - Dossier complet - Lot (CD-Audio + Album + Pochette + Guide) | 4 330 | 36,29 € |
| Littérature de jeunesse – Poésie | | | |
| Albums en langue tahitienne | | | |
| 02040001 | E papa, tei hea 'oe ? | 1 443 | 12,10 € |
| 02040006 | Te 'oura pape | 1 203 | 10,08 € |
| Albums en langue tahitienne, avec traduction en français | | | |
| 10020007 | Maniiti - Maniiti | 1 203 | 10,08 € |
| 10020004 | Mo'o iti - Petit lézard | 1 203 | 10,08 € |
| 10020003 | Te hei parau a Heitapu - Le chapelet de nacre de Heitapu | 1 203 | 10,08 € |
| 10020006 | Te hiromana - L'araignée | 1 203 | 10,08 € |
| 10020005 | Te pauma a Maui - Le cerf-volant de Maui | 1 203 | 10,08 € |
| 10020002 | Te tere o te tupuna - Le voyage des anciens | 1 203 | 10,08 € |
| 10020011 | Lot des 6 : Maniiti, Mo'o iti, Te hei parau a Heitapu, Te hiromana, Te pauma a Maui, Te tere o te tupuna | 5 966 | 50,00 € |
| 02040015 | Hani e te tupa - Hani et le tourlourou | 1 395 | 11,69 € |
| 10020008 | Te 'a'ai o Orava, te fe'e - La légende de Orava, la pieuvre | 962 | 8,06 € |
| 10020009 | Te 'a'ai o Taita'a - La légende de Taitaa | 962 | 8,06 € |
| 02040012 | Te moemoea a Moetama - Le rêve de Moetama | 1 395 | 11,69 € |
| 02040014 | Te tere o Tereva - Le voyage de Tereva | 1 395 | 11,69 € |
| Albums trilingues en langue tahitienne, avec traduction en français et anglais | | | |
| 10010007 | Honu iti e - Petite tortue - Little turtle | 770 | 6,45 € |
| 10010009 | Iore iti e - Petite souris - Little mouse | 1 203 | 10,08 € |
| 10010005 | I uta - Dans la vallée - In the valley | 1 203 | 10,08 € |
| 10010008 | Te 'au 'apu - L'escargot - The snail | 1 203 | 10,08 € |
| 10010006 | Te 'oura pape - La chevrette - The shrimp | 1 203 | 10,08 € |
| 10010003 | Te tupa 'eia ma'a - Un tourlourou - A naughty crab | 1 203 | 10,08 € |
| Mathématiques | | | |
| 3010001 | Activités numériques en cours préparatoire | 770 | 6,45 € |
| Histoire - Géographie | | | |
| 04010002 | Bulletin AHGPF n°2 & 3 - Marquises | 2 791 | 23,39 € |

| | | | |
|-------------|--|-------|---------|
| 04010003 | Bulletin AHGPF n°4 - Recherches historiques | 962 | 8,06 € |
| 04010004 | Bulletin AHGPF n°5 - Les Australes | 962 | 8,06 € |
| 04010005 | Bulletin AHGPF n°6 - Recherches géographiques | 1 251 | 10,48 € |
| 04010006 | Bulletin AHGPF n°7 - Les Tuamotu | 2 887 | 24,19 € |
| 04010007 | Bulletin AHGPF n°8 - 1914-1918, Les EFO et la Nouvelle Calédonie dans la Première Guerre mondiale | 2 502 | 20,97 € |
| 04010008 | Bulletin AHGPF n°9 - Mémoire, école et colonisation - Archéologie des nombres | 2 405 | 20,16 € |
| 04010009 | Bulletin AHGPF n°10 - Géologie de la Polynésie française | 3 849 | 32,26 € |
| PI2626-0905 | Bulletin AHGPF n° 11 - Autour d'un ancêtre | 1 748 | 14,65 € |
| 040100012 | Adhérent bulletin AHGPF n°11 - Autour d'un ancêtre | 1 398 | 11,72 € |
| 040100010 | Adhérent bulletin AHGPF n°10 - Géologie de la Polynésie française | 3 368 | 28,22 € |
| 040100011 | Adhérent bulletin AHGPF n°9 - Mémoire, école et colonisation | 1 925 | 16,13 € |
| 04000013 | Carte murale A3 - États du monde / Peuplement du Pacifique insulaire | 625 | 5,24 € |
| 04000014 | Carte murale A1 - États du monde / Peuplement du Pacifique insulaire | 2 261 | 18,95 € |
| PI2626-0909 | Carte murale A1 - Le monde en guerre | 2 261 | 18,95 € |
| PI2626-0908 | Carte murale A3 - Le monde en guerre | 625 | 5,24 € |
| PI2626-0936 | Carte murale A1 - L'Océanie en 1914 entre colonisation et guerre | 2 261 | 18,95 € |
| PI2626-0935 | Carte murale A3 - L'Océanie en 1914 entre colonisation et guerre | 625 | 5,24 € |
| 11000004 | Histoire des institutions publiques à Tahiti du XVIII ^e siècle à nos jours | 1 925 | 16,13 € |
| 04000001 | Îles de Polynésie - De l'île haute à l'atoll (12 Diapositives + Livret) | 1 203 | 10,08 € |
| 04000002 | Nuku Hiva - Une île haute des Marquises (12 Diapositives + Livret) | 1 203 | 10,08 € |
| 04000003 | Îles de Polynésie et Nuku Hiva - Lot (24 Diapositives + 2 Livrets) | 1 211 | 10,15 € |
| 04000006 | Tahiti, 1767-1842 des premiers contacts au protectorat | 1 443 | 12,10 € |
| 04000005 | Tahiti, 1842-1914, du protectorat à la Première Guerre mondiale | 1 925 | 16,13 € |
| 04000010 | À bord du St Xavier Maris Stella III - Goélette aux Tuamotu (DVD-Vidéo + Livret) | 2 405 | 20,16 € |
| 04020001 | 1914-1918, La Première Guerre mondiale (Livret + Fiches) | 1 251 | 10,48 € |
| 04020002 | Le fait colonial dans l'entre-deux guerres (Livret + Fiches) | 962 | 8,06 € |
| 04020003 | Le rayonnement de la Polynésie française dans le Pacifique et dans le monde (Livret + Fiches + Transparents) | 2 213 | 18,55 € |

Sciences physiques – Astronomie

| | | | |
|----------|--|-------|---------|
| 15000001 | À la découverte du ciel polynésien (Livret + 35 Fiches + 2 Transparents + Mini-ciel) | 3 368 | 28,22 € |
|----------|--|-------|---------|

Education Civique

| | | | |
|----------|---|-----|--------|
| 05000001 | La drogue si on en parlait (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 05000002 | Les parents et la drogue (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 05010001 | Education civique - Cahier d'activités CP | 375 | 3,15 € |

| | | | |
|----------|---|-------|---------|
| 05010002 | Education civique - Cahier d'activités CE1 (2006) | 375 | 3,15 € |
| 05010009 | Education civique - Cahier d'activités CE2 (2007) | 375 | 3,15 € |
| 05010004 | Education civique - Cahier d'activités CM1 | 375 | 3,15 € |
| 05010005 | Education civique - Cahier d'activités CM2 | 375 | 3,15 € |
| 05010010 | Education civique - Maître (2008) | 1 443 | 12,10 € |
| 05010007 | Education civique - Lot cycle 2 (12 affiches) | 4 811 | 40,32 € |
| 05010008 | Education civique - Lot cycle 3 (12 affiches) | 4 811 | 40,32 € |
| 09000001 | la ora 'o Tahiti - L'hymne de la Polynésie française (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |

| Sciences de la Vie et de la Terre | | | |
|-----------------------------------|---|-----|--------|
| 06000001 | Léa et Moana (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 06000002 | L'eau à Faaa (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 06000003 | Un demi-siècle de recherches médicales en Polynésie française (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 06000004 | La pêche hauturière industrielle (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 06000005 | La multiplication des arbres fruitiers (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |
| 06000006 | Protégeons nos îles (DVD-Vidéo) | 971 | 8,14 € |

| Education artistique | | | |
|--|--|-------|---------|
| 07000001 | <i>L'affiche - Arts plastiques et communication aux cycles 2 et 3</i> | 962 | 8,06 € |
| 07000031 | La musique polynésienne au collège Vol.II - Lot (DVD-Vidéo + Guide) | 2 887 | 24,19 € |
| 07000007 | Tavevovevo - Pu, vivo et pahu (DVD-Vidéo) | 1 925 | 16,13 € |
| 07000030 | Tavevovevo - Pu, vivo et pahu - Lot (DVD-Vidéo + Guide) | 2 887 | 24,19 € |
| 07000013 | Recueil de chansons polynésiennes (Guide) | 962 | 8,06 € |
| 07000015 | Pehepehe, pata'uta'u, himene (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 07000016 | Pehepehe, pata'uta'u, himene (Livret) | 481 | 4,03 € |
| 07000018 | Comptines et chants en langue tahitienne, préélémentaire (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 07000019 | Comptines et chants en langue tahitienne, préélémentaire (Livret) | 481 | 4,03 € |
| 07000009 | <i>Chansons de Polynésie</i> | 962 | 8,06 € |
| 07000021 | Chants CE, CM (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 07000022 | Chants CE, CM (Livret) | 481 | 4,03 € |
| 07000023 | Un parcours en chantant - cycle 3 (3 CD-Audio + 3 Livrets) | 2 887 | 24,19 € |
| 07000024 | Un parcours en chantant - cycle 2 (3 CD-Audio + 3 Livrets) | 2 887 | 24,19 € |
| 07000025 | Recueil de chansons polynésiennes (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 07000026 | Recueil de chansons polynésiennes - Lot (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07000027 | Chants CE, CM - Lot (CD-Audio + Livret) | 962 | 8,06 € |
| 07000028 | Comptines et chants en langue tahitienne, préélémentaire - Lot (CD-Audio + Livret) | 962 | 8,06 € |
| 07000029 | Pehepehe, pata'uta'u, himene - Lot (CD-Audio + Livret) | 962 | 8,06 € |
| Collection : Passeport pour la musique | | | |

| | | | |
|----------|--|-------|---------|
| 07010001 | Découverte des instruments à vent de la famille de hautbois (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07010002 | Découverte du quatuor à cordes (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07010003 | À la découverte du jazz (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07010004 | La musique tzigane (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07010005 | La musique de la Renaissance avec l'ensemble « Douce Mémoire » (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07010006 | Musiques d'Argentine (CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |
| 07020007 | Les voix, Mozart et l'opéra (2 CD-Audio + Livret) | 1 443 | 12,10 € |

Education physique et sportive

| | | | |
|-------------|---|-------|---------|
| PI2626-0904 | Enseigner l'EPS en Polynésie française | 777 | 6,51 € |
| 08010001 | La pratique de l'activité Pirogue à l'école élémentaire | 193 | 1,62 € |
| 08010002 | La pratique de l'activité Canoe-Kayak au cycle 3 | 481 | 4,03 € |
| 08000002 | <i>Rondes et jeux chantés (CD-Audio)</i> | 962 | 8,06 € |
| 08000003 | Rondes et jeux chantés (Guide) | 962 | 8,06 € |
| 08000005 | Danses collectives (CD-Audio) | 962 | 8,06 € |
| 08000006 | Danses collectives (DVD-Vidéo) | 1 925 | 16,13 € |
| 08000007 | Danses collectives (Guide) | 962 | 8,06 € |
| 08000009 | Danses collectives - Lot (DVD-Vidéo + CD-Audio + Guide) | 3 464 | 29,03 € |
| 08000010 | Rondes et jeux chantés - Lot (CD-Audio + Livret) | 1 539 | 12,90 € |

Législation

| | | | |
|----------|---|-----|--------|
| 11000001 | Guide de la sécurité à l'école en Polynésie française | 962 | 8,06 € |
|----------|---|-----|--------|

Sciences économiques et sociales

| | | | |
|----------|---------------------------------------|-----|--------|
| 14000001 | SES - Livret d'activités dirigées 2nd | 770 | 6,45 € |
|----------|---------------------------------------|-----|--------|

Parascolaire

| | | | |
|-------------|--|-------|---------|
| PI2626-0802 | Cahier de vacances SG1 Noël (2008) | 577 | 4,84 € |
| 12010001L | Cahier de vacances SG1 Noël (1992) - Lot (10 Cahiers) | 2 887 | 24,19 € |
| 12010013L | Cahier de vacances SG Noël (2006) - Lot (10 Cahiers) | 2 887 | 24,19 € |
| 12010007L | Cahier de vacances SG2 Heiva (1992) - Lot (10 Cahiers) | 2 887 | 24,19 € |
| 12010008L | Cahier de vacances CP2 Heiva (1992) - Lot (10 Cahiers) | 2 887 | 24,19 € |
| 12010006 | Cahier de vacances CM2 Noël | 866 | 7,26 € |
| 12010009 | Cahier de vacances CE1 Heiva | 866 | 7,26 € |
| 12010010 | Cahier de vacances CE2 Heiva | 866 | 7,26 € |
| 12010011 | Cahier de vacances CM1 Heiva | 866 | 7,26 € |
| 12010012 | Cahier de vacances CM2 Heiva | 866 | 7,26 € |

Collection : Turama (DVD-Vidéo)

| | | | |
|------------|---|-----|--------|
| P2626-1101 | Le CETAD de Bora Bora n°1 et 2 | 971 | 8,14 € |
| P2626-1102 | L'école de Tatakoto n°1 et 2 | 971 | 8,14 € |
| P2626-1103 | Le collège de Hao - L'internat CSP de HAO | 971 | 8,14 € |

| | | | |
|------------|--|-----|--------|
| P2626-1104 | Le Reo Ma'ohi à l'école n°1 et 2 | 971 | 8,14 € |
| P2626-1105 | Le CETAD de Taiohae n°1 et 2 | 971 | 8,14 € |
| P2626-1106 | Le lycée agricole d'Opunohu n°1 et 2 | 971 | 8,14 € |
| P2626-1107 | Les transports scolaires maritimes n°1 et 2 - Les transports terrestres | 971 | 8,14 € |
| P2626-1108 | L'Association de Parents d'Élèves - Terii rentre au collège - Les C.J.A. | 971 | 8,14 € |
| P2626-1109 | Les activités péri-éducatives à Maupiti - La saga à Tikehau - La restauration scolaire | 971 | 8,14 € |
| P2626-1110 | La perliculture n°1 et 2 - Le Lycée Saint-Joseph | 971 | 8,14 € |

Rapport du Jury Concours de Recrutement des Professeurs des écoles

| | | | |
|-------------|---|-------|--------|
| 16000006 | Rapport du Jury Concours de recrutement des professeurs des écoles (2007) | 1 155 | 9,68 € |
| PI2626-0903 | Rapport du Jury Concours de recrutement des professeurs des écoles (2008) | 1 155 | 9,68 € |
| PI2626-0934 | Rapport du Jury Concours de recrutement des professeurs des écoles (2009) | 1 155 | 9,68 € |

Programmes audiovisuels

| | | | |
|----------|---|-------|---------|
| 30000005 | Top Classe saison 1 pour mallette pédagogique IALVR n°1 (DVD-Vidéo) | 3 206 | 26,87 € |
| 30000006 | Top Classe saison 1 pour mallette pédagogique IALVR n°2 (DVD-Vidéo) | 3 206 | 26,87 € |
| 30000007 | Top Classe saison 1 pour mallette pédagogique IALVR n°3 (DVD-Vidéo) | 3 206 | 26,87 € |

Divers

| | | | |
|----------|---|-------|---------|
| 16000002 | Pour une culture de l'évaluation (CD-Rom) | 1 443 | 12,10 € |
| 16000003 | Enseignants métropolitains et Apprenants tahitiens | 1 732 | 14,51 € |
| 16000005 | Une classe de découverte en Nouvelle-Zélande (DVD-Vidéo + Livret) | 1 925 | 16,13 € |

| Référence | Fournisseur et article | Prix unitaire HT | |
|-----------|--|------------------|-------|
| | Centre de Recherche et de Documentation Pédagogiques de la Polynésie française | F CFP | EUROS |

PRESTATIONS

| | | | |
|----------|--|-------|---------|
| 20000006 | Duplication de DVD à DVD conditionné (DVD watershield, jaquette, boîtier, galette) | 914 | 7,66 € |
| 20000007 | Duplication de DVD à DVD sans conditionnement | 682 | 5,72 € |
| 20000008 | Duplication de CD à CD conditionné (CD watershield, jaquette, boîtier, galette) | 568 | 4,76 € |
| 20000009 | Duplication de CD à CD sans conditionnement | 377 | 3,16 € |
| 10000011 | Réalisation de cartes de vœux | 2 273 | 19,05 € |
| 20000016 | Photocopie A3 N/B | 18 | 0,15 € |
| 20000017 | Photocopie A4 N/B tarif étudiant | 9 | 0,08 € |
| 20000018 | Photocopie A4 N/B tarif non étudiant | 18 | 0,15 € |
| 20000021 | Pénalité par jour de retard emprunt BCD | 455 | 3,81 € |
| 20000023 | Travaux de production imprimée par heure | 2 273 | 19,05 € |
| 20000012 | CD vierge watershield (lié à la prestation) | 200 | 1,68 € |

| | | | |
|----------|---|-----|--------|
| 20000013 | DVD vierge watershield (lié à une prestation) | 500 | 4,19 € |
| 20000014 | Fourniture d'un boîtier CD seul | 50 | 0,42 € |
| 20000015 | Fourniture d'un boîtier DVD seul | 50 | 0,42 € |

3- Prestations de production audiovisuelle

| Tarifs par journée de 8 heures | | | |
|---|---|--------|----------|
| 20000026 | Réalisation | 22 727 | 190,46 € |
| 20000027 | Script | 9 091 | 76,18 € |
| 20000028 | Chargé de production | 13 636 | 114,27 € |
| Tournage (réalisateur + caméraman + preneur de son) | | | |
| 20000029 | HDV Mono caméra (HVR 270P) | 31 818 | 266,64 € |
| 20000030 | Images sous-marines en HDV | 45 455 | 380,92 € |
| 20000031 | SD en multicaméras | 45 455 | 380,92 € |
| Post-production (par journée de 8 heures avec technicien) | | | |
| 20000032 | Montage sur station numérique avec Final Cut Studio Pro (mastérisation finale en DVCAM, HDV, DVD ou fichiers) | 22 727 | 190,46 € |
| 20000033 | Mixage son sur station numérique; hors supports musicaux | 13 636 | 114,27 € |
| 20000034 | Prise de son en studio | 13 636 | 114,27 € |
| 20000035 | Prise de son en extérieur | 13 636 | 114,27 € |

4 – Prestations de duplication audiovisuelle

| Transfert vidéo | | | |
|-----------------|--|-------|---------|
| 20000036 | Transfert BETACAM SP (5 min) | 4 545 | 38,09 € |
| 20000037 | Transfert DVCAM (5 min) | 3 182 | 26,67 € |
| 20000038 | Transfert VHS (1 hr) vers DVD sans conditionnement (DVD à fournir) | 1 000 | 8,38 € |
| Bandes DV | | | |
| 20000039 | 60 min | 1 138 | 9,54 € |
| 20000040 | 120 min | 3 466 | 29,05 € |
| 20000041 | 180 min | 4 469 | 37,45 € |

5 – Prestations de conception d'outils pédagogiques sur différents supports (tarifs horaires)

| | | |
|------------|-------|---------|
| Traduction | 4 500 | 37,71 € |
| Voix off* | 4 500 | 37,71 € |

*850 F CFP la minute de voix OFF produite et finie

6 – Productions pédagogiques des différentes institutions de l'Éducation (CNDP, CRDP, INRP...)

| |
|---|
| Prix en Métropole (en Euros) x 1,3 (coefficient pour frais) x 119,33 prix en Polynésie française en francs CFP. |
|---|

* ce prix en F CFP est arrondi au franc inférieur jusqu'à 0,49 et au franc supérieur à partir de 0,50.

7 – Remarques (relatives aux produits CRDP uniquement)

| |
|---|
| Une remise de 10% est accordée pour plus de 10 duplications d'un même original (supports numériques) |
| Une remise de 10% est accordée aux scolaires pour les cahiers de vacances pour tout achat de cahiers de vacances, tous niveaux, dont le nombre d'articles est égal ou supérieur à 10. |
| Une remise de 10 % est accordée aux écoles et établissements scolaires pour tout achat dont le nombre d'articles est égal ou supérieur à 10. |
| Une remise de 15% est accordée à tous les auteurs d'ouvrages pour un quota de 30 exemplaires. |
| Une remise de 20% pour tous les documents est accordée aux libraires tous niveaux. |
| Une remise de 30% pour tous les documents est accordée au CDP de Nouvelle-Calédonie. |
| Une remise de 50% sur toutes les productions est accordée au personnel CRDP pour sa 1 ^{re} acquisition. |

Art. 2. — La délibération n° 9-2006 CRDP du 7 novembre 2006 portant adoption des tarifs de ventes et prestations de service du CDRP de la Polynésie française rendue exécutoire par l'arrêté n° 1372 CM du 29 novembre 2006, est abrogée.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 2665 PR du 16 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Louis Frébault, ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes, pendant l'absence de M. Temauri Foster du 16 au 20 septembre 2011 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2666 PR du 16 septembre 2011 portant commissionnement de Mme Juanita Vanque épouse Muller affectée à la direction générale des affaires économiques pour constater les infractions dont l'application relève de ce service.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4178 MEF du 2 août 2011 portant délégation de signature à M. Patrice Perrin directeur des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 541 MTF du 14 avril 2009 mettant fin au détachement de Mme Juanita Vanque épouse Muller attaché d'administration principal 2e échelon, auprès de Mme Otime Teura ministre du développement des archipels, en qualité de conseiller technique et réglant la situation à ce titre ;

Vu l'article 809-II du code de procédure pénale ;

Vu le courrier n° 275 MC 11 du 4 août 2011 de M. le vice-procureur de la République relatif à l'agrément de Mme Juanita Vanque épouse Muller,

Arrête :

Article 1er. — Mme Juanita Vanque épouse Muller agent de la direction générale des affaires économiques est commissionnée aux fins de constater les infractions aux réglementations relevant de la compétence de ce service.

Art. 2. — A cet effet, l'intéressée prêterait serment prescrit par la loi et sera porteur d'une commission d'emploi.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2667 PR du 16 septembre 2011 portant habilitation de M. Guy Lallour en qualité d'agent spécial de la société XL Insurance company limited.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble les décrets modifiés n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances et n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances ;

Vu le dossier de demande d'habilitation de M. Guy Lallour en date du 4 novembre 2010,

Arrête :

Article 1er. — M. Guy Lallour est habilité en qualité d'agent spécial de la société XL Insurance company limited, en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurance suivantes :

- 1° Accidents ;
- 2° Maladie ;
- 3° Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
- 4° Corps de véhicules ferroviaires ;
- 5° Corps de véhicules aériens ;
- 6° Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux ;
- 7° Marchandises transportées ;
- 8° Incendie et éléments naturels ;

- 9° Autres dommages aux biens ;
- 10° Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs ;
- 11° Responsabilité civile véhicules aériens ;
- 12° Responsabilité civile véhicules maritimes, lacustres et fluviaux ;
- 13° Responsabilité civile générale ;
- 14° Crédit ;
- 15° Caution ;
- 16° Pertes pécuniaires diverses ;
- 17° Protection juridique ;
- 18° Assistance.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2671 PR du 16 septembre 2011 portant commissionnement de M. Gérald Adams technicien affecté au service de la perliculture pour constater les infractions à la réglementation applicable aux activités perlicoles et aux professions concernées par l'activité perlicole.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article 809-II du code de procédure pénale ;

Vu la délibération n° 93-61 AT du 11 juin 1993 fixant les modalités de transfert des huîtres nacières de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-63 APF du 11 juin 1998 modifiée fixant les règles de délivrance de la carte de négociant en perles de culture de Tahiti, ensemble des textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteurs de perles de culture de Tahiti, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-42 APF du 4 février 2005 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, au transport, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti, des ouvrages et des articles de bijouterie en comportant ;

Vu l'arrêté n° 1449 CM du 26 octobre 2007 précisant les missions et portant organisation du service de la perliculture ;

Vu la lettre n° 233 MC 11 du 4 août 2011 relative à l'agrément du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete ;

Sur proposition du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Arrête :

Article 1er.— M. Gérard Adams, technicien affecté au service de la perliculture, est commissionné aux fins de constater les infractions à la réglementation relatives aux activités perlicoles et aux professions concernées par l'activité perlicole.

Art. 2.— A cet effet, l'intéressé prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3.— Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gérard Adams et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

ARRETE n° 2672 PR du 19 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. James Salmon, ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et aéroports, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, pendant l'absence de M. Daniel Herlemme, le 19 septembre 2011.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2676 PR du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Alexandre Vodicka en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2009-78APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président ;

Vu la demande de détachement de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er.— M. Alexandre Vodicka est nommé en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, à compter du lundi 19 septembre 2011.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2011.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 2677 PR du 20 septembre 2011 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1695 PR du 20 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Tauhiti Nena ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, pendant l'absence de M. Kalani Teixeira le 19 septembre 2011.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2011.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Antony GEROS.

Par arrêté n° 2670 PR du 16 septembre 2011. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à voile Spiip à la SARL Spiip.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de trente-cinq (35) jours. En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française, la durée minimale d'activité est de dix-sept (17) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.

Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.

Par dérogation à l'arrêté n° 1867 CM du 30 décembre 1998 modifié, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile Spiip est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

ARRETE n° 6338 MEF/PEL du 16 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'agent de bureau principal et d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'agent de bureau qualifié est ouvert aux agents de bureau et aux agents de bureau spécialisés qui réunissent, période de stage comprise, deux (2) ans de services effectifs dans leur grade au 1er janvier de l'année au cours de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 1er janvier 2011.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mardi 4 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, la photocopie de l'arrêté portant nomination ou, le cas échéant, de l'arrêté portant dernier avancement.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mardi 4 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au vendredi 4 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 5. — L'examen professionnel d'accès au grade d'agent de bureau qualifié comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1 - Epreuves d'admissibilité :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale et sur des notions de calcul simple (durée : 1 h 30, coefficient : 1) ;
- rédaction d'une note portant sur l'activité professionnelle du candidat (durée : 1 h 30, coefficient : 3).

2 - Epreuve d'admission : Un entretien avec le jury au cours duquel sont jugées notamment l'expression orale, la motivation et la capacité d'adaptation du candidat à son futur emploi.

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 6. — La date des épreuves d'admissibilité est fixée au mercredi 21 décembre 2011.

Art. 7. — Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*

Bruno LONJON.

ARRETE n° 6339 MEF/PEL du 16 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'aide technique principal et d'aide technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'aide technique qualifié est ouvert aux aides techniques et aux aides techniques spécialisés qui réunissent, période de stage comprise, deux (2) ans de services effectifs dans leur grade au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, soit au 1er janvier 2010.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mardi 4 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 53 31 12) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, la photocopie de l'arrêté portant nomination ou, le cas échéant, de l'arrêté portant dernier avancement.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mardi 4 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au vendredi 4 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique, et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

Des centres d'examen seront ouverts à Papeete, Moerai, Uturoa et Taiohae.

Art. 5. — L'examen professionnel d'accès au grade d'aide technique qualifié comprend les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1 - Epreuves d'admissibilité :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale et sur des notions de calcul simple (durée : 1 h 30, coefficient : 1) ;
- la rédaction d'une note portant sur l'activité professionnelle du candidat (durée : 1 h 30, coefficient : 3).

2 - Epreuve d'admission : Un entretien avec le jury au cours duquel sont jugées notamment l'expression orale, la motivation et la capacité d'adaptation du candidat à son futur emploi.

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 6. — La date des épreuves d'admissibilité est fixée au mercredi 21 décembre 2011.

Art. 7. — Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*

Bruno LONJON.

ARRETE n° 6369 MEF/PEL du 19 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 499 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 499 CM du 14 mai 1996 susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal est ouvert aux conseillers des activités physiques et sportives de 1re classe ayant atteint le 3e échelon de leur grade au 31 décembre 2009.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mercredi 5 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 47 79 25) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, et la photocopie de l'arrêté portant avancement au 3e échelon du grade de conseiller des activités physiques et sportives de 1re classe dans la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mercredi 5 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 7 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement au lundi 7 novembre 2011 à 12 heures, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique, et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — L'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal comprend les épreuves suivantes :

- 1° La rédaction d'un compte-rendu d'une conférence ou d'une réunion à partir de documents écrits, oraux ou audiovisuels portant sur les activités physiques et sportives dans les collectivités territoriales (durée : 3 heures) ;
- 2° La rédaction d'une note à partir d'un dossier ou de textes législatifs et réglementaires relatifs aux sports (durée : 3 heures) ;

- 3° Une interrogation orale portant, au choix du candidat formulé au moment de l'inscription à l'examen professionnel, sur l'une des options suivantes (durée : 30 minutes après une préparation de même durée) :

- l'organisation et la promotion d'un service des sports ;
- les techniques et les méthodes de l'entraînement sportif ;
- la conception et l'entretien des équipements sportifs et de loisirs.

Le programme de cette épreuve est fixé en annexe de l'arrêté n° 499 CM du 14 mai 1996.

- 4° Un entretien avec les membres du jury sur des questions de culture générale en relation avec les activités physiques et sportives (durée : 15 minutes).

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves entraîne l'élimination du candidat.

Un candidat ne peut être déclaré admis à l'examen professionnel si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10 sur 20.

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer aux épreuves, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date de l'examen.

La date des épreuves écrites est fixée au mardi 13 décembre 2011.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 6. — Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*

Bruno LONJON.

ARRETE n° 6505 MEF/PEL du 20 septembre 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent technique principal du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4723 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1799 CM du 10 décembre 2008 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'agent technique principal du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est organisé un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent technique principal du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Art. 2. — Les conditions d'accès à l'examen, la nature, le programme des épreuves et la composition du jury sont fixés en application de l'arrêté n° 1799 CM du 10 décembre 2008 modifié susvisé.

L'examen professionnel d'accès au grade d'agent technique principal est ouvert aux agents techniques qui réunissent cinq (5) ans de service effectif dans le grade, non comprise la période de stage, au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est dressée le tableau d'avancement, soit au 31 décembre 2010.

Art. 3. — Les dossiers d'inscription seront disponibles à compter du mercredi 12 octobre 2011 au service du personnel et de la fonction publique, immeuble Papineau, rue Tepano-Jaussen, 4^e étage, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00 - fax : 47 79 25) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

A l'appui du formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir trois enveloppes autocollantes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ou à sa boîte postale, et la photocopie de l'arrêté portant titularisation ou portant intégration dans la fonction publique de la Polynésie française.

L'ouverture des inscriptions est fixée au mercredi 12 octobre 2011 et la date de clôture des inscriptions est fixée au lundi 14 novembre 2011 à 12 heures.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en

considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale, reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à passer l'examen professionnel sera affichée dans les locaux du service du personnel et de la fonction publique et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 4. — L'examen professionnel d'accès au grade d'agent technique principal comporte les épreuves d'admissibilité et d'admission suivantes :

1 - Epreuves d'admissibilité :

- un questionnaire à choix multiple portant sur la culture générale et la grammaire française (durée : 1 heure, coefficient : 1) ;
- une épreuve de mathématiques (durée : 1 heure 30, coefficient : 2) portant sur le programme qui figure à l'article 2-1° de l'arrêté 1799 CM du 10 décembre 2008 modifié.

2 - Epreuve d'admission : un exposé devant le jury portant sur une situation concrète vécue dans le cadre de l'exercice quotidien des fonctions en qualité d'agent technique (durée : 10 minutes) suivi d'un entretien avec le jury (durée : 10 minutes) (coefficient : 2).

Le candidat doit avoir obtenu une moyenne de 10 sur 20 aux épreuves d'admissibilité pour pouvoir se présenter à l'épreuve d'admission.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves est éliminatoire.

Art. 5. — Les candidats autorisés à participer à l'examen professionnel, convoqués individuellement, seront informés du lieu et de la date des épreuves.

Un centre d'examen est ouvert à Papeete.

Art. 6. — La date des épreuves d'admissibilité est fixée au vendredi 9 décembre 2011.

Art. 7. — Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*

Bruno LONJON.

ARRETE n° 6506 MEF/PEL du 20 septembre 2011 modifiant les dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté n° 4189 MEF/PEL du 2 août 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 4327 MEF du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 295 CM du 17 mars 1997 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4189 MEF/PEL du 2 août 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent médico-technique principal du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté n° 4189 MEF/PEL du 2 août 2011 sont ainsi rédigées :

“Art. 5.— Les candidats autorisés à participer à l'examen professionnel, convoqués individuellement seront informés du lieu et de la date de l'épreuve.

Un centre d'examen unique est ouvert à Papeete.”

Art. 2.— Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 4189 MEF/PEL du 2 août 2011 sont ainsi rédigées :

“Art. 6.— La date de l'épreuve écrite est fixée au lundi 3 octobre 2011.”

Art. 3.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service du personnel

et de la fonction publique,

Bruno LONJON.

ARRETE n° 6513 MEF du 21 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay directeur de la direction générale des affaires économiques par intérim.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1374 CM du 14 septembre 2011 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques par intérim pendant les congés de M. Patrice Perrin ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Hervé Duquesnay, directeur des affaires économiques par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— M. Hervé Duquesnay est en outre habilité à signer au nom du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 4° Les ordres de déplacements dans le territoire, n'excédant pas huit jours, des agents placés sous son autorité et les réquisitions de passages et de bagages correspondantes ;
- 5° Les engagements d'un montant inférieur à 5 000 000 F CFP et les liquidations des dépenses du budget de fonctionnement et d'investissement imputées au service ;

- 6° Les engagements et les liquidations des recettes du budget de fonctionnement et d'investissement imputées au service ;
- 7° Les contrats et conventions liés à la gestion courante du service, notamment pour le nettoyage, l'entretien du matériel et la formation des agents du service, et les contrats et conventions relatifs à la réalisation d'études économiques et à l'acquisition d'outils de gestion, dont le montant est inférieur à *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP) ;
- 8° La délivrance des licences d'exportation et d'importation autres que celles relatives aux perles de culture et d'eau douce ;
- 9° La répartition des quotas individuels d'importation aux importateurs suivant les quotas réglementairement ouverts (conférence agricole, produits protégés et suivis,...).

Art. 3.— M. Hervé Duquesnay reçoit délégation de signature pour les correspondances et actes relatifs :

- 1° Aux engagements et aux liquidations des opérations de recettes et de dépenses liées à la gestion des trois fonds spéciaux ci-après dénommés : Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures, Fonds de régulation des prix des hydrocarbures et Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité ;
- 2° Aux dépôts de prix, et à la validation des baisses et augmentations réglementaires liées aux dépôts de prix ;
- 3° A la signature des conventions d'agrément des établissements touristiques et de restauration ;
- 4° Aux engagements et aux liquidations des aides liées aux dispositifs de prêt à l'aménagement, prêt à l'habitat, prêt d'accès à la propriété, prêt incitatif au logement bonifiés par la Polynésie française, ainsi qu'aux dispositifs dénommés prime à l'investissement des ménages et prime au retrait ;
- 5° Aux travaux des commissions administratives dont le secrétariat est assuré par le service ;
- 6° A la signature des cartes professionnelles de démarchage à domicile ;
- 7° Aux amendes administratives prévues par la réglementation économique et à la sanction administrative de taxation à la baisse ;
- 8° Au règlement transactionnel des litiges portant sur des faits constitutifs d'infraction pénale dans les limites fixées par l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié susvisé ;
- 9° Aux autorisations et retraits des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 10° Aux duplicatas de licences de débits de boissons pour toutes les classes ;
- 11° Aux décisions d'autorisation, de refus ou de report relatives aux loteries dont le capital d'émission n'excède pas *un million de francs CFP* (1 000 000 F CFP) ;
- 12° A la préparation des actes et formalités dans le cadre de la tutelle de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers ;
- 13° A l'identification des ressources locales et des secteurs susceptibles d'intéresser des investisseurs ;
- 14° A la promotion de la Polynésie française auprès des investisseurs et à l'apport d'une assistance opérationnelle et administrative ;
- 15° A la participation aux dispositifs incitatifs financiers, fiscaux et matériels mis en œuvre par l'Etat et la Polynésie française ;
- 16° A assurer la gestion et le suivi des dossiers d'agréments fiscaux tels que définis dans la réglementation ;

- 17° A l'instruction des demandes d'avis sollicités par l'Etat dans le cadre de la défiscalisation nationale ;
- 18° Au recueil, auprès des autres services et établissements publics, de la documentation et des informations, notamment économiques et statistiques, nécessaires : à l'élaboration des comptes économiques de la Polynésie française ; au suivi de la conjoncture économique et des mesures de politique économique ; aux synthèses et études économiques, notamment dans le domaine de la prévision et de l'aide à la décision en matière de politique budgétaire ; aux études de faisabilité économique des projets présentés, notamment en matière de reconversion économique.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des affaires économiques par intérim, les délégations de signature consenties à ce dernier sont exercées par Mme Christine Martinez.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Herve Duquesnay et de Mme Christine Martinez, les délégations de signature consenties à ces derniers, à l'exception de celle relative à l'article 3-8° ci-dessus, sont exercées par :

- Mme Madiana Dexter pour les missions attribuées au département "Législation et contentieux" ;
- M. Denis Grellier pour les missions attribuées au département "Développement économique" ;
- M. Frédéric Chanseau, pour les missions attribuées au département "Administration générale et logistique" ;
- M. Teddy Atger pour les correspondances liées aux activités de la cellule "Prix et commerce" ;
- M. Angelo Paie pour les correspondances liées aux activités de la cellule "Fraudes, consommation" ;
- M. Georges Chingue pour toutes les missions attribuées à la cellule "Accompagnement des entreprises et des professionnels" ;
- Mme Hina Vaitoare pour toutes les missions attribuées à la cellule "Accueil consommateurs" ;
- Mme Tevaite Lejeune pour toutes les missions attribuées à la cellule "Promotion des investissements, des exportations et de l'audiovisuel".

En raison de l'éloignement des agents de la direction générale des affaires économiques basés à Raiatea, les délégations consenties au directeur des affaires économiques par intérim sont exercées par M. Jacques Guillots en ce qui concerne les correspondances liées aux activités de contrôles des prix et de la répression des fraudes dès lors qu'elles concernent des entreprises, établissements ou professionnels situés aux îles Sous-le-Vent.

Art. 7.— Le présent arrêté est applicable du 23 septembre 2011 jusqu'au 1er novembre 2011 inclus.

Art. 8.— Le directeur des affaires économiques par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 6593 MEF du 22 septembre 2011 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2008.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 499 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1367 PR/PEL du 24 mars 2011 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2008 ;

Vu l'arrêté n° 3679 MEF/PEL du 15 juillet 2011 modifié portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2008 ;

Vu le procès-verbal d'admission n° 14275 MEF/PEL du 13 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Est déclaré admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2008, M. Jean-Michel Kircher.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2011.
Pierre FREBAULT.

Par arrêté n° 6327 MEF du 16 septembre 2011. — Sont déclarés admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010, dans l'ordre de mérite :

- M. Josley Faana ;
- Mlle Yasmina Brander ;
- Mlle Heidy Rousset ;
- Mlle Poerava Roset ;
- Mlle Vaite Nuupure ;
- M. Julius Mana ;
- Mme Losa Lamataki épouse Masei ;
- Mlle Rinetta Marutaata ;
- Mme Patricia Teriitaumihau épouse Maui ;
- Mlle Inès Teotahi ;
- Mme Jeanne Tamaku épouse Amaru ;
- M. Bill Yu Tim.

Par arrêté n° 6328 MEF du 16 septembre 2011. — Est déclaré admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint d'éducation de classe exceptionnelle du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2010 :

- M. Heimata Doucet.

Par arrêté n° 6329 MEF du 16 septembre 2011. — Sont déclarés admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent technique principal du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009, dans l'ordre de mérite :

- M. Rwan Lequerre ;
- M. Jacky Hanin ;
- M. Tevaearii Tufaunui ;
- M. Maurice Lu Look ;
- Mme Leilani Doucet épouse Teamotuaitau ;
- M. Charley Pambrun ;
- M. Robert Luisen ;
- M. Ludovic Puhetini ;
- M. Jonas Tuahine.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Par arrêté n° 6355 MET du 16 septembre 2011. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara n° 4 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|--|
| 698 | Mlle Hapai Tereaha Ehumoana (bf 2.1.3.1) |
| 698 | Mlle Pipikura Ehumoana (bf 2.1.3.2) |
| 698 | M. Terupe Ehumoana (bf 2.1.3.3) |

Par arrêté n° 6356 MET du 16 septembre 2011. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara (plan n° 39) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités

déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|--|
| 3 911 | Mlle Hapai Tereaha Ehumuana (bf 1.1.3.1) |
| 3 910 | Mlle Pipikura Ehumuana (bf 1.1.3.2) |
| 3 910 | M. Terupe Ehumuana (bf 1.1.3.3) |

Par arrêté n° 6357 MET du 16 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tufaraagiagi (plan n° 7) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|--|
| 1 421 | Mlle Hapai Tereaha Ehumuana (bf 6.2.1) |
| 1 421 | Mlle Pipikura Ehumuana (bf 6.2.2) |
| 1 422 | M. Terupe Ehumuana (bf 6.2.3) |

Par arrêté n° 6358 MET du 16 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara (plan n° 38) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|--|
| 2 399 | Mlle Hapai Tereaha Ehumuana (bf 1.8.1) |
| 2 399 | Mlle Pipikura Ehumuana (bf 1.8.2) |
| 2 399 | M. Terupe Ehumuana (bf 1.8.3) |
| 2 340 | M. Jean-Yves Ehumuana (bf 1.8.1) |
| 2 340 | Mlle Esther Ehumuana (bf 1.8.2) |
| 2 340 | Mlle Diana Ehumuana (bf 1.8.3) |
| 2 340 | M. Henri Ehumuana (bf 1.8.5) |
| 2 340 | Mlle Esméralda Ehumuana (bf 1.8.9) |
| 2 340 | Mlle Anne-Marie Ehumuana (bf 1.8.10) |

Par arrêté n° 6455 MET du 20 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 3 253 | Mlle Félicité Matemoko (bf 1.2.1.1.2) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 1 300 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 3 266 | |

Par arrêté n° 6456 MET du 20 septembre 2011.— Est annulé l'arrêté n° 6026 MET du 8 septembre 2011 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua.

Par arrêté n° 6457 MET du 20 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 25 967 | M. Augustin Matemoko (bf 1.2.1.1.4) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 10 404 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 26 129 | |

Par arrêté n° 6458 MET du 20 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tekerikameri (plan 23) nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Vairea Teaku épouse Teipo (bf 10.6) ;
Indemnité à déconsigner : 22 613 F CFP.

Par arrêté n° 6459 MET du 20 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus, dans la commune de Mahina. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Tepokaiairiki Tohutika (bf 1.1.11.8) ;
Indemnité à déconsigner : 655 F CFP.

Par arrêté n° 6460 MET du 20 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Anoha ou Anoa (plan 58) nécessaire aux travaux de canalisation de la rivière et de reconstruction du pont Vaiatu, dans la commune de Paea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Association Huaai Taiahu Taumihau a Nuupure ;
Indemnité à déconsigner : 366 666 F CFP.

Par arrêté n° 6578 MET du 21 septembre 2011.— L'inscription de la SARL Fenua Tours au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti est radiée à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

L'arrêté n° 298 MEE du 27 juin 2008 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti de la SARL Fenua Tours, est abrogé.

Par arrêté n° 6579 MET du 21 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner en F CFP | Bénéficiaires |
|--------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 47 903 | Mme Maria Taumi (bf 1.9.5.1) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 19 204 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 46 452 | |

Par arrêté n° 6580 MET du 21 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teheo, repérée sous le plan n° 11, nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Tepuku Tepurotu Tuanaa veuve Mariteragi ;

Indemnités à déconsigner : 2 801 710 F CFP.

Par arrêté n° 6581 MET du 21 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Vaiava 1, partie cadastrées sous les références AK 25 et AK 135, nécessaire au projet d'aménagement d'un espace public au PK 18 dans la commune de Punaauia. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Nini Casimir Avaemai ;

Indemnités à déconsigner : 1 742 403 F CFP.

Par arrêté n° 6582 MET du 21 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus, dans la commune de Mahina. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Kiupi Arai ;

Indemnités à déconsigner : 122 F CFP.

Par arrêté n° 6583 MET du 21 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 329 (plan 19) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Willermet Ravatua ;

Indemnités à déconsigner : 327 F CFP.

Par arrêté n° 6584 MET du 21 septembre 2011.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 306 (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Willermet Ravatua ;

Indemnités à déconsigner : 6 323 F CFP.

Par arrêté n° 6585 MET du 21 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner en F CFP | Bénéficiaires |
|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 3 253 | M. Aniketo Matemoko (bf 1.2.1.1.1.1) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 1 300 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 3 266 | |
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 3 253 | Mlle Marie Matemoko (bf 1.2.1.1.1.4) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 1300 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 3 266 | |
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 3 253 | M. Pierre Matemoko (bf 1.2.1.1.1.5) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 1 300 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 3 266 | |
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 3 253 | Mlle Laina Matemoko (bf 1.2.1.1.1.6) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 1 300 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 3 266 | |

Par arrêté n° 6586 MET du 21 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner en F CFP | Bénéficiaires |
|--------------------------------|-----------------------------------|--|
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 6 506 | Mme Nuupere Tetiarahi (bf 1.2.1.1.1.u) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 2 595 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 6 533 | |

Par arrêté n° 6587 MET du 21 septembre 2011.— Est déconsignée une partie des indemnités relatives aux terres Kiritaga 2 (plan n° 4), Hurihaga-Take Take (plan n° 5) et Hurihaga-Kura (plan n° 6) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Pukarua. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner en F CFP | Bénéficiaires |
|--------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| Kiritaga 2 (plan n° 4) | 47 902 | Mme Maria Tepua Tautu (bf 1.9.5.6) |
| Hurihaga-Take Take (plan n° 5) | 19 204 | |
| Hurihaga-Kura (plan n° 6) | 46 452 | |

MINISTERE DES RESSOURCES MARINES

Par arrêté n° 6310 MRM du 15 septembre 2011.— Conformément à l'article 13 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 modifié relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, ainsi qu'aux modalités de leur octroi, une aide individuelle est octroyée à la personne suivante :

Poti marara : matériel de sécurité.

- Hubert Oopa : 80 000 F CFP.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 652-3, centre de travail 734-F.

Par arrêté n° 6352 MRM du 15 septembre 2011.— Les stagiaires de la 19e promotion nommés ci-dessous ont suivi avec succès la formation perfectionnement à la greffe 2011 dispensée par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture.

Il s'agit de Vaitiare Ami, Moea Clark, Benoît Ganahoa, Noémie Temarii, Eddy Mare, Marama Roo, Tetauuru Hatitio.

Les stagiaires de la 20e promotion nommés ci-dessous ont suivi avec succès à la formation perliculture 2010-2011 dispensée par le Centre des métiers de la nacre et de la perliculture.

Il s'agit de Lisiane Dulin, Vaiani Flores, Hélène Manafenuaroa, Jean-Pierre Manafenuaroa, Honoura Tehau, Hinau Tehiva, Mere Tevaria, Raroua Tevaria, Josiane Tinirau, Tamahaumea Tuhei-Faahu.

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE n° 6568 MEJ du 21 septembre 2011 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) organisées par l'organisme de formation Niyati plongée.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2009-40 APF du 23 juillet 2009 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les établissements qui organisent la pratique de la randonnée aquatique dite snorkeling ;

Vu la délibération n° 2009-41 APF du 23 juillet 2009 portant création de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1623 CM du 23 septembre 2009 relatif à l'organisation et aux conditions de préparation et de délivrance de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'agrément n° 2-2011 OF/ACPASRA délivré le mardi 30 août 2011 par le service de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA), organisées par l'organisme de formation Niyati plongée, est fixée comme suit :

Président du jury : le chef du service de la jeunesse et des sports, ou son représentant.

Technicien reconnu pour ses compétences dans l'activité concernée :

- M. Christophe Ciccullo, titulaire du BEES 2e degré option Plongée subaquatique, formateur de secourisme fédéral de la FFESSM et de la compétence Anteor.

Directeur du stage :

- Mme Valérie Houchard Stoessel, titulaire du BEES 2e degré option Plongée subaquatique, titulaire de la compétence Anteor délivrée par la FFESSM.

Art. 2. — Le jury est nommé pour la durée de l'agrément accordé à l'organisme de formation Niyati plongée.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Tauhiti NENA.

Par arrêté n° 6441 MEJ du 19 septembre 2011. — Il est attribué aux étudiants dont les noms suivent :

- Alida Flores, née le 25 avril 1989 ;
- Heitea Huteau, née le 25 mai 1993 ;
- Huiata Christian Mahaa, né le 22 juillet 1990 ;
- Poema Bélinda Taharia, née le 5 juin 1989 ;
- Thalysa Hiriata Taiore, née le 10 mars 1990 ;
- Robert Tehevini, né le 11 septembre 1993 ;
- Floronos Teiro, né le 5 octobre 1990 ;
- Jim Teiki Kommer, né le 16 juin 1991 ;
- Heimanarii Yee On, né le 17 mai 1992,

pour l'année universitaire 2011-2012, un logement au centre d'hébergement pour étudiants de Outumaoro, au vu de la vacance de logements en cours d'année et vu l'urgence.

MINISTRE DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT

Par arrêté n° 6453 MAA du 20 septembre 2011. — Le transfert de la location du lot n° 2 d'une superficie de 2 hectares 93 ares 53 centiares dépendant de la terre domaniale dénommée Moai-Faretai-Ofaimataamo-Mahutoa-Pouau, référencée PV n° 16 et n° 20, sise à Vaiaau, commune de Tumaraa, île de Raiatea, est autorisé au profit de Mme Emma Florence Chin Hen Wai épouse Tupuaiooro, à des fins agricoles.

La présente location est consentie à compter du 1er octobre 2011 et ce, pour le temps restant à courir dans le bail du 15 mai 2009 conclu entre la Polynésie française et M. Chen Fong Lyn Chin Hen Wai, soit jusqu'au 3 mars 2017.

Le loyer annuel est fixé à *vingt-neuf mille trois cent cinquante-trois francs CFP* (29 353 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, les loyers dus pour occupation sans autorisation correspondant à la période du 1er janvier jusqu'au 30 septembre 2011, seront payables au moment de la signature de l'acte et seront calculés sur la base du nouveau loyer d'un montant de *vingt-neuf mille trois cent cinquante-trois francs CFP* (29 353 F CFP) par an.

L'arrêté n° 10 MEA du 13 janvier 2000 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 2 dépendant de la terre domaniale dénommée Moai-Faretai-Ofaimataamo-Mahutoa-Pouau, sise à Vaiaau, référencée PV n° 16 et n° 20, commune de Tumaraa, à Raiatea, à des fins agricoles, au profit de M. Chen Fong Lyn Chin Hen Wai, est abrogé.

Le bail en date du 15 mai 2009 conclu entre la Polynésie française et M. Chen Fong Lyn Chin Hen Wai relatif au renouvellement de la location du lot n° 2 dépendant de la terre domaniale dénommée Moai-Faretai-Ofaimataamo-Mahutoa-Pouau, sise à Vaiaau, référencée PV n° 16 et n° 20, commune de Tumaraa, à Raiatea, d'une superficie de 2 hectares 99 ares 53 centiares à des fins agricoles, est résilié au terme de la période correspondant au paiement du dernier loyer, soit le 31 décembre 2010.

MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA SOLIDARITE

ARRETE n° 6594 MSS du 22 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Maurice Yune, directeur de la santé par intérim et à certains agents de la direction de la santé.

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées dans chaque archipel à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées, notamment son annexe, point 25 ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1352 CM du 9 août 2010 portant nomination de M. le docteur Dominique Marghem en qualité de directeur de la santé ;

Vu la demande de congé du docteur Dominique Marghem, directeur de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1396 CM du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Maurice Yune en qualité de directeur de la santé par intérim pour la période du 17 septembre au 12 octobre 2011 inclus ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 5236 PR/CM du 2 septembre 2011 relative à la réforme du régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

TITRE 1er - DELEGATION DE SIGNATURE AU CHEF DE SERVICE

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Maurice Yune, directeur de la santé par intérim, à effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du ministre de la santé, les actes courants, correspondances et avis adressés :

- aux services et établissements relevant du ministère en charge de la santé ;
- aux services et établissements relevant des autres ministères ;
- aux autres administrations telles que les établissements publics, les services de l'Etat, les communes ;
- aux usagers du service pour l'instruction de dossiers les intéressant ;
- aux organismes privés : associations, syndicats, ordres, etc. ;
- et les communiqués et avis officiels adressés à la presse écrite et audiovisuelle.

Art. 2.— M. Maurice Yune est en particulier habilité à signer les actes ci-après détaillés :

2 - A - Dans le domaine des missions générales de la direction de la santé

- 1° Admissions dans les formations hospitalières relevant de la direction de la santé ;
- 2° Délivrance de certificats de vaccinations ;
- 3° Exercice du contrôle sanitaire aux frontières ;
- 4° Scolarité et examens des élèves de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault ;
- 5° Evacuations sanitaires ;

- 6° Tout acte relatif à la mise en œuvre du dépistage gratuit des cancers gynécologiques ;
- 7° Habilitation des personnes chargées de mener les consultations sociales prévues dans le cadre de l'interruption volontaire de grossesse ;
- 8° Délivrance, suspension ou retrait de l'agrément nécessaire aux transports sanitaires ;
- 9° Conventions d'accueil de stagiaires avec les établissements scolaires situés en Polynésie française et avec les établissements de santé ;
- 10° Conventions de stage pour les étudiants de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault et conventions d'accueil en stage pour les étudiants en soins infirmiers ou aides-soignants en provenance de France métropolitaine ou de Nouvelle-Calédonie souhaitant effectuer leur stage dans un établissements de santé en Polynésie française ;
- 11° Conventions nécessaires à la mise en œuvre des consultations de spécialistes dans les archipels ;
- 12° Conventions de coopération avec le CHPF ou autres établissements de santé.

2 - B - Dans le domaine de la planification et de l'organisation des soins

Tous actes relatifs aux domaines suivants, dans la limite des attributions dévolues :

- 1° Régulation de l'offre de soins ;
- 2° Sécurité sanitaire, qualité des soins et évaluation ;
- 3° Enregistrement des diplômes, titres ou certificats des professionnels de santé ;
- 4° Gestion des risques et exercice du contrôle aux frontières liés aux produits de santé ;
- 5° Documents prévus par les conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes ;
- 6° Administration du régime des autorisations ;
- 7° Visites de conformité ou de contrôle et inspections ;
- 8° Schéma d'organisation sanitaire.

2 - C - Dans le domaine de la veille sanitaire

Tous actes relatifs aux domaines suivants, dans la limite des attributions dévolues :

- 1° Alertes sanitaires, investigations des épidémies, surveillance des maladies ;
- 2° Mise en œuvre du règlement sanitaire international.

2 - D - Dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité publique

Tous actes relatifs aux domaines suivants, dans la limite des attributions dévolues :

- 1° Lutte anti-vectorielle ;
- 2° Hygiène de l'environnement ;
- 3° Hygiène alimentaire ;
- 4° Hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouage et instituts de beauté.

2 - E - Dans le domaine de l'information sanitaire

Tous actes relatifs aux domaines suivants, dans la limite des attributions dévolues :

- 1° Registre du cancer ;
- 2° Enregistrement des certificats de décès.

2 - F - Dans le domaine de la gestion du personnel

- 1° Propositions de réduction ou de bonification pour les avancements à l'ancienneté, de changement de grade ou de changement de groupe ;
- 2° Notations ;
- 3° Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- 4° Réquisitions de transport et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif tels les arrêtés ou contrats ;
- 5° Autorisations d'absence à l'exception des autorisations d'absence accordées pour participation à des rencontres sportives ou culturelles de haut niveau, et de celles accordées aux agents de l'administration candidats aux élections ;
- 6° Congés de toute nature ;
- 7° Suspension et réintégration après suspension de contrat de travail pour raison de santé ;
- 8° Etablissement et traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail ou aux arrêts de travail ;
- 9° Sanctions disciplinaires : avertissement et blâme ;
- 10° Nomination des surveillants pour les personnels paramédicaux exerçant les fonctions de surveillant ;
- 11° Changement d'affectation au sein de la direction de la santé ;
- 12° Certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures et toxiques ;
- 13° Organisation des visites médicales ;
- 14° Certificats de travail et toutes attestations prévus par la réglementation sociale, exceptées les attestations de salaire ;
- 15° Certificats de prise de fonction, de réintégration, de cessation de fonction ou attestations de travail ;
- 16° Opérations de certification de services faits ;
- 17° Réquisition du personnel pour assurer la continuité du service.

2 - G - Dans le domaine de la gestion des crédits alloués

- 1° Engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- 2° Liquidation des recettes ;
- 3° Engagement et liquidation des réquisitions de transport à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ;
- 4° Engagement et liquidation des réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française pour les personnels placés sous son autorité ;
- 5° Certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures et toxiques ;
- 6° Remboursement des frais liés aux accidents du travail ;
- 7° Actes de procédure ayant trait à la passation des marchés publics ;
- 8° Demandes de virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;
- 9° Contrats et conventions relatifs à l'exercice de compétences dévolues à la direction de la santé ;
- 10° Etats liquidatifs récapitulatifs des honoraires des médecins dans le cadre du dépistages des cancers gynécologiques ;
- 11° Certification du service fait ;
- 12° Arrêtés d'indemnités kilométriques.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maurice Yune, les délégations citées aux articles 1er et 2 sont dévolues, nonobstant l'application des titres II et III ci-dessous, à M. le docteur Xavier Malatre, responsable du département planification et organisation des soins.

TITRE II - DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DE DEPARTEMENTS ET A CERTAINS AGENTS DE L'ECHELON CENTRAL

Art. 4.— Sans préjudice de la délégation conférée à M. Maurice Yune, les responsables et certains agents de l'échelon central ci-dessous désignés reçoivent délégation de signature dans le domaine de la gestion du personnel placé sous leur autorité pour les propositions de notations, l'établissement et le traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail, l'établissement des certificats de prise de fonction, de réintégration ou de cessation de fonction pour les personnels placés sous son autorité.

Délégation est ainsi donnée à :

- M. le docteur Xavier Malatre, responsable du département de planification et d'organisation des soins ;
- Mme le docteur Maire Tuheiava, responsable du département des programmes de prévention ;
- M. le docteur Henri-Pierre Mallet, responsable de la veille sanitaire ;
- Mme Ghislaine Sider, responsable du bureau des affaires juridiques ;
- M. Yves Bessodes, responsable du département administratif et financier.

Art. 5.— Sans préjudice de la délégation conférée à M. Maurice Yune, les responsables de départements ou de bureaux et certains agents de l'administration centrale peuvent signer, dans la limite de leurs domaines d'attributions, les actes courants, correspondances et avis adressés aux :

- services et établissements relevant du ministère en charge de la santé ;
- services et établissements relevant des autres ministères ;
- aux usagers du service pour l'instruction de dossier les intéressant ;
- ainsi que les actes nécessaires à l'instruction des affaires relevant de leurs domaines d'attribution respectifs énumérés ci-après :

4 - A - Département de planification et d'organisation des soins - DPOS

a) M. le docteur Xavier Malatre, responsable du département planification et organisation des soins, reçoit délégation de signature dans les domaines suivants :

- l'organisation de l'offre de soins ;
- la sécurité sanitaire, la qualité des soins et l'évaluation ;
- l'enregistrement des diplômes, titres ou certificats des professionnels de santé ;
- la gestion des risques et exercice du contrôle aux frontières liés aux produits de santé ;
- les documents prévus par les conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes ;
- le régime des autorisations ;
- les visites de conformité ou de contrôle et les inspections.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malatre, lesdites délégations sont dévolues dans les mêmes conditions à M. le docteur Jean Sarda.

b) Mme Carole Gombert, docteur en pharmacie, reçoit délégation de signature dans les domaines suivants :

- la gestion des risques et l'exercice du contrôle aux frontières liés aux produits de santé ;
- les documents prévus par les conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes ;
- le régime des autorisations ;

c) Mme Sylvianne Gougeon, inspectrice sanitaire, reçoit délégation de signature dans le domaine suivant :

- l'enregistrement des diplômes, titres ou certificats des professionnels de santé .

4 - B - Département des programmes de prévention - DPP

Mme le docteur Maire Tuheiava, responsable du département des programmes de prévention, reçoit délégation de signature dans les domaines suivants :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- états liquidatifs récapitulatifs des honoraires des médecins dans le cadre du dépistage des cancers gynécologiques ;
- certification du service fait ;
- registre du cancer ;
- enregistrement des certificats de décès.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme le docteur Maire Tuheiava, lesdites délégations sont dévolues dans les mêmes conditions à Mme Maeva Veccella.

4 - C - Bureau de la veille sanitaire - BVS

M. le docteur Henri-Pierre Mallet, responsable du bureau de la veille sanitaire, reçoit délégation de signature dans le domaine de la veille sanitaire :

- alertes sanitaires, investigations des épidémies, surveillance des maladies ;
- mise en œuvre du règlement sanitaire international.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Henri-Pierre Mallet, les dites délégations sont dévolues dans les mêmes conditions à Mme le docteur Maire Tuheiava.

4 - D - Bureau des ressources humaines et de la formation - BRHF

4 - E - Département administratif et financier - DAF

M. Yves Bessodes, responsable du département administratif et financier, reçoit délégation de signature, dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP* ;
- liquidation des recettes ;
- demandes de virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;

- contrats et conventions relatifs à l'exercice de compétences dévolues à la direction de la santé dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- engagement et liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *dix millions de francs CFP* ;
- actes de procédure ayant trait à la passation des marchés n'excédant pas *trente millions de francs CFP* ;
- états liquidatifs récapitulatifs des honoraires des médecins dans le cadre du dépistage des cancers gynécologiques ;
- certification du service fait.

TITRE III - DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES ET A CERTAINS AGENTS DE L'ECHELON DECONCENTRE

Art. 6.— Sans préjudice de la délégation conférée à M. Maurice Yune, les responsables et certains agents de l'échelon déconcentré ci-dessous désignés, peuvent signer divers actes relevant de leurs domaines d'attribution respectifs énumérés ci-après.

5 - A - Délégation générale

Les responsables des structures déconcentrées de la direction de la santé reçoivent délégation de signature pour signer les actes courants, correspondances et avis adressés aux :

- services et établissements relevant du ministère en charge de la santé ;
- services et établissements relevant des autres ministères ;
- aux usagers du service pour l'instruction de dossiers les intéressant ;
- aux autres administrations telles que les établissements publics, les communes ;
- ainsi que les actes nécessaires à l'instruction des affaires relevant de leurs domaines d'attribution respectifs énumérés ci-après :

Dans le domaine des missions générales de la direction de la santé :

- conventions d'accueil de stagiaires avec les établissements scolaires situés en Polynésie française et avec les établissements de santé.

Dans le domaine de la gestion du personnel :

- proposition de notation ;
- ordres de déplacement et réquisitions de transports à l'intérieur de la Polynésie française des personnels placés sous leur autorité ;
- réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif tels les arrêtés ou contrats ;
- établissement et traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail ;
- organisation des visites médicales ;
- établissement des certificats de prise de fonction, de réintégration ou de cessation de fonction ;
- réquisition du personnel pour assurer la continuité du service.

Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- liquidation des recettes ;
- engagement et liquidation des réquisitions de transport à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ;
- engagement et liquidation des réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures et toxiques ;
- certification du service fait.

Délégation est ainsi donnée à :

- Mme le docteur Vaea Terorotua, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène et santé scolaire, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Ariane Caradec ;
- Mme le docteur Laurence Bonnac-Theron, responsable du Centre d'aide médico-sociale précoce, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Vaiana Samg Mouit ;
- Mme le docteur Patricia Giraud, responsable du Centre de consultations spécialisées en protection maternelle et infantile, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Chantal Morin ;
- Mme le docteur Anita Vabret, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène mentale infanto-juvénile, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. le docteur Jean-Marie Poulain ;
- M. le docteur Christian Sueur, responsable de l'établissement d'hospitalisation de jour en pédopsychiatrie, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mlle Laetitia Roger ;
- Mme le docteur Marie-Françoise Brugiroux, responsable du Centre de consultations spécialisées en alcoologie et toxicomanie, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Tatiana Nouveau ;
- M. le docteur Jean-François Mercier, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène dentaire, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. le docteur Henri Lhomond, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Mme Sylvana Klima reçoit délégation en ce qui concerne les réquisitions de transport de biens à l'intérieur de la Polynésie française ;
- Mme Glenda Melix, responsable du Centre d'hygiène et de salubrité publique, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Frédéric Jacquet, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier à M. Stéphane Loncke ;
- Mme le docteur Sandrine Lot, docteur en pharmacie, responsable de la pharmacie d'approvisionnement, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Nathalie Lehartel, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Jérôme Plogin ;
- M. Emmanuel Maillar, responsable du service biomédical, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Alexis Chungues ;
- M. Tam Léon Nguyen Cong Trang, directeur de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Geneviève Thorel et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Tauira Kung-Picard ;

- M. le docteur Thierry Beylier, responsable de la subdivision santé des îles Sous-le-Vent, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. le docteur Jean Gallon ;
- M. Aito Taharia, responsable de la subdivision santé des îles Marquises, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Véronique Tamarii ;
- Mme Patricia Anania, responsable de la subdivision santé des îles Australes, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Mathias Ellacott ;
- M. le docteur Francis Spaak, responsable de la subdivision santé des îles Tuamotu-Gambier, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. le docteur Eric Leblois ;
- M. le docteur Philippe Biarez, responsable des formations sanitaires de Moorea-Maiao, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Tiahani Pellissier, responsable ressources ;
- M. Christophe Robert, directeur de l'hôpital de Uturoa, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Marie-Pierre Tefaaana, surveillante générale de l'hôpital de Uturoa ;
- M. Aito Taharia, responsable de l'hôpital de Taiohae par intérim, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Constant Taea ;
- M. Charles Marty, directeur de l'hôpital de Taravao ;
- M. le docteur Jérôme Debacre, responsable des formations sanitaires de Tahiti Nui.

5 - B - Délégations particulières

En plus de ces délégations, certains responsables reçoivent en outre des délégations complémentaires en raison d'attributions spécifiques :

5 - B - a - Certains responsables de centres de consultations spécialisées :

Reçoivent délégation de signature pour la délivrance de certificats de vaccinations :

- Mme le docteur Vaea Terorotua, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène et santé scolaire, et en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme le docteur Ariane Caradec ;
- Mme le docteur Patricia Giraud, responsable du Centre de consultations spécialisées en protection maternelle et infantile ;
- Mme le docteur Laurence Bonnac-Theron, responsable du Centre d'aide médico-sociale précoce ;
- Mme le docteur Marie-Françoise Brugiroux, responsable du Centre de consultations spécialisées en alcoologie et toxicomanie ;
- et M le docteur Ngoc Lam Nguyen, médecin du Centre de référence de vaccinations internationales (fièvre jaune et vaccins assimilés).

5 - B - b - La responsable du Centre d'hygiène et de salubrité publique

- a) Mme Glenda Melix reçoit délégation de signature dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité publique pour tous actes relatifs aux domaines ci-après énumérés, dans la limite des attributions dévolues :

- mise en œuvre du règlement sanitaire international ;
- lutte anti-vectorielle ;
- hygiène de l'environnement ;
- hygiène alimentaire ;
- hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouages et instituts de beauté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Glenda Melix, lesdites délégations sont exercées par M. Frédéric Jacquet, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par M. Stéphane Loncke.

Par ailleurs, M. Frédéric Jacquet, inspecteur de santé publique vétérinaire, reçoit délégation de signature dans le domaine de la pharmacie vétérinaire.

M. Ronald Chavez, responsable du bureau des permis de construire et d'assainissement individuel reçoit délégation de signature pour les actes relatifs à l'instruction des demandes de permis de construire et de délivrance des certificats de conformité des maisons d'habitation individuelles. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la délégation qui lui est attribuée est transférée à M. Roy Bopp.

Sans préjudice de la délégation conférée à M. Ronald Chavez, Mlle Poerava Chapman, M. Roy Bopp et M. Vaitau Haerehoe reçoivent délégation de signature pour les actes relatifs à la délivrance des certificats de conformité des maisons d'habitation individuelles.

Mlle Weena Potier reçoit délégation de signature pour les actes relatifs à l'instruction des demandes de permis de construire et de délivrance des certificats de conformité des maisons d'habitation individuelles pour ce qui concerne les communes de Taiarapu-Est et Taiarapu-Ouest.

5 - B - c - La responsable de la pharmacie d'approvisionnement

Mme le docteur Sandrine Lot, responsable de la pharmacie d'approvisionnement, et en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme le docteur Nathalie Lehartel, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Jérôme Plogin reçoivent délégation de signature pour l'engagement et la liquidation de toutes les dépenses pharmaceutiques ou de dispositifs médicaux dont le montant n'excède pas *trente millions de francs CFP*.

5 - B - d - Le responsable du service biomédical

M. Emmanuel Maillar, responsable du service biomédical, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Alexis Chungues reçoivent délégation de signature pour l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP*.

5 - B - e - Les subdivisionnaires "santé" des archipels et responsables de formations sanitaires

Pour :

- la délivrance de certificats de vaccination ;
- les évacuations sanitaires ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP*.

et pour tous actes relatifs à :

- la lutte anti-vectorielle ;
- l'hygiène de l'environnement ;
- l'hygiène alimentaire ;
- l'hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouages et instituts de beauté.

Délégation de signature est donnée à :

- M. le docteur Jérôme Debacre, responsable des formations sanitaires de Tahiti Nui ;
- M. le docteur Thierry Beylier, responsable de la subdivision santé des îles Sous-le-Vent, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. le docteur Jean Gallon ;
- M. Aito Taharia, responsable de la subdivision santé des îles Marquises, et en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Véronique Tamarii ;
- Mme Patricia Anania, responsable de la subdivision santé des îles Australes, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Mathias Ellacott ;
- M. le docteur Francis Spaak, responsable de la subdivision santé des îles Tuamotu-Gambier, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. le docteur Eric Leblois ;
- M. le docteur Philippe Biarez, responsable des formations sanitaires de Moorea-Maiao, et en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Tiahani Pellissier, responsable ressources.

M. le docteur Philippe Biarez, et en cas d'absence ou d'empêchement, M. Tiahani Pellissier, reçoivent en outre la délégation complémentaire suivante :

- admissions à l'hôpital d'Afareaitu.

Sans préjudice de la délégation accordée aux responsables de subdivision, délégation est également accordée à M. le docteur Daniel Houillon, des Marquises Sud de la subdivision santé de l'archipel des Marquises dans le domaine des missions générales de la direction de la santé pour :

- la délivrance de certificats de vaccination ;
- es évacuations sanitaires.

Sans préjudice de la délégation accordée aux responsables des subdivisions, délégation est également accordée dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité publique à :

- M. Romain Boudet, pour la subdivision santé des îles Sous-le-Vent ;
- M. Serge Itchner, pour les Marquises Sud de la subdivision santé des îles Marquises ;
- M. Mathias Ellacott, pour la subdivision santé des îles Australes ;
- Mlle Ravahere Pambrun, pour les formations sanitaires de Moorea-Maiao.

5 - B - f - Les directeurs des hôpitaux périphériques

M. Christophe Robert, directeur de l'hôpital de Uturoa, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Mme Marie-Pierre Tefaaana, surveillante générale de l'hôpital de Uturoa, reçoit délégation de signature dans les domaines suivants :

- l'admission dans la structure hospitalière de son ressort ;
- les évacuations sanitaires ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP* ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP*.

M. Aito Taharia, responsable de l'hôpital de Taiohae par intérim, et en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, M. Constant Taea, régisseur et M. Charles Marty, directeur de l'hôpital de Taravao, reçoivent délégation de signature dans les domaines suivants :

- l'admission dans la structure hospitalière de leur ressort ;
- les évacuations sanitaires ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP* ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP*.

5 - C - Le gestionnaire du centre de la mère et de l'enfant

M. Walter Selam, gestionnaire du Centre de la mère et de l'enfant, reçoit délégation de signature dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- liquidation des recettes ;
- certification des états liquidatifs d'indemnités de salissures et toxiques ;
- engagement et liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- certification du service fait.

Art. 7. — M. Maurice Yune reçoit délégation pour certifier le caractère exécutoire des actes ou décisions signés dans les matières énumérées au présent arrêté.

Art. 8. — Le directeur de la santé par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2011.

Charles TETARIA.

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT ET DE LA FAMILLE

ARRETE n° 6595 MCA du 22 septembre 2011 autorisant Belona Mou et Tamara Maric à effectuer une opération archéologique préventive au marae Ta'ata, sis au PK 19 de la commune de Paea, sur l'île de Tahiti, archipel de la Société.

Le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1694 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment ses articles D. 154-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 modifiée relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 1620 CM du 24 novembre 2000 portant organisation et fonctionnement du service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'avis favorable de la commission des sites et monuments naturels en date du 2 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Belona Mou et Tamara Maric sont autorisées à effectuer des sondages archéologiques concomitamment à la campagne de restauration et à l'aménagement paysager du marae Ta'ata, sis au PK 19 de la commune de Paea, sur l'île de Tahiti, archipel de la Société.

Art. 2. — Cette autorisation est donnée pour une période allant du 19 septembre au 31 octobre 2011.

Art. 3. — Ces sondages archéologiques sont conduits sous le contrôle de la cellule archéologie du service de la culture et du patrimoine.

Art. 4. — La liste détaillée de l'ensemble des vestiges exhumés à l'occasion de cette opération, sera établie dès la fin des travaux de terrain et conservée au service de la culture et du patrimoine.

Art. 5. — Le rapport final sera remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux aux formats papier et numérique, au plus tard 6 mois à compter du terme de l'opération.

Art. 6. — Les vestiges mobiliers découverts seront remis au dépôt de fouille au service de la culture et du patrimoine.

Art. 7. — A des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments, des vestiges lithiques et des vestiges de faune et de flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire mentionnant ses conditions et les délais de diffusion des résultats scientifiques, octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Art. 8. — Le présent arrêté peut être immédiatement annulé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2011.
Chantal TAHIATA.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
ET DE LA FORÊT**

ARRETE n° 6567 MAE du 21 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexandre Vodicka directeur de cabinet auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 1695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président du gouvernement et des membres du gouvernement fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 2676 PR du 20 septembre 2011 portant nomination de M. Alexandre Vodicka en qualité de directeur de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 1939 PR du 5 mai 2011 portant nomination de M. Gilbert Guido en qualité de conseiller technique ;

Vu l'arrêté n° 2438 PR du 7 juillet 2011 portant nomination de M. Jean Theron en qualité de conseiller technique ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, dans la limite de ses attributions, tous actes et correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- tous actes, correspondances et bordereaux relatifs à la gestion des services et établissements relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, adressés aux services administratifs, aux établissements publics, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;
- tous actes se rapportant à la signature des contrats ou conventions liées à la gestion courante du cabinet et des services placés sous l'autorité ou la tutelle du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet, à l'effet de procéder au nom du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, dans la limite de ses attributions, aux actes de gestion suivants concernant le personnel relevant du cabinet du ministère :

- congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- notation et proposition d'avancement du personnel en position de détachement ou de mise à disposition auprès du cabinet ;
- sanctions disciplinaires suivantes : avertissements, blâmes, mises à pieds d'une durée inférieure à 8 jours avec retenue partielle ou totale de salaire ;
- ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française des membres de cabinet.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet, à l'effet de procéder au nom du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, dans la limite de ses attributions, aux actes de gestion se rapportant :

- aux ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française, pour les chefs de services et les directeurs des établissements relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;
- aux ordres de déplacements à l'intérieur de la Polynésie française d'une durée supérieure à six (6) jours des agents des services et établissements relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.

Art. 4.— Délégation de signature est donnée à M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, dans la limite de ses attributions, les engagements, les liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives des dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.

Art. 5.— M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet, est habilité à certifier le caractère exécutoire des actes réglementaires pris par le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, dans la limite de ses attributions.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexandre Vodicka, directeur de cabinet, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par M. Jean-Paul Theron, conseiller technique auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Gilbert Guido, conseiller technique auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Art. 7.— L'arrêté n° 3683 MAE du 18 juillet 2011 est abrogé.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2011.
Kalani TEIXEIRA.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

DECISION n° 2011-05 CESC du 12 septembre 2011 portant modification n° 2 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2011.

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2011-5 APF du 11 février 2011 modifiée portant approbation du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2011 ;

Vu la lettre n° 966-11 CESC du 8 septembre 2011 portant convocation des membres de la commission du budget ;

Vu la lettre n° 967-11 CESC du 9 septembre 2011 portant convocation en séance plénière des membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 septembre 2011,

Décide :

Article 1er.— Le budget de fonctionnement du Conseil économique, social et culturel pour l'exercice 2011 est modifié comme suit :

En Recette

| Chap. | Art. | Intitulé | Montant (en F CFP) |
|--------------------|------|--|--------------------|
| 960 | 7412 | Dotation globale forfaitaire de la Polynésie française | 40 000 000 |
| Total chapitre 951 | | | 40 000 000 |

En dépense

| Chap. | Art. | Intitulé | Montant (en F CFP) |
|--------------------|------|---|--------------------|
| 960 | 653 | Indemnités, vacation et frais de missions des membres | 40 000 000 |
| Total chapitre 900 | | | 40 000 000 |

Art. 2.— La présidente du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2011.

Le secrétaire,
Hanny TEHAAMATAI.

La présidente,
Raymonde RAOULX.

ACTES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

DECISION n° 27-11 CHPF/D Portant délégation de signature à Mme Claude Colliot-Fanaura directrice des soins.

Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française, et notamment l'article 20 ;

Vu l'arrêté n° 689 CM du 27 juin 2008 portant nomination de M. Louis Rolland en qualité de directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 27 CHPF du 18 septembre 2006 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 116-08 CHPF/PCA du 29 juillet 2008 portant délégation de pouvoir du président du conseil d'administration au directeur ;

Vu la décision n° 30-08 CHPF/D du 15 septembre 2008 nommant Mme Chantal Vanson Grandjacquot cadre supérieur de médecine ;

Vu la décision n° 03-09 CHPF/D du 12 mai 2009 nommant M. Georges Canova cadre supérieur de psychiatrie ;

Vu les décisions de nomination des autres cadres supérieurs,

Décide :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Claude Colliot-Fanaura, directrice des soins, à l'effet de signer, au nom du directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française, les actes courants et les correspondances adressées :

- aux autres directions et services du Centre hospitalier ;
- aux autres administrations ;
- aux usagers ;
- aux personnels du Centre hospitalier de la Polynésie française,

dans le cadre des missions dévolues à la direction des soins.

Sont expressément exclues de la présente délégation les correspondances destinées :

- au ministre de tutelle du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- au président du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- aux administrateurs du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- au président de la commission médicale d'établissement ;
- au commissaire du gouvernement du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- au directeur de l'Etablissement grand travaux ;
- au directeur de Caisse de prévoyance sociale ;
- aux présidents des organes de gestion et d'administration des différents régimes sociaux gérés par la Caisse de prévoyance sociale ;
- aux organisations syndicales et leurs représentants au sein de l'établissement ;
- aux organismes de presse.

Sont par ailleurs exclus de la présente délégation les actes courants suivants :

- les notes de services ;
- les décisions de nomination et d'affectation des personnels ;
- les marchés et contrats.

Art. 2.— Mme Claude Colliot-Fanaura est en outre habilitée à signer au nom du directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° La notation primaire des agents relevant de la direction des soins ;
- 3° La convocation des agents dans le cadre des procédures disciplinaires et l'attribution des sanctions jusqu'à l'avertissement écrit ;
- 4° Les notes d'information ;
- 5° Visa préalable des demandes de renouvellement de contrat avant transmission à la direction des ressources humaines ;
- 6° L'organisation et l'établissement du planning des gardes des agents placés sous son autorité ;
- 7° Les propositions d'affectation des personnels paramédicaux ;
- 8° Les attestations de remise du compte rendu d'audience tenues par le juge des libertés et de la détention dans le département de psychiatrie.

Art. 3.— Mme Claude Colliot-Fanaura est en particulier habilitée à signer au nom du directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française les correspondances relatives aux matières suivantes :

- 1° Accueil des stagiaires des instituts de formation paramédicaux ou aux carrières sanitaires ;
- 2° Accueil et échanges avec les postulants à un emploi paramédical au CHPF ;
- 3° Promesse d'embauche, sous réserve de raccord préalable écrit du directeur des ressources humaines ;
- 4° Modalités d'exécution de la convention n° 2 CHPF du 18 avril 2009 ;
- 5° Saisine du juge des libertés et de la détention pour le maintien en hospitalisation complète des patients séjournant en département de psychiatrie.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme. Claude Colliot-Fanaura, délégation est donnée à Mlle Maeva Corbaz, directrice adjointe des soins, pour signer les actes et correspondances prévus aux articles 1,2 et 3 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de Maeva Corbaz, délégation est donnée à Mme Chantal Vanson, Mme Anne Guillaume, Mme Marie-Line Simon, Mme Florence Tulle et M. Bruno Duclos pour signer, chacun en ce qui le concerne et

pour les dossiers et les personnels dont ils ont la charge, les actes et correspondances prévus aux articles 2.1,2.2, 2.3, 2.6 et 3.1.

M. Georges Canova, cadre supérieur de santé du département de psychiatrie est habilité en sus des délégations mentionnées à l'alinéa précédent, à signer les actes et correspondances prévus aux articles 2.8 et 3.5.

Art. 6.— La directrice des soins est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera transmise au haut-commissaire de la République et portée à la connaissance du public par publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 7.— La décision n° 23-08 CHPF/D modifiée du 24 juillet 2008 modifiée est abrogée.

Fait à Pirae, le 15 septembre 2011.

Le directeur général,
Louis ROLLAND.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE RIMATARA

DELIBERATION MUNICIPALE n° 35 RIM 2009 du 6 novembre 2009 fixant les taux des centimes additionnels communaux à percevoir au profit de la commune de Rimatara sur les licences et les patentes.

Le conseil municipal,

Sous la présidence de M. Damas Utia maire régulièrement convoqué le 2 novembre 2009 et le quorum ayant été atteint,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par les lois organiques n° 2007-223 du 21 février 2007 et n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française promulguée par arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par les lois n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 et n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 ;

Vu le code général des collectivités territoriales en ses dispositions applicables aux communes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3005 BAC du 20 septembre 1972 fixant le maximum des centimes additionnels aux contributions locales perçues au profit des budgets communaux ;

Vu les nécessités de services ;

Après en avoir délibéré,

Adopte :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 2010, il sera perçu, pour le compte du budget de la commune de Rimatara les centimes additionnels suivants :

- à la contribution des patentes : 80 % ;
- à la contribution des licences : 100 %.

Art. 2.— Les centimes additionnels figureront sur le même rôle que les principaux auxquels ils s'appliquent.

Art. 3.— La présente délibération, dont copie sera transmise à M. le trésorier de la TIVAA et M. le chef du service des contributions directes est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Rimatara, le 6 novembre 2009.

Le maire,
M. Damas UTIA.

DELIBERATION MUNICIPALE n° 14 RIM 2011 portant modification de la délibération n° 35 RIM 2009 du 6 novembre 2009 fixant les taux des centimes additionnels communaux à percevoir au profit de la commune.

Le conseil municipal de Rimatara,

Légalement convoqué par le maire, par lettre en date du 10 juin 2011, puis par lettre en date du 17 juin 2011, s'est

réuni en séance publique le 28 juin 2011 à 8 heures, sous la présidence de M. le maire, Damas Utia, avec M. Léonard Taharia, secrétaire de séance nommé conformément à l'article L. 2121-25 du CGCT,

Etaient présents :

- Damas Utia ;
- Rono-I-Te-Ora Tepuai ;
- Teretia Utia ;
- Léonard Taharia ;
- Solomona Hatitio ;
- Levy Franck Teriitua ;
- Hatuura Tematahotoa ;
- Norbert Hauata ;
- Jean Papara ;
- Siméon Tehio ;
- Jacques Ioane.

Etaient absentes :

- Janitha Aa ;
- Maureen Taharia ;
- Catherine Ravatua ;
- Elvina Tehio.

Par procuration :

- Janitha Aa ;
- Elvina Tehio.

Formant la majorité des membres en exercice.

Résultat du vote :

- en exercice : 15 ;
- présents : 11 ;
- procuration : 2 ;
- votants : 13 ;
- pour : 13 ;
- contre : 0 ;
- abstention : 0.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par les lois organiques n° 2007-223 du 21 février 2007 et n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française promulguée par arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le code général des collectivités territoriales en ses dispositions applicables aux communes de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance na2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par les lois n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 et n° 2007-1787 au 20 décembre 2007 ;

Vu le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties au code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le budget primitif de la commune de Rimatara ;

Vu l'arrêté n° 3005 BAC du 20 septembre 1972 fixant le maximum des centimes additionnels aux contributions locales perçues au profit des budgets communaux ;

Vu la délibération n° 35 RIM 2009 du 6 novembre 2009 fixant les taux des centimes additionnels communaux à percevoir au profit de la commune ;

Vu les nécessités de service,

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

Adopte :

Article 1er. — L'article 1er de la délibération n° 35 RIM 2009 en date du 6 novembre 2009 fixant les taux des centimes additionnels communaux à percevoir au profit de la commune est modifié comme suit :

Au lieu de : "A compter du 1er janvier 2010, il sera perçu, pour le compte du budget de la commune de Rimatara, les centimes additionnels suivants :

- à la contribution des patentes : 80 % ;
- à la contribution des licences : 100 %."

Lire : "A compter du 1er janvier 2012, il sera perçu, pour le compte du budget de la commune de Rimatara, les centimes additionnels suivants :

- à la contribution des patentes : 80%
- à la contribution des licences : 100 %."

Art. 2. — La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Art. 3. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait et délibéré à Rimatara, le 28 juin 2011.

Le maire,
M. Damas UTIA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

AVENANT n° 268-11 du 13 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 197-07 DAC/FIP du 8 octobre 2007 relative au financement de l'opération CSP de Hakahau, réaménagement et transfert de l'école maternelle dans l'enceinte du CSP (maîtrise d'œuvre) par la commune de Ua Pou.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 197-07 DAC/FIP du 19 janvier 2009 relative au financement de l'opération CSP de Hakahau, réaménagement et transfert de l'école maternelle dans l'enceinte du CSP (maîtrise d'œuvre) par la commune de Ua Pou en ce qui concerne les modalités de versement, les engagements de la commune et les modifications de l'opération.

Article 2. — L'article 4 de la convention de financement initiale relatif aux modalités de versement est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

- "des acomptes peuvent être versés au prorata de l'avancement de l'opération dans la limite de 80 % du montant de la contribution financière du FIP, sur production d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal ;
- le solde est versé sur production :

- 1° D'une attestation du maire de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles de l'avant-projet présenté ;
- 2° D'un état définitif des dépenses mandatées, visé par le receveur municipal ;

Lire :

- "des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective des travaux sur production de l'imprimé FIP n° 2 accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP n° 2 accompagné d'une attestation du maire de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du dossier technique ainsi que d'un état définitif des mandatements réalisés, visé par le receveur municipal. L'attestation du maire de la réalisation effective de l'opération mentionnera la date d'achèvement et le coût final de l'opération."

Art. 3. — L'article 5 de la convention de financement initiale relatif à la contribution financière du FIP est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

"La commune s'engage à :

- réaliser l'opération conformément au plan de financement et aux délais prévus à la présente convention et aux documents qu'elle vise ;
- exécuter l'opération dans un délai de 24 mois à compter de la signature de la présente convention ;
- demander le versement du solde de cette opération dans un délai de 6 mois à partir de sa date d'achèvement ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au chef de la subdivision administrative ou au secrétariat du FIP tous documents nécessaires à ces contrôles."

Lire :

"La commune s'engage à :

- réaliser l'opération conformément au plan de financement et aux délais prévus à la présente convention et aux documents qu'elle vise ;
- réaliser cette opération avant le 31 décembre 2011 ;
- demander le versement du solde de cette opération dans un délai de 6 mois à partir de sa date d'achèvement ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au chef de la subdivision administrative ou au secrétariat du FIP tous documents nécessaires à ces contrôles."

Art. 4. — L'article 7 de la convention de financement initiale relatif aux modifications est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

"Sur demande dûment justifiée de la commune, le délai de réalisation de l'opération pourra être repoussé de 12 mois au plus.

Toute demande de modification de la présente convention devra être soumise à l'accord préalable du comité des finances locales."

Lire :

“Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d’avenant soumis à l’agrément préalable des parties signataires et en particulier en cas de modification des dispositions prévues aux articles 2 et 3 ci-dessus, relatifs au respect des modalités de versement et à celui du délai”.

Art. 5.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 272-11 du 15 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 25-10 DIPAC/FIP du 25 janvier 2010 relative à l’opération Grosses réparations sur les cuves de stockage d’eau douce.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 25-10 DIPAC/FIP du 25 janvier 2010 relative à l’opération Grosses réparations sur les cuves de stockage d’eau douce en ce qui concerne le délai d’exécution de l’opération.

Art. 2.— Les dispositions de l’article 6, 4e tiret de la convention de financement n° 25-10 DIPAC/FIP du 25 janvier 2010 relative à l’opération Grosses réparations sur les cuves de stockage d’eau douce sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d’exécution de l’opération :

au lieu de :

- “à achever cette opération dans un délai maximum de 12 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;”

lire :

- “à achever cette opération dans un délai maximum de 22 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;”

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

AVENANT n° 273-11 du 15 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 248-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l’opération Construction de deux logements type OPH à Napuka primaire.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 248-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l’opération Construction de deux logements type OPH à Napuka primaire en ce qui concerne les modalités de versement et le délai d’exécution de l’opération.

Art. 2.— L’article 5 de la convention de financement initiale, relatif aux modalités de versement est partiellement modifié comme suit :

au lieu de :

- des acomptes peuvent être versés au prorata de l’avancement de l’opération dans la limite de 80 % du montant total de la contribution financière du FIP, sur production de l’imprimé FIP n° 2 accompagné d’un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal” ;

lire :

- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de la réalisation effective des travaux surproduction de l’imprimé FIP n° 2 accompagné d’un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l’avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement”.

Art. 3.— Les dispositions de l’article 6, 4e tiret de la convention de financement n° HC 248-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l’opération Construction de deux logements type OPH à Napuka primaire, sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d’exécution de l’opération :

au lieu de :

“à achever cette opération dans un délai maximum de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;”

lire :

“à achever cette opération dans un délai maximum de 30 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;”

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

AVENANT n° 274-11 du 15 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l’opération Construction d’un bloc sanitaire à Napuka primaire.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l’opération Construction d’un bloc sanitaire à Napuka primaire en ce qui concerne les modalités de versement et le délai d’exécution de l’opération.

Art. 2.— L’article 5 de la convention de financement initiale, relatif aux modalités de versement est partiellement modifié comme suit :

au lieu de :

- des acomptes peuvent être versés au prorata de l’avancement de l’opération dans la limite de 80 % du montant total de la contribution financière du FIP, sur production de l’imprimé FIP n° 2 accompagné d’un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal” ;

lire :

- “- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de la réalisation effective des travaux sur production de l'imprimé FIP n° 2 accompagné d'un état des mandaterments effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement”.

Art. 3.— Les dispositions de l'article 6, 4e tiret de la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l'opération Construction d'un bloc sanitaire à Napuka primaire, sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

au lieu de :

- “à achever cette opération dans un délai maximum de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;”

lire :

- “à achever cette opération dans un délai maximum de 30 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;”

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

AVENANT n° 275-11 du 15 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 82-10 DIPAC/FIP du 16 avril 2010 relative à l'alimentation en eau potable de la vallée de Terua par la commune de Arue.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 82-10 DIPAC/FIP du 16 avril 2010 relative au financement de l'alimentation en eau potable de la vallée de Terua par la commune de Arue en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 2.— L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

au lieu de : “achever cette opération dans un délai maximum de 8 mois à compter de la date de signature de la présente convention” ;

lire : “achever cette opération dans un délai maximum de 20 mois à compter de la date de signature de la présente convention”.

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 276-11 du 15 septembre 2011 à la convention de financement n° HC 83-10 DIPAC/FIP du 16 avril 2010 relative à l'alimentation en eau potable des hauteurs de Erima, côte 420 par la commune de Arue.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 83-10 DIPAC/FIP du 16 avril 2010 relative au financement de l'alimentation en

eau potable des hauteurs de Erima, côte 420 par la commune de Arue en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 2.— L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : “achever cette opération dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de signature de la présente convention” ;

lire : “achever cette opération dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date de signature de la présente convention”.

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

AVIS n° 4185 MAA/DAF/CAD

L'avis n° 4817 du 28 octobre 2010 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 11 novembre 2010 est annulé et remplacé par l'avis suivant :

En application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990, il est porté à la connaissance du public que les sections suivantes sont soumises à la conservation cadastrale :

| Communes | Sections |
|--|--|
| TAIARAPU-EST (Faaone) - 54 sections | HA, HB, HC, HD, HE, HH, HI, HK, HL, HM, HN, HO, HP, HR, HS, HT, HV, HW, HX, HY, HZ, KA, KB, KC, KD, KE, KH, KI, KK, KL, KM, KN, KO, KP, KR, KS, LA, LB, LC, LD, LE, LH, LI, LK, LM, LN, MA, MB, MC, MD, ME, MH, MI, MK |
| RURUTU (Avera) | IA, IB, IC |
| RURUTU (Hauti) - 4 sections | CA, CB, CC, CD |
| RURUTU (Moerai) - 5 sections | AA, AB, AC, AD, AE |
| ARUTUA (Arutua) - 31 sections | BA, BB, BC, BD, BE, BG, BH, BI BK, BL, BM, BN, BO, BP, BR, BS, BT, BV, BW, BX, BY, BZ, CA, CB, CC, CD, DB, DC, DD, DE, DG |
| FAKARAVA (Ile rattachée de Toau) - 42 sections | VA, VB, VC, VD, VE, VH, VI, VK, VL, VM, VN, VO, VP, VR, VS, VT, VV, VW, VX, VY, VZ WA, WB, WC, WD, WE, WH, WI, WK, WL, WM, WN, WO, WP, WR, WS, WT, WV, WW, WX, WY, WZ |
| NAPUKA (Tepoto Nord) - 3 sections | BA, BB, BC |

Les terres situées dans ces zones devront être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du nouveau cadastre (commune/section/numéro de parcelle/nom de la terre/surface).

Fait à Papeete, le 23 septembre 2011.

Le ministre de l'aménagement

et du logement,

Louis FREBAULT.

Louis FREBAULT.



POLYNESIE FRANÇAISE

Direction générale des finances publiques
11 Rue du Commandant DESTREMAU

B.P. 97 - Tél. 46.80.55

98730 PAPEETE - TAHITI

Barème des contractuels A.N.F.A.

applicable à compter du : 01/08/2011

Indice des prix de Juillet 2011 = 106,78 (base 100 en Décembre 2007)

Arrêté n° 1167/CM du 11/08/2011 équivalent à 139,5 (base 100 en Décembre 1988)

Smig = 145 306 fcp (Arrêté n° 1125/CM du 14/08/2008)

(Arrêté n° 0180/CM du 12/02/87) (Arrêté n° 2107/PR du 28/12/2005)

| Salaires mensuels | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Echelon 01 | Echelon 02 | Echelon 03 | Echelon 04 | Echelon 05 | Echelon 06 | Echelon 07 | Echelon 08 | Echelon 09 | Echelon 10 |
| Catégorie 1 | 407 124 6 000 | 448 433 6 000 | 481 083 6 000 | 511 780 6 000 | 534 938 6 000 | 555 525 6 000 | 568 689 6 000 | 578 748 6 000 | 582 962 6 000 | 581 867 6 000 |
| | 413 124 | 454 433 | 487 083 | 517 780 | 540 938 | 561 525 | 574 689 | 584 748 | 588 962 | 587 867 |
| Catégorie 2 | 294 955 6 000 | 324 569 6 000 | 357 027 6 000 | 382 839 6 000 | 406 891 6 000 | 432 902 6 000 | 453 153 6 000 | 472 048 6 000 | 488 804 6 000 | 506 359 6 000 |
| | 300 955 | 330 569 | 363 027 | 388 839 | 412 891 | 438 902 | 459 153 | 478 048 | 494 804 | 512 359 |
| Catégorie 3 | 251 334 6 000 | 266 014 6 000 | 284 925 6 000 | 298 312 6 000 | 311 138 6 000 | 327 622 6 000 | 339 421 6 000 | 350 407 6 000 | 360 539 6 000 | 374 172 6 000 |
| | 257 334 | 272 014 | 290 925 | 304 312 | 317 138 | 333 622 | 345 421 | 356 407 | 366 539 | 380 172 |
| Catégorie 4 | 220 176 6 000 | 230 994 6 000 | 241 461 6 000 | 256 888 6 000 | 267 066 6 000 | 276 862 6 000 | 286 462 6 000 | 296 089 6 000 | 309 960 6 000 | 319 133 6 000 |
| | 226 176 | 236 994 | 247 461 | 262 888 | 273 066 | 282 862 | 292 462 | 302 089 | 315 960 | 325 133 |
| | | | | | | | | | | 333 875 |

| Catégorie 5 (art. 2 avenant 3) | | | | Catégorie 5 (art. 1 de l'avenant 2) | | | |
|--------------------------------|------------------------|-------------------|----------|--------------------------------------|---------|----------|--------|
| | | Salaires mensuels | | Déplacements (art. 1 de l'avenant 2) | | par 24h. | |
| | | Horaires | mensuels | 1 repas | 2 repas | Nuit | |
| G.1 | Manoeuvre avant 3 mois | 859,8 | 145 306 | 3 433 | 6 866 | 6 866 | 13 732 |
| | Manoeuvre après 3 mois | 859,8 | 145 306 | | | | |
| G.2 | Manoeuvre de force | 859,8 | 145 306 | 2 484 | 4 968 | 4 968 | 9 936 |
| | Manoeuvre spécialisée | 859,8 | 145 306 | | | | |
| G.3 | Aide ouvrier | 868,24 | 146 733 | 2 114 | 4 228 | 4 228 | 8 456 |
| G.4 | Ouvrier spécialisé | 1106,45 | 186 990 | | | | |
| G.5 | Ouvrier qualifié | 1265,26 | 213 828 | 1 057 | 2 114 | 4 228 | 6 342 |
| G.6 | Chef d'équipe | 1338,27 | 226 168 | | | | |
| | Chef de chantier | 1522,63 | 257 325 | 1 057 | 2 114 | 4 228 | 6 342 |

| Indemnités (art.1 de l'avenant 2) | | Art. 18 : | 1 057 | Art. 19 : | 18 327 | 30 534 | 45 819 | Art. 24 : | 704 | Art. 25 : | 704 |
|-----------------------------------|--|-----------|-------|-----------|--------|--------|--------|-----------|-----|-----------|-----|
|-----------------------------------|--|-----------|-------|-----------|--------|--------|--------|-----------|-----|-----------|-----|



POLYNESIE FRANÇAISE

Direction générale des finances publiques

11 Rue du Commandant DESTREMAU

B.P. 97 - Tél. 46.80.55

98730 PAPEETE - TAHITI

Barème des contractuels A.N.F.A.

applicable à compter du : 01/08/2011

Indice des prix de Juillet 2011 = 106,78 (base 100 en Décembre 2007), Arrêté n° 1167/CM du 11/08/2011 équivalent à 139,5 (base 100 en Décembre 1988)
(Arrêté n° 178/CM du 18/02/94 \ avenant n° 7 du 07/12/93)

| | Echelon 01 | Echelon 02 | Echelon 03 | Echelon 04 | Echelon 05 | Echelon 06 | Echelon 07 | Echelon 08 | Echelon 09 | Echelon 10 | Echelon 11 |
|---------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Remboursement loyer | | | | | | | | | | | |
| Cat.1 | 122 188 | 116 696 | 111 815 | 106 323 | 101 441 | 96 036 | 91 067 | 85 662 | 80 780 | 75 289 | 70 407 |
| Cat.2 | 122 188 | 119 312 | 115 999 | 113 122 | 110 245 | 106 933 | 104 056 | 101 266 | 98 390 | 95 077 | 92 200 |
| Majoration diplôme | | | | | | | | | | | |
| CODE2 Cat.1 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 |
| Cat.2 | 122 188 | 119 312 | 115 999 | 113 122 | 110 245 | 106 933 | 104 056 | 101 266 | 98 390 | 95 077 | 92 200 |
| CODE3 Cat.1 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 |
| CODE4 Cat.1 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 |
| CAP Cat.4 | 20 365 | 20 219 | 20 060 | 19 827 | 19 682 | 19 522 | 19 362 | 19 217 | 18 984 | 18 839 | 18 679 |
| Isolement | | | | | | | | | | | |
| (0.30) Cat.1 | 18 328 | 17 504 | 16 772 | 15 948 | 15 216 | 14 405 | 13 660 | 12 849 | 12 117 | 11 293 | 10 561 |
| Cat.2 | 18 328 | 17 897 | 17 400 | 16 968 | 16 537 | 16 040 | 15 608 | 15 190 | 14 758 | 14 262 | 13 830 |
| Cat.3 | 18 328 | 18 054 | 17 701 | 17 426 | 17 151 | 16 798 | 16 537 | 16 262 | 15 975 | 15 635 | 15 373 |
| (0.50) Cat.1 | 30 547 | 29 174 | 27 954 | 26 581 | 25 360 | 24 009 | 22 767 | 21 416 | 20 195 | 18 822 | 17 602 |
| Cat.2 | 30 547 | 29 828 | 29 000 | 28 281 | 27 561 | 26 733 | 26 014 | 25 317 | 24 597 | 23 769 | 23 050 |
| Cat.3 | 30 547 | 30 089 | 29 501 | 29 043 | 28 586 | 27 997 | 27 561 | 27 104 | 26 624 | 26 058 | 25 622 |
| (0.75) Cat.1 | 45 821 | 43 761 | 41 930 | 39 871 | 38 040 | 36 013 | 34 150 | 32 123 | 30 293 | 28 233 | 26 403 |
| Cat.2 | 45 821 | 44 742 | 43 500 | 42 421 | 41 342 | 40 100 | 39 021 | 37 975 | 36 896 | 35 654 | 34 575 |
| Cat.3 | 45 821 | 45 134 | 44 251 | 43 565 | 42 878 | 41 996 | 41 342 | 40 656 | 39 936 | 39 086 | 38 433 |



POLYNESIE FRANÇAISE

Direction générale des finances publiques

11 Rue du Commandant DESTREMAU

B.P. 97 - Tél. 46.80.55

98730 PAPEETE - TAHITI

Barème des contractuels A.N.F.A.

applicable à compter du : 01/09/2011

Indice des prix de Juillet 2011 = 106,78 (base 100 en Décembre 2007)

Arrêté n° 1167/CM du 11/08/2011 équivalent à 139,5 (base 100 en Décembre 1988)

Smig = 149 491 fcp (Arrêté n° 1280/CM du 23/08/2011)

(Arrêté n° 0180/CM du 12/02/87)

(Arrêté n° 2107/PR du 28/12/2005)

| Salaires mensuels | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | Echelon 01 | Echelon 02 | Echelon 03 | Echelon 04 | Echelon 05 | Echelon 06 | Echelon 07 | Echelon 08 | Echelon 09 | Echelon 10 | Echelon 11 |
| Catégorie 1 | 407 124 | 448 433 | 481 083 | 511 780 | 534 938 | 555 525 | 568 689 | 578 748 | 582 962 | 581 867 | 576 589 |
| | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 |
| | 413 124 | 454 433 | 487 083 | 517 780 | 540 938 | 561 525 | 574 689 | 584 748 | 588 962 | 587 867 | 582 589 |
| Catégorie 2 | 294 955 | 324 569 | 357 027 | 382 839 | 406 891 | 432 902 | 453 153 | 472 048 | 488 804 | 506 359 | 519 314 |
| | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 |
| | 300 955 | 330 569 | 363 027 | 388 839 | 412 891 | 438 902 | 459 153 | 478 048 | 494 804 | 512 359 | 525 314 |
| Catégorie 3 | 251 334 | 266 014 | 284 925 | 298 312 | 311 138 | 327 622 | 339 421 | 350 407 | 360 539 | 374 172 | 383 629 |
| | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 |
| | 257 334 | 272 014 | 290 925 | 304 312 | 317 138 | 333 622 | 345 421 | 356 407 | 366 539 | 380 172 | 389 629 |
| Catégorie 4 | 220 176 | 230 994 | 241 461 | 256 888 | 267 066 | 276 862 | 286 462 | 296 089 | 309 960 | 319 133 | 327 875 |
| | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 |
| | 226 176 | 236 994 | 247 461 | 262 888 | 273 066 | 282 862 | 292 462 | 302 089 | 315 960 | 325 133 | 333 875 |

| Catégorie 5 (art. 2 avenant 3) | | Salaires | |
|--------------------------------|------------------------|----------|----------|
| | | horaires | mensuels |
| G.1 | Manoeuvre avant 3 mois | 884,56 | 149 491 |
| | Manoeuvre après 3 mois | 884,56 | 149 491 |
| | Manoeuvre de force | 884,56 | 149 491 |
| G.2 | Manoeuvre spécialisé | 884,56 | 149 491 |
| G.3 | Aide ouvrier | 884,56 | 149 491 |
| G.4 | Ouvrier spécialisé | 1106,45 | 186 990 |
| G.5 | Ouvrier qualifié | 1265,26 | 213 828 |
| G.6 | Chef d'équipe | 1338,27 | 226 168 |
| | Chef de chantier | 1522,63 | 257 325 |

| Déplacements (art. 1 de l'avenant 2) | | | | |
|--------------------------------------|---------|---------|-------|----------|
| | 1 repas | 2 repas | Nuit | par 24h. |
| Catégorie 1 | 3 433 | 6 866 | 6 866 | 13 732 |
| Catégorie 2 | 2 484 | 4 968 | 4 968 | 9 936 |
| Catégorie 3 | 2 114 | 4 228 | 4 228 | 8 456 |
| Catégorie 4 | 1 057 | 2 114 | 4 228 | 6 342 |
| Catégorie 5 | 1 057 | 2 114 | 4 228 | 6 342 |

| Indemnités (art. 1 de l'avenant 2) | Art. 18 : | 1 057 | Art. 19 : | 18 327 | 30 534 | 45 819 | Art. 24 : | 704 | Art. 25 : | 704 |
|------------------------------------|-----------|-------|-----------|--------|--------|--------|-----------|-----|-----------|-----|
|------------------------------------|-----------|-------|-----------|--------|--------|--------|-----------|-----|-----------|-----|



POLYNESIE FRANÇAISE

Direction générale des finances publiques

11 Rue du Commandant DESTREMAU

B.P. 97 - Tél. 46.80.55

98730 PAPEETE - TAHITI

Barème des contractuels A.N.F.A.

applicable à compter du : 01/09/2011

Indice des prix de Juillet 2011 = 106,78 (base 100 en Décembre 2007), Arrêté n° 1167/CM du 11/08/2011 équivalent à 139,5 (base 100 en Décembre 1988)
(Arrêté n° 178/CM du 18/02/94 \ avenant n° 7 du 07/12/93)

| | Echelon 01 | Echelon 02 | Echelon 03 | Echelon 04 | Echelon 05 | Echelon 06 | Echelon 07 | Echelon 08 | Echelon 09 | Echelon 10 | Echelon 11 |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Remboursement loyer | | | | | | | | | | | |
| Car 1 | 122 188 | 116 696 | 111 815 | 106 323 | 101 441 | 96 036 | 91 067 | 85 662 | 80 780 | 75 289 | 70 407 |
| Car 2 | 122 188 | 119 312 | 115 999 | 113 122 | 110 245 | 106 933 | 104 056 | 101 266 | 98 390 | 95 077 | 92 200 |
| Majoration diplôme | | | | | | | | | | | |
| CODE 2 Car 1 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 | 122 188 |
| Car 2 | 122 188 | 119 312 | 115 999 | 113 122 | 110 245 | 106 933 | 104 056 | 101 266 | 98 390 | 95 077 | 92 200 |
| CODE 3 Car 1 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 | 183 282 |
| CODE 4 Car 1 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 | 244 377 |
| CAP Car 4 | 20 365 | 20 219 | 20 060 | 19 827 | 19 682 | 19 522 | 19 362 | 19 217 | 18 984 | 18 839 | 18 679 |
| Isolément | | | | | | | | | | | |
| (0.30) Car 1 | 18 328 | 17 504 | 16 772 | 15 948 | 15 216 | 14 405 | 13 660 | 12 849 | 12 117 | 11 293 | 10 561 |
| Car 2 | 18 328 | 17 897 | 17 400 | 16 968 | 16 537 | 16 040 | 15 608 | 15 190 | 14 758 | 14 262 | 13 830 |
| Car 3 | 18 328 | 18 054 | 17 701 | 17 426 | 17 151 | 16 798 | 16 537 | 16 262 | 15 975 | 15 635 | 15 373 |
| (0.50) Car 1 | 30 547 | 29 174 | 27 954 | 26 581 | 25 360 | 24 009 | 22 767 | 21 416 | 20 195 | 18 822 | 17 602 |
| Car 2 | 30 547 | 29 828 | 29 000 | 28 281 | 27 561 | 26 733 | 26 014 | 25 317 | 24 597 | 23 769 | 23 050 |
| Car 3 | 30 547 | 30 089 | 29 501 | 29 043 | 28 586 | 27 997 | 27 561 | 27 104 | 26 624 | 26 058 | 25 622 |
| (0.75) Car 1 | 45 821 | 43 761 | 41 930 | 39 871 | 38 040 | 36 013 | 34 150 | 32 123 | 30 293 | 28 233 | 26 403 |
| Car 2 | 45 821 | 44 742 | 43 500 | 42 421 | 41 342 | 40 100 | 39 021 | 37 975 | 36 896 | 35 654 | 34 575 |
| Car 3 | 45 821 | 45 134 | 44 251 | 43 565 | 42 878 | 41 996 | 41 342 | 40 656 | 39 936 | 39 086 | 38 433 |

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

API ANGEL

Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 F CFP
Siège social à Punaauia (98703), lot n° 77,
lotissement Te Tavake
RCS de Papeete n° TPI 11 32 B

Avis de modification

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 20 septembre 2011, les associés ont décidé de transférer le siège social de la SARL API ANGEL qui était à Punaauia (98703), lot n° 77, lotissement Te Tavake, Tahiti, Polynésie française (BP 1798, 98703 Punaauia) à l'adresse suivante, à Punaauia (98703), appartement n° 7, résidence Heimanu, Tahiti, Polynésie française (BP 1798, 98703 Punaauia).

L'article 4 des statuts a été, en conséquence, mis à jour.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention,
M. Danny BENARD, gérant.

SOCIETE TAHITIENNE NOUVELLE
SARL au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Bora Bora, Motu Moute Iti
RC n° 4881 B - N° TAHITI 277541

Extrait du contrat de location-gérance

LA SOCIETE TAHITIENNE NOUVELLE SARL représentée par le gérant en titre M. Stanislaw WISNIEWSKI, propriétaire du fonds de commerce dénommé MAI MOANA ISLAND donne son fonds en location-gérance à l'EURL 2CP, en cours de constitution, domiciliée à la résidence Bel Air, n° 19, BP 571, 98728 Maharepa (Moorea), représentée par son gérant M. Eric DHAENENS, né le 26 décembre 1964 à Lille (59).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de 6 ans à compter du 1er septembre 2011 et se poursuivra ensuite par périodes de 3 ans par tacite reconduction à défaut de congé donné trois mois à l'avance par l'une des parties.

Le locataire-gérant exploitera le fonds loué librement pour son compte personnel et à ses risques et périls. Les bailleurs n'entendent assumer aucune responsabilité relativement à cette exploitation.

Le locataire-gérant s'oblige à acquitter à l'échéance toutes les dettes et charges vis-à-vis des fournisseurs, du personnel, du Trésor, de la Caisse de prévoyance sociale, sans que cette énumération soit limitative, le tout de manière que les bailleurs ne soient jamais inquiétés ni recherchés à ce sujet et n'aient pas notamment à encourir la responsabilité prévue par l'article 8 de la loi du 20 mars 1956.

Le preneur acquittera exactement tous les impôts, contributions et taxes lui incombant et dont les bailleurs pourraient être responsables. Le preneur paiera sa consommation d'eau, de gaz et d'électricité.

Le preneur ne pourra céder son droit au présent bail, ni sous louer en totalité ou en partie, qu'avec le consentement exprès et par écrit des bailleurs. Le preneur devra jouir du fonds et l'exploiter de manière à le faire prospérer, en se conformant aux lois et règlements administratifs.

SOCIETE OCEANNIENNE DE FINANCEMENT

Société anonyme
au capital de 507 000 000 F CFP
Siège social : immeuble Keana, rue Dumont-d'Urville,
Papeete
RCS TPI n° 04 297 B - N° TAHITI 723551

La composition du conseil d'administration de la SA OCEANNIENNE DE FINANCEMENT est désormais la suivante :

Conseil d'administration

Mention périmée :

- M. James ESTALL ;
- Banque SOCREDO, représentée par M. Michel JACQUIER ;
- Office des postes et télécommunications, représenté par M. Manfred CHAVE ;
- Océanienne de services bancaires, représentée par M. Matahiarii BROTHERS ;
- M. François TIROT ;
- M. Benjamin TEIHOTU.

Mention nouvelle :

- M. James ESTALL ;
- Banque SOCREDO, représentée par M. Michel JACQUIER ;
- Office des postes et télécommunications, représenté par M. Moana TATARATA ;

- Océanienne de services bancaires, représentée par M. Matahiarii BROTHERS ;
- M. Benjamin TEIHOTU.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le directeur général,
Michel MONVOISIN.

DESIGN COM
BP 41181, 98713 Papeete
Au capital de 200 000 F CFP
Siège social : 4, rue Albert-Leboucher, RC 10 229 B

Avis de modification

Il résulte d'un acte sous seing privé en date du 1er mai 2010 à Papeete, les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

Ancienne mention

Le gérant : M. Jim CLARK, demeurant à Papeete.
Le cogérant : M. Georges FROUGE, demeurant à Papeete.

Nouvelle mention

La gérante : Mlle Kaha BROWN, demeurant à Punaauia.
Les associés : Mme Anatila BREAUD, demeurant à Punaauia ; MM. Georges FROUGE, demeurant à Punaauia et Jim Clark, demeurant à Paea.

Pour avis.

POEHANI
Entreprise unipersonnelle
à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : lot n° 35, Te Anuhe,
Mahinarama, 98709 Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er septembre 2011 à Papeete, il a été constituée une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : POEHANI.

Forme sociale : société à responsabilité limitée.

Siège social : lot n° 35, Te Anuhe, Mahinarama, Mahina.

Objet social : Toute activité de négoce en gros et au détail de produits parapharmaceutiques. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises, groupements d'intérêts économiques et sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment la voie de création de sociétés nouvelles ou de fonds de commerce, apport, souscription ou achat d'actions ou de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de sociétés en participation, de groupement, d'alliance ou de commandite et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher

directement ou indirectement à son objet ou à tous objets similaires ou connexes.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : un million de francs CFP (1 000 000 F CFP).

Le gérant est M. Jérémy BIAU.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

**EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE
DE COMMERCE DE PAPEETE DU 12 SEPTEMBRE 2011**

Rectificatif concernant la boîte postale de Maurice BAUD.

Il convient de lire : BP 4552, Papeete, pour :

1 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Céline TAPATI épouse GEORGES, *enseigne* : SEPHORA, RCS de Papeete n° 97 321 A (ancien n° 26 849 A).

Représentant des créanciers : Maurice BAUD, BP 4552, Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 12 septembre 2011 ordonnant la cession totale des actifs de la SARL PACIFIC MOANA TRANSPORTS (RCS de Papeete n° 05 235 B) au profit de la SARL JMNG (RCS n° 09 318 B).

Commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 4552, Papeete, tél : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

3 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de SARL CLUB EDITIONS POLYNESIE, RCS de Papeete n° 79 31 B.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 4552, Papeete, tél : 54 22 55, mbaud@mail.pf.

4 - Jugement du 12 septembre 2011 prononçant la liquidation judiciaire de Vahinearii Elisabeth BUCHIN, *enseigne* : FARE PITI RENT A CAR, RCS de Papeete n° 24 957 A, et Niriana Jean-Claude NICOLLE (gérant de fait), adresse : Vaitape, Bora Bora.

Liquidateur judiciaire : Maurice BAUD, BP 4552, Papeete, tél : 54 22 55, mbaud@mail.pf.

Pour extrait certifié conforme,
Le greffier.

ANNONCES DIVERSES

COOPERATIVE DU CJA DE OUTUMAORO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2011)

| | | |
|------------|---|-------------------|
| Président | : | AVAEMAI Yvan |
| Secrétaire | : | FEVRE Marc |
| Trésorier | : | TEHAIVI Ronald |
| Assesseurs | : | LISSANT Simplicio |
| | : | HUNTER Romy |
| | : | HUNTER Henriette |
| | : | ALVADO Elisabeth |
| | : | VAUCHE Teata |

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE OUTUMAORO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 septembre 2011)

| | | |
|-----------------|---|-------------------|
| Présidente | : | IOANE Hinaupoo |
| Vice-présidente | : | TERITEHAU Manuela |
| Secrétaire | : | TORÉA Nicole |
| Trésorière | : | BENNETT Titaina |
| Assesseur | : | TUFARIUA Céline |

ASSOCIATION ORIRAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 septembre 2011)

| | | |
|-----------------|---|-------------------|
| Présidente | : | PAILLE Bernadette |
| Vice-présidente | : | AMIEL Maryse |
| Secrétaire | : | HOLOZET Annick |
| Trésorière | : | REY Liliane |

AH-MIN BOXING CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 septembre 2011)

| | | |
|------------|---|-----------------|
| Président | : | AH-MIN Rodrigue |
| Secrétaire | : | GERARD Dany |
| Trésorier | : | AH-MIN Heiva |

ASSOCIATION UPA RAU PRESQU'ILE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 juin 2011)

| | | |
|----------------------|---|------------------|
| Président | : | ROYER Romain |
| Secrétaire-Trésorier | : | HENNUY Frédéric |
| Membre | : | BERBIER Stéphane |

ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT HEIRI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 septembre 2011)

| | | |
|----------------------|---|-----------------------------|
| Président | : | VAHAPATA Teriivaea dit Tutu |
| Secrétaire-trésorier | : | TAMATO A Paul |
| Membres | : | MAHINUI TEKURIO Michel |
| | : | ARAI Pierre |

CLUB SPORTS ET LOISIRS DE LA GENDARMERIE EN POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 juin 2011)

| | | |
|--------------------|---|--------------------|
| Président | : | POTEL Christian |
| Vice-présidents | : | DESCAVES Guillaume |
| | : | FENOY Christian |
| Secrétaire | : | GORRE Nadège |
| Secrétaire adjoint | : | NICOL Vincent |
| Trésorier | : | BOLLEY Christophe |
| Trésorier adjoint | : | FAGE Arnaud |

ASSOCIATION SPORTIVE TIARE MOOREA HOE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 juin 2011)

| | | |
|---------------------|---|---------------------|
| Présidente | : | KELLEY Poema |
| Vice-présidente | : | HARING Heidi |
| Secrétaire | : | LO YOU Rosita |
| Secrétaire adjointe | : | PIVAI Prisca |
| Trésorière | : | TEINAORE Jean-Paule |
| Trésorière adjointe | : | TAHIATA Romilda |

ASSOCIATION SPORTIVE PIAFAU ELEMENTAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 août 2011)

| | | |
|---------------------|---|--------------------|
| Président | : | BRANELLEC Ronan |
| Secrétaire | : | MADEC Hina |
| Secrétaire adjointe | : | VAN BASTOLAER Ilma |
| Trésorière | : | TEMAURI Alice |
| Trésorier adjoint | : | HO Jean |

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE PIAFAU-FAAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 août 2011)

| | | |
|---------------------|---|--------------------|
| Président d'honneur | : | TEMARU Oscar |
| Président | : | VANQUIN Augustin |
| Vice-président | : | BRANELLEC Ronan |
| Secrétaire | : | MADEC Hina |
| Secrétaire adjointe | : | VAN BASTOLAER Ilma |
| Trésorière | : | VIRIAMU Magnana |
| Trésorier adjoint | : | HO Jean |

ASSOCIATION MUTU URA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2011)

| | | |
|---------------------|---|-------------------|
| Présidente | : | ETAU Sylvia |
| Vice-présidente | : | UTIA Juliette |
| Secrétaire | : | TEMATAHOTOA Julie |
| Secrétaire adjointe | : | TEREOPA Taneta |
| Trésorier | : | TAHARIA Martial |
| Trésorier adjoint | : | IOTUA Gabriel |

ASSOCIATION AMICALE DES PARENTS D'ELEVES DU CNED DE MANGAREVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2011)

| | | |
|---------------------|---|-----------------|
| Président | : | TAEREA Sylvie |
| Vice-présidente | : | CARLSON Agnes |
| Secrétaire | : | TEAKAROTU Marie |
| Secrétaire adjointe | : | MAIFANO Maria |
| Trésorière | : | TEISSIER Marie |
| Trésorier adjoint | : | PAHEO Olivier |

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE TIPAERUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2011)

| | | |
|------------|---|-------------------------------------|
| Président | : | CHARRIER Jean-Paul |
| Secrétaire | : | MIROT Larissa |
| Trésorière | : | MICHELET-PICHON Delphine |
| Membres | : | FIORITI Thomas FIORITI Christian |

ASSOCIATION SPORTIVE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS AS PTT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 septembre 2011)

| | | |
|---------------------|---|---|
| Président | : | WEINMANN Nicolas |
| Vice-président | : | MOLLON Vetea |
| Secrétaire | : | MARTIN Jean-François |
| Trésorier | : | LEFAY Gérard |
| Trésorière adjointe | : | TUHEIAYA Myriam |
| Membres | : | THUNOT Jacques FAATUARAI Luc TEMAURIORAA Denise |

ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE POLYVALENT DE TAAONE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 septembre 2011)

| | | |
|-----------------------|---|-------------------------------|
| Présidente | : | SAVIN-LIMOL Nicole |
| Secrétaire | : | ROUSSET Yvan |
| Secrétaires adjointes | : | TEREVA Vahine NATUA Moenau |
| Trésorier | : | FANET Guillaume |
| Trésorière adjointe | : | TEHIVA Aurélie |

ASSOCIATION TE TAU API NO PAPARA

Erratum à l'annonce parue au JOPF n° 33 du 18 août 2011, à la page 4344.

Au lieu de : "Trésorière : TEIKIOTU Anne".

Lire : "Trésorière : TEIKIOTIU Anne".

Le reste sans changement.

ASSOCIATION TAMARII TUMU RAA'U

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 36 du 8 septembre 2011, à la page 4899.

Au lieu de : "Vice-président : NATIKI William".

Lire : "Vice-président : NATIKI Williams".

ASSOCIATION HAMUTA VAL

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 août 2011)

| | | |
|---------------------|---|---------------------------|
| Présidente | : | BARSINAS Monique |
| Vice-président | : | BARSINAS Auguste |
| Secrétaire | : | WONG Keehi |
| Secrétaire adjointe | : | TEIVA Vaihei |
| Trésorière | : | TEIO Christina |
| Trésorière adjointe | : | BARSINAS Christiane-Raina |

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU GROUPE SCOLAIRE DE PAPEHUE A PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 septembre 2011)

| | | |
|---------------------|---|------------------|
| Présidente | : | COLARDEAU Myriam |
| Vice-président | : | TISIOT Philippe |
| Secrétaire | : | LEGUERN Emmanuel |
| Secrétaire adjointe | : | ELET Alexandra |
| Trésorier | : | MECHERI Toufik |
| Trésorier adjoint | : | FROGIER Roata |

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE PUNAAUIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 septembre 2011)

| | | |
|------------|---|--------------------|
| Président | : | DALMON Patrick |
| Secrétaire | : | ROUMEGOUS Caroline |
| Trésorier | : | FOUILLET Régis |

ASSOCIATION ARTISANALE PUNAREI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 septembre 2011)

| | | |
|------------|---|---|
| Présidente | : | TEPA Yasmina |
| Secrétaire | : | TAMARINO Sheila |
| Trésorière | : | TAMARINO Jeannette |
| Membres | : | BELLY Anna TEPA Rémy TAMARINO Maryvonne |

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE ARUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2011)

| | | |
|---------------------|---|------------------|
| Président | : | GROS Jacques |
| Secrétaire | : | LEFOC Stephen |
| Secrétaire adjoint | : | GUERARD Philippe |
| Trésorière | : | VOLANT Nathalie |
| Trésorière adjointe | : | ROUSSET Marielle |

**ASSOCIATION CHAMBRE SYNDICALE DES
COMMISSIONNAIRES EN DOUANE, AGENTS DE FRET
ET DEMENAGEURS DE POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 2011)

Présidente : SANNÉ Titaina
Vice-président : COMBESCURE Jean-Pierre
Secrétaire : GRAND Philippe
Secrétaire adjoint : SIBIO Laurent
Trésorier : DALLEST Didier
Conseiller juridique : SILVESTRO Enzo

ASSOCIATION ESPOIRS DES JEUNES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 juillet 2011)

Présidente : DELORD Tiare
Secrétaire : TARIU Noéma
Trésorière : VAHITETE Heidy
Assesseeurs : MARUAKE Mathilde
PAHUIRI Kevin
PITA Tinomano
MARUAKE Marie-Rose

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
ARUE 2**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 2011)

Présidente : ROSENTHAL Maria-Eva
Vice-président : VEJUX Vaiarii
Secrétaire : NANAI Diane
Secrétaire adjointe : CHIMIN Temahea
Trésorière : BUILARD Poerava
Trésorier adjoint : TCHONG Nicolas

ASSOCIATION TAMARII TAINUU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2011)

Président : HUNTER Lecourt
Vice-président : TEHOPE Abel
Secrétaire : PAPA Maryse
Secrétaire adjoint : FERRAND Jason
Trésorière : HUNTER Mireille
Trésorier adjoint : BROTHERS Heifara
Commissaires aux comptes : MAUI Ismael
TEHOPE Irma

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
MATERNELLE COMMUNALE DE VAITERUPE**

Modification de statuts

Modification du statut : article 14.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2011)

Présidente : PEIRSEGAELE Teriiahuura
Vice-présidente : LENOIR Temou
Secrétaire : GOODING Raina
Secrétaire adjointe : TEURUARII Sylvia
Trésorier : BOUCHER Jérôme
Trésorière adjointe : MANUTAHU Gilda
Commissaire aux comptes : TEAKAROTU Virginie

ASSOCIATION HEIVA RAU NO TAAHUEIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 juillet 2011)

Président : HARUA Abel
Vice-président : TANÉPAU Manarii
Secrétaire : TEMATAHOTOA Loma
Secrétaire adjointe : TANÉPAU Réjane
Trésorière : HARUA Eliane
Trésorière adjointe : TANÉPAU Sophie
Membres assesseeurs : TEHETIA Ida
HARUA Lélia
TEHETIA Dorothée
ARAIATETIIRAU Rosenda
HAUATA Maima
TANÉPAU Marie

ASSOCIATION TEAM JEUNESSE DE PAREA - TJP

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes afin qu'ils puissent bénéficier d'un emploi au moyen de convention pour l'insertion par l'activité (CPIA) ;
- de développer les activités agricoles et la pêche.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 juin 2011)

Présidente d'honneur : RAURAHU Taviarii
Présidente : TEMEHARO Mélina
Vice-président : TEURURAI Tehare
Secrétaire : TEMEHARO Sylvana
Trésorière : RAURAHU Tereta
Trésorier adjoint : TEMEHARO Gyle

**ASSOCIATION AMICALE MATAI ORA
anciennement dénommée
ASSOCIATION AMICALE MATAIORA**

Modification de statuts

Le siège social est situé à l'école RPI 3 de Puurai.

Elle a pour objet de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux communs des écoles de Faa'a, d'étudier et de réaliser toute organisation ou manifestation péri et post-scolaire et de resserrer les liens entre les enseignants des écoles en organisant des activités sportives, culturelles et récréatives.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 août 2011)

Président d'honneur : DUPONT Erik
Président : VANQUIN Augustin
Vice-président : YAU Félix
Secrétaire : BEHR Moana
Secrétaire adjointe : LEI Tauhere
Trésorière : FAATAU Delphine
Trésorière adjointe : URIMA Eugénie

**ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE MARQUISIENNE
DE TAIHAE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 juillet 2011)

Bureau directeur

Président : TAUPOTINI Moanadini
Vice-président : OTTO William
Secrétaire : PETERANO Guylène
Secrétaire adjointe : KAUTAI Davina
Trésorière : PETERANO Mylène
Trésorière adjointe : TAATA Hélène

Section foot-ball jeunes

Président : TAATA Teikiheetai
Vice-président : JAMONEAU Christophe
Secrétaire : TEVARIA Marama
Trésorier : TEATIU Roland

Section foot-ball seniors

Président : BRUNEAU André
Secrétaire : PETERANO Max
Trésorier : TEIKIOTIU Freddy

Section pétanque

Président : GENDRON Georges
Secrétaire : OTTO Yolande
Trésorière : DESCOUBES Rahera

Section volley-ball

Présidente : TAUPOTINI Marie-Noëlle
Secrétaire : OTTO Heiani
Trésorière : OTTO Noémie

ASSOCIATION SPORTIVE MAMU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 août 2011)

Présidente : VAITE Turia
Secrétaire : VIVISH Christelle
Trésorière : EBB Poehere

ASSOCIATION RIDERS TROOP

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 septembre 2011)

Président : TEHETIA Moana
Secrétaire : TEHETIA Corinne
Trésorier : LAW Joel

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE HENRI HIRO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2011)

Vice-président : TEIPOARII Matari
Secrétaire adjointe : MAI Harmony
Trésorier adjoint : POETAI Manu

ASSOCIATION SPORTIVE MAHIRI

Modification de statuts

Le bureau a été élu pour une durée de 2 ans.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 août 2011)

Président : TAHUHUATAMA Richard
Secrétaire : TAIRANU Teihoarii
Trésorière : GATATA Hinareva

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU COLLEGE DE TIPAERUI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 2011)

Président : MOUTOU Jean-Charles
Vice-présidents : KLEE Bruno
FOURNIER Zaza
Secrétaire : ESSADOUQI Hafida
Secrétaire adjointe : CABEDO Monique
Trésorière : GRENET Sandrine
Trésorière adjointe : BOUMBA Agnès

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
MATERNELLE ATINUU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2011)

Présidente : MARO Cheyenne
Vice-présidente : AMARU Andréa
Secrétaire : IZAL Carole
Secrétaire adjoint : CICORELLA Fabrice
Trésorière : POHL Véronique
Trésorière adjointe : CLODIC Carol

ASSOCIATION TE RAGI MAREVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2011)

Président : LAI Guy
Vice-présidente : TORIKI Mareta
Secrétaire : BREDIN Tepurotu
Secrétaire adjoint : DEPETRIS Francis
Trésorière : DIVITA Stéphanie
Trésorière adjointe : TAAMINO Tina
Asseseurs : TEIHOTAATA Elisabeth
TEKURIO Taupega

ASSOCIATION SPORTIVE DU LP DE UTUROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 août 2011)

| | |
|---------------------|---------------------------|
| Président | : LEGLIZE Philippe |
| Secrétaire | : VIRIAMU-TEFANA Heinarii |
| Secrétaire adjoint | : DUPOUY Serge |
| Trésorier | : BERDICHEVSKI Daniel |
| Trésorière adjointe | : TUTAVAE Vaiterani |

ASSOCIATION PITO HITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 août 2011)

| | |
|---------------------|--------------------|
| Président d'honneur | : CHEVALIER Yves |
| Président | : ARAPARI Tetuarii |
| Vice-président | : TAMA Daniel |
| Secrétaire | : TOREA Diana |
| Secrétaire adjointe | : TIHONI Madeleine |
| Trésorière | : TAMA Murielle |
| Trésorière adjointe | : KAPIRI Barbara |

ASSOCIATION COPRAHCULTURE ARUTUA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 août 2011)

| | |
|-----------------------------|-------------------------------------|
| Présidente | : TEAHA Urarii |
| Vice-présidente | : TEFAAORA Muriel |
| Secrétaire | : FAREATA Christine |
| Secrétaire adjointe | : PARKER Faaipo |
| Trésorier | : ORBECK Teuira |
| Trésorier adjoint | : TAAVIRI Augustin |
| Commissaires aux comptes | : TAPARE Teumere RICHMOND Robert |
| Assesseeurs | : TUMAHAI Maire HARRIS Tepoe |

**ASSOCIATION CHORALE DE L'UNIVERSITE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE (ACUPF)***Modification de statuts*

Le siège social est situé à l'université de la Polynésie française, campus de Outumaoro, Punaauia, BP 6570, 98702 Faa'a, Tahiti, Polynésie française.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 juin 2011)

| | |
|------------|---------------------|
| Président | : ORTEGA Pascal |
| Secrétaire | : SHIFFERER Patrick |
| Trésorière | : PERRIER Gaëlle |

ASSOCIATION TE VEHINE NO TE TAPA
(Récépissé n° 1159 DRCL du 20 septembre 2011)*Extraits de statuts*

Il est constitué le 23 mai 2011 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TE VEHINE NO TE TAPA.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Fatu Hiva, Marquises :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adoptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Omoa, Fatu Hiva, Marquises.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|--------------------------|
| Présidente | : MATOHI-VILLERET Vehine |
| Secrétaire | : MATOHI Tehonotapu |
| Trésorier | : VILLERET Alain |

ASSOCIATION VARUKEA SOUL DANCE
(Récépissé n° 239 SAISLV du 30 août 2011)*Extraits de statuts*

Il est fondé le 21 août 2011 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée VARUKEA SOUL DANCE.

Elle a pour but de rassembler des enfants, adolescents et adultes de tout horizon, tout âge et toutes conditions sociales autour de la danse et de l'expression de soi. L'objectif général est l'épanouissement de l'individu à travers la rencontre avec les autres et la découverte de ses possibilités artistiques individuelles et collectives. En outre, cette association a pour mission de favoriser les échanges avec les autres îles du Pacifique ainsi qu'avec l'étranger dans le cadre de projets de voyages.

Son siège social est fixé à Anau, Vaitape.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-----------------|-----------------------|
| Présidente | : VALLET Aurore |
| Vice-présidente | : TONGOURIAN Caroline |
| Secrétaire | : TIMOTEO Vaiana |
| Trésorière | : TEUIRA Désirée |

ASSOCIATION TE VA'O AARI NO RURUTU
(Récépissé n° 2246 DRCL du 21 septembre 2011)*Extraits de statuts*

Il est fondé le 31 août 2011 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TE VAO' AARI NO RURUTU.

Elle a pour but :

- la relance du programme de la régénération de la cocoteraie sur l'île ;
- le nettoyage et le défrichement des terres à régénérer ;

- l'éclaircissement des cocoteraies trop denses et improductives ;
- la mise en place d'un programme de fertilisation ;
- le baguage des cocoteraies en production contre les rats ;
- d'équiper l'association d'une scie pour les bois cocotiers abattus ;
- la mise en place d'une pépinière pour la production des noix germées ;
- la mise en place de brise vent pour la protection des plantations ;
- le soutien mutuel entre les producteurs de coprah.

Son siège social est fixé à Rurutu, Moerai.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : TAPUTU Patia |
| Vice-président | : LACOUR William |
| Secrétaire | : RANGIMAKEA Jeanne |
| Secrétaire adjointe | : OPUU Poema |
| Trésorier | : AVAE Etienne |
| Trésorier adjoint | : TAPUTU Arii |

ASSOCIATION ARTISANALE KATAGITOREA

(Récépissé n° 2244 DRCL du 21 septembre 2011)

Extraits de statuts

Il est constitué le 6 septembre 2011 une association artisanale régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée KATAGITOREA.

Elle a pour but principal d'organiser, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune de Faa'a :

- par la création, la production et la vente d'objets artisanaux fabriqués à base de produits et de fibres locaux ;
- l'organisation d'exposition artisanale ;
- l'assistance et l'aide à la professionnalisation des artisans regroupés au sein de l'association ;
- la promotion et la valorisation de la culture polynésienne à travers différentes activités artisanales et culturelles telles que la couture, le tifaifai, la bijouterie, le tressage et le travail de la nacre ;
- la sensibilisation et la formation des jeunes générations aux métiers de l'artisanat traditionnel.

Son siège social est fixé à Faa'a, centre Peho Rimai de Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|--------------------|
| Présidente | : GANAHOA Roseline |
| Secrétaire | : TEMANAHA Lucie |
| Trésorière | : TEMANAHA Mohea |

ASSOCIATION TEAM OUTUMAORO

(Récépissé n° 2233 DRCL du 20 septembre 2011)

Extraits de statuts

Il est constitué le 3 septembre 2011 l'ASSOCIATION TEAM OUTUMAORO régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but principal :

- d'accompagner et d'orienter la population ;
- de lutter contre l'oisiveté ;
- d'insérer les jeunes et adultes dans la vie active ;
- de sensibiliser sur l'environnement ;
- d'insérer activement la population dans la pratique d'un sport.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 8,300, côté montagne, servitude Terega, lot n° 145.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------|--------------------------------|
| Président | : PITO Titioipa |
| Vice-président | : NAEA Terai |
| Secrétaire | : SOMMER Sonia |
| Trésorière | : TETU Jenny |
| Trésorier adjoint | : MAOPI Pascal |
| Assesseurs | : TETU Auguste ATGER Aarona |

ASSOCIATION ETERNITY DREAM

(Récépissé n° 2150 DRCL du 10 septembre 2011)

Extraits de statuts

Il est créé le 28 août 2011 l'ASSOCIATION ETERNITY DREAM régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- de mettre en œuvre toute action tendant à soutenir et à développer les projets de l'association dans le cadre du respect de la loi ;
- éventuellement, dans les limites de ses moyens, de proposer son aide à la collectivité à laquelle elle appartient ;
- et en outre, de devenir un acteur potentiel, un innovateur de projets sur l'échiquier local, régional, national et international dans les domaines tels que :
 - le sport : effort physique, respect de soi et des autres, esprit d'équipe et rencontres ;
 - la jeunesse : éducation, formation, encadrement périscolaire, centres de vacances et de loisirs, échanges... ;
- de mettre en œuvre toute action tendant à aider et à soulager les membres de l'association pour les charges scolaires ou autres de son foyer.

Son siège social est fixé à Mataiea, au PK 44,200, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|------------------|
| Président | : POETAI Maurice |
| Secrétaire | : POETAI Angéla |
| Trésorière | : BARFF Eugénie |

ASSOCIATION TAU SIMONE MARERE*(Récépissé n° 2245 DRCL du 21 septembre 2011)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAU SIMONE MARERE est fondée le 6 juin 2011.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie...) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches suscitées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, par des activités physiques et sportives, culturel, artisanal, dans le domaine de la pêche et corporatif etc. ;
- de permettre, d'organiser, de participer, de représenter et de favoriser l'accès des membres et adhérents au droit, de promouvoir et de mettre en œuvre tous moyens appropriés pour favoriser l'assistance aux particuliers et défendre les intérêts de l'association ;

- d'aider financièrement en cas de sinistrés comme : les décès dans la famille, et des membres de l'association ;
- de faciliter l'insertion sociale des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement par les activités économiques et culturelles, et d'aides diverses ;
- de développer les activités physiques sportives de loisirs, et les animations dans les quartiers ou dans la commune de Taïarapu-Est ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres
- de promouvoir, de faciliter la transmission, de sensibiliser les jeunes et adultes à la protection de l'environnement, de faire le nettoyage, l'entretien, et à l'embellissement des parcelles de terres.

Son siège social est fixé à Tautira, lotissement Papatea n° 23.

Le bureau a le choix du lieu où le siège est établi et peut le déplacer dans la limite du territoire de la Polynésie française sur décision du comité directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|------------------|
| Président | : MARERE Thierry |
| Secrétaire | : TANE Loretta |
| Trésorière | : MARERE Ella |

LOTO NATIONAL

| LOTO NATIONAL N° 113 | | |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| Tirage du lundi 19 septembre 2011 : | | |
| 1 13 27 35 48 | | |
| Numéro chance : 7 | | |
| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 4 bons numéros..... | 329 | 185 310 |
| 3 bons numéros..... | 14 429 | 1 241 |
| 2 bons numéros..... | 211 702 | 608 |
| N° chance gagnant..... | 475 043 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 2 784 380 | | |

| LOTO NATIONAL N° 114 | | |
|--|--|---------------------|
| Tirage du mercredi 21 septembre 2011 : | | |
| 16 19 20 40 46 | | |
| Numéro chance : 4 | | |
| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 1 | 477 326 968 |
| 5 bons numéros..... | 1 | 27 670 489 |
| 4 bons numéros..... | 319 | 186 670 |
| 3 bons numéros..... | 17 319 | 1 479 |
| 2 bons numéros..... | 269 110 | 680 |
| N° chance gagnant..... | 424 293 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 8 408 034 | | |

| LOTO NATIONAL N° 115 | | |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| Tirage du samedi 24 septembre 2011 : | | |
| 4 33 36 40 41 | | |
| Numéro chance : 6 | | |
| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 4 bons numéros..... | 357 | 302 584 |
| 3 bons numéros..... | 17 836 | 1 897 |
| 2 bons numéros..... | 294 930 | 811 |
| N° chance gagnant..... | 579 651 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 2 406 948 | | |

KENO

Lundi 19 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 0 61 75 40 — Joker + : 7 310 720

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 3 | 9 | 15 | 18 | 19 | 21 | 24 | 27 | 29 |
| 40 | 44 | 45 | 48 | 49 | 51 | 55 | 56 | 64 | 68 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 4 31 74 60 — Joker + : 2 784 380

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 5 | 6 | 9 | 13 | 18 | 19 | 22 | 28 | 32 |
| 37 | 50 | 54 | 56 | 57 | 59 | 62 | 67 | 68 | 70 |

Multiplicateur : x 3

Mardi 20 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 0 81 00 29 — Joker + : 9 977 711

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 4 | 5 | 14 | 15 | 27 | 29 | 30 | 33 | 37 |
| 38 | 39 | 41 | 42 | 46 | 47 | 52 | 55 | 61 | 70 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 0 82 05 17 — Joker + : 7 585 500

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 3 | 4 | 5 | 8 | 13 | 14 | 16 | 21 | 22 |
| 25 | 28 | 31 | 35 | 38 | 49 | 54 | 59 | 63 | 70 |

Multiplicateur : x 2

Mercredi 21 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 5 29 06 42 — Joker + : 8 682 493

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 14 | 25 | 27 | 37 | 38 | 39 | 44 | 45 | 47 |
| 48 | 49 | 50 | 53 | 56 | 58 | 60 | 61 | 62 | 69 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 9 78 25 70 — Joker + : 8 408 034

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 5 | 6 | 7 | 10 | 17 | 24 | 35 | 36 | 38 |
| 42 | 53 | 54 | 57 | 59 | 61 | 63 | 66 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 2

Jeudi 22 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 9 72 00 42 — Joker + : 6 674 543

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 7 | 9 | 11 | 14 | 20 | 22 | 23 | 29 | 32 | 37 |
| 39 | 40 | 42 | 44 | 46 | 53 | 56 | 60 | 61 | 63 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 8 75 22 99 — Joker + : 6 791 518

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 7 | 9 | 14 | 20 | 21 | 22 | 24 | 26 | 34 | 37 |
| 45 | 46 | 47 | 48 | 55 | 56 | 63 | 64 | 65 | 66 |

Multiplicateur : x 2

Vendredi 23 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 9 15 06 03 — Joker + : 5 431 786

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 10 | 15 | 22 | 25 | 26 | 28 | 31 | 37 | 39 |
| 42 | 46 | 47 | 50 | 58 | 59 | 61 | 66 | 68 | 70 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 8 94 96 64 — Joker + : 3 830 646

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 4 | 6 | 11 | 14 | 18 | 19 | 25 | 30 | 32 |
| 38 | 43 | 45 | 51 | 53 | 54 | 55 | 57 | 58 | 62 |

Multiplicateur : x 2

Samedi 24 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 2 28 44 23 — Joker + : 1 024 432

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 6 | 10 | 16 | 17 | 22 | 23 | 24 | 36 | 38 |
| 40 | 42 | 44 | 45 | 48 | 51 | 54 | 59 | 62 | 67 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 6 44 62 69 — Joker + : 2 406 948

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 11 | 15 | 17 | 20 | 21 | 22 | 24 | 26 | 29 | 42 |
| 44 | 45 | 48 | 52 | 55 | 58 | 60 | 64 | 65 | 66 |

Multiplicateur : x 2

Dimanche 25 septembre 2011

1er tirage

Jackpot : 1 84 61 79 — Joker + : 4 144 624

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 7 | 8 | 15 | 18 | 19 | 22 | 27 | 29 | 32 |
| 33 | 38 | 39 | 42 | 50 | 52 | 63 | 64 | 66 | 70 |

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Jackpot : 5 06 07 15 — Joker + : 7 246 822

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 7 | 8 | 9 | 11 | 17 | 18 | 21 | 25 | 26 |
| 28 | 31 | 32 | 33 | 36 | 37 | 41 | 65 | 68 | 69 |

Multiplicateur : x 4

EURO MILLIONS

Mardi 20 septembre 2011

9 19 25 36 38



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|--------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 0 | 2 | 65 819 916 |
| 5 | | 0 | 8 | 5 484 988 |
| 4 + | ☆ ☆ | 9 | 41 | 535 119 |
| 4 + | ☆ | 168 | 818 | 23 460 |
| 4 | | 326 | 1 702 | 11 276 |
| 3 + | ☆ ☆ | 281 | 1 477 | 9 284 |
| 2 + | ☆ ☆ | 3 976 | 20 805 | 3 031 |
| 3 + | ☆ | 7 120 | 35 248 | 1 706 |
| 3 | | 15 736 | 75 835 | 1 336 |
| 1 + | ☆ ☆ | 20 981 | 109 206 | 1 622 |
| 2 + | ☆ | 102 774 | 498 087 | 966 |
| 2 | | 228 148 | 1 078 896 | 453 |

Joker + : 7 585 500

Vendredi 23 septembre 2011

6 14 33 34 48



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|--------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 1 | 6 | 37 135 178 |
| 5 | | 3 | 8 | 9 283 794 |
| 4 + | ☆ ☆ | 24 | 85 | 436 873 |
| 4 + | ☆ | 258 | 1 308 | 24 832 |
| 4 | | 468 | 2 337 | 13 902 |
| 3 + | ☆ ☆ | 827 | 3 875 | 5 978 |
| 2 + | ☆ ☆ | 12 724 | 58 246 | 1 825 |
| 3 + | ☆ | 11 840 | 55 816 | 1 825 |
| 3 | | 21 331 | 103 642 | 1 646 |
| 1 + | ☆ ☆ | 69 755 | 315 999 | 954 |
| 2 + | ☆ | 179 965 | 834 365 | 978 |
| 2 | | 331 303 | 1 540 530 | 536 |

Joker + : 3 830 646

RÉCEPTION
des annonces pour publication
au *Journal officiel* de la Polynésie française

A compter du 1er février 2011

La date limite est fixée au :

Lundi 12h00

| SAUF Jours fériés | | | | |
|---------------------|--------------------|--|---------------------|------------|
| FERIES 2011 | | DATE LIMITE de réception des dossiers | Publication au JOPF | |
| Jour | Date | | N° | Date |
| Vendredi Saint | 22 avril | Mercredi 20 avril à 14h50 | 17 | 28 avril |
| Lundi de Pâques | 25 avril | | | |
| Lundi de Pentecôte | 13 juin | Jeudi 9 juin à 14h50 | 24 | 16 juin |
| Fête de l'autonomie | Mercredi 29 juin | Vendredi 24 juin à 13h00 | 26 | 30 juin |
| Fête nationale | Jeudi 14 juillet | Vendredi 8 juillet à 13h00 | 28 | 14 juillet |
| Assomption | Lundi 15 août | Jeudi 11 août à 14h50 | 33 | 18 août |
| Toussaint | Mardi 1er novembre | Jeudi 27 octobre à 14h50 | 44 | 3 novembre |